

UNE CONTRIBUTION MONDIALE QUI DURE DEPUIS 150 ANS

CANADA

1867 - 2017

Célébration du 150^e anniversaire du Canada et des progrès accomplis par notre pays au fil des ans depuis la Confédération

Contenu exclusif d'organisations gouvernementales et non gouvernementales canadiennes

Un examen plus attentif de l'héritage canadien légué au cours des 150 dernières années et de nos aspirations pour les 150 prochaines années

150



UNE BOUTEILLE HISTORIQUE POUR UN ANNIVERSAIRE HISTORIQUE.



On est fait de même.



Prendre une bière entre amis, c'est l'un de nos passe-temps préférés au pays. Et de 1961 à 1984, c'était avec la bouteille *stubby* qu'on trinquait. Elle a été mise sur le marché par l'Association des brasseurs du Canada qui en a fait la bouteille standard de l'industrie. Auparavant, les bouteilles qui circulaient d'un océan à l'autre étaient de formes, de styles et de grandeurs hétéroclites. La nouvelle bouteille était donc plus pratique, plus simple à transporter et pouvait être réutilisée plus facilement. La bouteille *stubby* fut un succès instantané; sa forme particulière plaisait aux Canadiens. Plus de 150 millions de bouteilles *stubby* ont été fabriquées dans les années 60 et 70. Puis, en 1984, quand les principales brasseries ont opté pour la bouteille à long col, la bouteille *stubby* a tiré sa révérence.

Aujourd'hui, on souligne le 150^e du Canada en remettant sur le marché cet emblème national. Parce que pour célébrer un anniversaire historique, ça prend une bouteille historique.



LE CONTENU



LES INTRODUCTIONS

Une noble idée pour
inspirer le monde

David Johnston
Gouverneur général du Canada

p10

Le Grand Nord
fort et libre

Justin Trudeau
Premier ministre du Canada

p12

Façonner et partager

Patricia Scotland
Secrétaire générale du
Commonwealth

p14

Les alliés, les partenaires et la
famille

Howard Drake
Haut-commissaire britannique
au Canada

p16

Changer les choses partout dans
le monde

Rédacteurs John Kirton et
Madeline Koch

p20

PATRIMOINE

Créer une stratégie
révolutionnaire

Catherine McKenna
Ministre de l'Environnement
et du Changement climatique

p24

La puissance de sept

Carolyn Bennett
Ministre des Affaires au
autochtones et du Nord

p26

Nous répondons présents

Chrystia Freeland
Ministre des Affaires étrangères

p28

Bâtir un monde meilleur pour
tous

Marie-Claude Bibeau
Ministre du Développement et
de la Francophonie

p30



COMPOSANTES ESSENTIELLES AUX NIVEAUX PROVINCIAL ET TERRITORIAL

L'invention, c'est nous
Rachel Notley
Première ministre, Alberta

p36

La patrie d'espoir
Brian Pallister
Premier ministre, Manitoba

p38

**L'héritage d'être l'une des
provinces fondatrices du pays**
Brian Gallant
Premier ministre,
Nouveau-Brunswick

p39

**Le changement est la seule
constante**
Robert McLeod
Premier ministre,
Territoires-du-Nord-Ouest

p40

Ébauche d'une nation
Stephen McNeil
Premier ministre,
Nouvelle-Écosse

p42

Nunavut : notre terre
Peter Taptuna
Premier ministre, Nunavut

p43

Un double anniversaire
Kathleen Wynne
Première ministre, Ontario

p45

Petite, mais puissante
Wade MacLauchlan
Premier ministre, l'Île-du-Prince-
Édouard

p46

Une identité particulière
Philippe Couillard
Premier ministre, Québec

p48

La réconciliation au Yukon
Sandy Silver
Premier ministre, Yukon

p49

**La force de la communauté
autochtone**
Perry Bellegarde
Chef national, l'Assemblée des
Premières Nations

p50

**Nous sommes un peuple
résilient**
Natan Obed
Président, l'Inuit Tapiriit
Kanatami

p52

Lutte pour l'équité
Clément Chartier
President, le Ralliement national
des Métis

p54

AGRICULTURE ET RESSOURCES NATURELLES

« Le XXI^e siècle appartient à l'agriculture »

Lawrence MacAulay
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

p58

Une grande voie ferrée canadienne

Michael Bourque
Président et directeur général, l'Association des chemins de fer du Canada

p60

Profiter au maximum des esprits, des montagnes et des mines

James Carr
Ministre des Ressources naturelles

p62

Les transports permettent de bâtir un pays

Sarah Wells
Directrice générale, l'Association des transports du Canada

p74

En quête de nouvelles altitudes

Massimo Bergamini
Président-directeur général, le Conseil national des lignes aériennes du Canada

p76

Une mer de possibilités

Volker Kluge
Président, ZIM Integrated Shipping Services

p78

Des vols d'amitié

Fang Liu
Secrétaire général, l'Organisation de l'aviation civile internationale

p80

TRANSPORTATION & INFRASTRUCTURE

Les ponts vers l'avenir

Amarjeet Sohi
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

p68

Transports de l'esprit

Marc Garneau
Ministre des Transports

p70

Le Canada mène le monde en matière de gestions des transports

Chris Philp
Président-directeur général, la Société des systèmes de transports intelligents du Canada

p72



RÉDACTION

Rédacteurs John Kirton and
Madeline Koch

Directrice-rédactrice en chef
Zoë Henry

Révisseure Sarah Evans

DESSINATRICES-MAQUETTISTES

Eva Caldas and Caroline Jones

VENTE ET MARKETING

James Johnston
David Friel
Andrew Adam

DIRECTION

Directeur général
Richard Linn

Newsdesk Media publie un
large gamme de publications
commerciales et un large
gamme de clients. Pour plus
de renseignements, veuillez
contacter Richard Linn,
Directeur Général.



INDUSTRIES DE LA DÉFENSE ET DE L'AÉROSPATIALE

Un héritage d'engagement

Harjit Singh Sajjan
Ministre de la Défense nationale
Défence

p84

Telle est la voie vers les étoiles

Lieutenant-général Michael Hood
Commandant de l'Aviation royale
canadienne

p88

Un patrimoine d'apport mondial

Vice-amiral Ron Lloyd
Commandant de la Marine royale
canadienne

p92

Une force pour le bien

Lieutenant-général Paul Wynnyk
Commandant de l'Armée
canadienne

p94

INNOVATION, TIC ET SOINS DE SANTÉ

Ouverte à l'innovation

Navdeep Bains
Ministre de l'Innovation, des
Sciences et du Développement
économique du Canada

p108

Des décennies de progrès considérables

Mark Nantais
Président, l'Association
canadienne des constructeurs
de véhicules

p110

Transformer les paysages

Bill Hutchison
Président et fondateur,
i-Canada Alliance

p112

Contribuer à la santé mondiale

Jane Philpott
Ministre de la Santé

p114

FINANCES, COMMERCE ET INVESTISSEMENTS

Investir dans notre avenir

Bill Morneau
Ministre des Finances

p98

Le rôle des finances

Tiff Macklem
Doyen, Rotman School
of Management à
l'Université de Toronto

p100

À l'avant-garde du commerce mondial

François-Philippe Champagne
Ministre du Commerce
international

p102





CÉLÉBREZ LE
**LE 150^E ÉTÉ
DU CANADA**



AVEC LE
**GOÛT LÉGENDAIRE
DU CÉSAR**



VEUILLEZ CONSOMMER AVEC MODÉRATION

*Marque de commerce utilisée sous licence par Canada Dry Mott's Inc.

MottsClamato.ca

DAVID JOHNSTON

Gouverneur général, Canada

David Johnston a entrepris sa carrière comme professeur adjoint, en 1966, à la Faculté de droit de l'Université Queen's. Il s'est joint à la Faculté de droit de l'Université de Toronto en 1968, puis il est devenu Doyen de la Faculté de droit de l'Université Western Ontario en 1974. Il a été nommé principal et vice-chancelier de l'Université McGill en 1979, où il a servi pendant 15 ans avant de redevenir Professeur à plein temps à la Faculté de droit de l'Université McGill. En 1999, il est devenu le président et vice-chancelier de l'Université de Waterloo, où il a travaillé jusqu'à ce qu'on lui demande, en 2010, de devenir le 28e gouverneur général du Canada.



“***Le Canada est un pays remarquablement diversifié et ouvert qui, depuis un siècle et demi, profite de sa participation à l'échiquier mondial***”

UNE NOBLE IDÉE POUR INSPIRER LE MONDE

Avec son histoire de divers groupes s'efforçant de vivre en harmonie, il y a beaucoup d'admirer dans l'approche du Canada pour une sensibilité partagée, écrit Son Excellence le très honorable **David Johnston**, gouverneur général du Canada

Le Canada est le terrain d'essai d'une noble idée — l'idée selon laquelle des peuples différents peuvent partager des terres, des ressources, des pouvoirs et des rêves tout en respectant leurs différences. L'histoire du Canada est celle de beaucoup de ces peuples qui, après bien des tentatives et des échecs, s'efforcent encore de vivre côte à côte dans la paix et l'harmonie.

— Commission royale sur les peuples autochtones.

Le Canada est bel et bien « une noble idée ». Nous nous efforçons de vivre côte à côte dans la paix et l'harmonie. Nous échouons, et nous essayons de nouveau. Ainsi se résument les 150 années de la Confédération. En cette ère de diversification et de mondialisation, c'est aussi

l'histoire d'un nombre grandissant de peuples et de nations. Nous mettons cette noble idée à l'essai. Il nous faut réussir, et je crois que le Canada peut maintenir sa précieuse contribution à la communauté internationale en prouvant que des peuples diversifiés sont capables de partager des terres, des ressources, des pouvoirs et des rêves, tout en respectant et en encourageant leurs différences.

Habitant un vaste et rude territoire à la diversité humaine et naturelle impressionnante, les Canadiens n'ont eu d'autres choix que de bâtir un pays où les gens de divers milieux s'entraident et travaillent ensemble. Cet esprit de collaboration et de compromis sous-tend notre engagement avec la communauté internationale, qui remonte à il y a 150 ans. Le Canada est à son meilleur lorsqu'il reflète sa géographie : ouvert, vaste et inclusif. La Confédération a établi le modèle dans la foulée d'autres avancées en matière de gouvernance, comme la Proclamation royale de 1763 et ses principes directeurs sur la paix, l'équité et le respect entre les Autochtones et les non-Autochtones.

Notre histoire nous a forcés à bâtir un pays ambitieux. Le Canada est une expérience audacieuse de la coopération, de la tolérance et de la diversité. Les

Canadiens pourraient être tentés de le tenir pour acquis, mais leur pays constitue un apport unique et précieux à la civilisation mondiale. Cela ne veut pas dire que le Canada n'a pas erré ou qu'il y a place à la complaisance. Pensons à la politique désastreuse sur les pensionnats indiens, qui a causé des torts terribles et durables aux peuples et communautés autochtones, et au Canada en tant que tel. Notre faculté à apprendre de nos erreurs et à perfectionner cette expérience déterminera notre succès futur, ainsi que notre capacité à soutenir une société interconnectée et mondialisée.

Il y a longtemps que le Canada fait sentir sa présence sur la scène internationale : comme terre d'accueil pour

les immigrants et les réfugiés qui fuient la guerre, la faim, l'oppression et l'absence de possibilités, comme source de soldats braves et capables qui vont en mission dans les zones de conflits, et comme patrie d'innombrables personnes qui travaillent au développement d'institutions internationales et à des initiatives mondiales.

Comme administrateur d'universités et en ma qualité actuelle de gouverneur général, j'ai visité de nombreux pays dans

le monde. Je suis toujours étonné de voir tous ces Canadiens qui vivent et travaillent à l'étranger, aidant les citoyens autour du globe. J'ai aussi souligné les formidables réussites d'éminents chercheurs et universitaires canadiens sur la scène internationale. Il va sans dire que l'excellence canadienne et l'excellence mondiale vont de pair.

Le Canada est un pays remarquablement diversifié et ouvert qui, depuis un siècle et demi, profite de sa participation à l'échiquier mondial pour s'affirmer et contribuer à la création d'un monde meilleur. Le 150^e anniversaire de la Confédération nous pousse à réfléchir à notre passé, à nos réussites et nos échecs, et à inspirer le monde pour les générations à venir. L'heure est venue pour le Canada non seulement de célébrer son 150^e anniversaire, mais aussi de briller. ●



LE GRAND NORD FORT ET LIBRE

Célébrant la grande nation du Canada dans sa 150e année et la diversité et l'inclusion que le pays représente, le premier ministre poursuit l'élément qui rend le Canada aussi merveilleux: les Canadiens

« Au cours des 35 dernières années, la Charte canadienne des droits et libertés nous a aidés à bâtir un pays où des gens provenant de partout dans le monde peuvent vivre ensemble dans l'égalité et créer des opportunités les uns pour les autres.

« La Charte protège les droits et libertés qui sont à la base de notre identité canadienne. Elle nous permet de nous exprimer en tant qu'individus et de célébrer nos différences, tout en nous rapprochant en tant que Canadiens.

« Cette année, nous soulignons également le 35e anniversaire de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, qui reconnaît et affirme les droits ancestraux, et ceux issus de traités, des peuples autochtones du Canada. Aucune relation n'est plus importante pour notre gouvernement que celle que nous entretenons avec les autochtones. Nous sommes déterminés à mettre en place une relation renouvelée de nation à nation, d'Inuits à Couronne et de gouvernement à gouvernement, qui repose sur la reconnaissance des droits, le respect, la collaboration et le partenariat.

« La lettre et l'esprit de la Charte sont au cœur de la réussite du Canada et devraient tous nous inspirer dans nos efforts en vue de créer une société plus juste, plus égalitaire, et plus compatissante.

« Aujourd'hui, j'aimerais rappeler aux Canadiens que nous n'avons pas plus grand devoir que celui de veiller aux libertés des uns et des autres. Les mots enchâssés dans la Charte représentent nos droits, nos libertés et surtout notre responsabilité collective. »

Déclaration du premier ministre du Canada à l'occasion du 35e anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés, 17 avril 2017

«... Peu de symboles nationaux sont aussi emblématiques que la feuille d'érable. Le castor et le canot ont également résisté à l'épreuve du temps, mais seule la feuille d'érable en est devenue un symbole d'unité, d'espoir, de générosité, d'ouverture et de respect. Elle représente notre pays et ses citoyens qui, chaque jour, se montrent dignes de ces valeurs. Il est tout naturel d'avoir placé ce symbole qui nous est si cher au centre du drapeau du Canada. »

Déclaration du premier ministre du Canada à l'occasion du Jour du drapeau national du Canada, 15 février 2017

« Il y a cent ans, ... les quatre divisions du Corps canadien ont uni leurs forces au combat pour la première fois. C'était des hommes à la fois ordinaires et extraordinaires, qui étaient venus des quatre coins du pays : francophones, anglophones, nouveaux Canadiens, autochtones.

« Le lundi de Pâques du mois d'avril 1917, combattant dans la neige et le verglas et sous le tir incessant des mitrailleuses, ils ont percé une forteresse impénétrable et remporté une victoire historique. Ils ont réussi là où d'autres armées avaient échoué, mais ils ont payé le prix de la victoire. Près de 3 600 Canadiens ont perdu la vie. Plus de 7 000 autres ont été blessés. La bataille de la crête de Vimy reste l'une des plus sanglantes de l'histoire du Canada.

« Malgré ces pertes, le courage et l'ingéniosité des Canadiens avaient triomphé et ont mené à l'une des victoires les plus décisives de la Première Guerre mondiale. Les techniques de combat innovatrices que nos soldats ont déployées si efficacement à la crête de Vimy allaient contribuer à la victoire des Alliés une année et demie plus tard.

« Bon nombre des soldats qui portaient l'uniforme canadien ce jour-là étaient immigrants dans notre pays. Des gens d'origines multiples et qui parlaient plusieurs langues représentant toutes les régions du Canada ont combattu pour les valeurs qui nous sont si chères. Comme l'a déclaré un vétéran : 'Nous sommes montés sur la crête de Vimy en tant qu'Albertains et que Néo-Écossais. Nous en sommes redescendus en tant que Canadiens.' ...

« N'oublions jamais. »

Déclaration du premier ministre du Canada à l'occasion du 100e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy, 9 avril 2017

« Au cours de [cette] année, les célébrations qui marqueront le 150e anniversaire du Canada seront pour nous l'occasion de rendre hommage aux générations de Canadiens qui, ensemble, ont ouvert la voie les uns pour les autres. Nous allons célébrer le courage et la vision de ceux qui nous ont précédés, ainsi que le travail et l'ambition des Canadiens qui — comme vous — ont participé à la réussite du Canada d'aujourd'hui ... »

Déclaration du premier ministre du Canada à l'occasion du Nouvel An, 31 décembre 2016 •

JUSTIN TRUDEAU
Premier ministre du Canada

Le fils de Pierre Trudeau, 15^e premier ministre du Canada, Justin Trudeau a fait carrière dans l'enseignement avant de se lancer en politique en 2008. Il est devenu le 23^{ème} premier ministre du Canada le 4 novembre 2015.



“*La feuille d'érable est devenue un symbole d'unité, d'espoir, de générosité, d'ouverture et de respect*”

PATRICIA SCOTLAND

Secrétaire générale
du Commonwealth

La très honorable Patricia Scotland, c.r., est devenue Secrétaire générale du Commonwealth en avril 2016. Elle est au service des 52 gouvernements membres du Commonwealth et des 2,4 milliards d'habitants qui les composent. Née en Dominique et avocate de profession, elle est devenue la première femme noire ainsi que la plus jeune à être nommée conseillère de la reine au Royaume-Uni. Elle est la seule femme depuis la création du poste en 1315 à occuper le poste de procureure générale de l'Angleterre et du pays de Galles.



“*La coopération entre les membres du Commonwealth se fonde sur des priorités et des valeurs que les Canadiens et les Canadiennes tiennent à coeur*”

FAÇONNER ET PARTAGER

La généalogie du Commonwealth est marquée par les habitants et les valeurs du Canada, écrit la très honorable **Patricia Scotland**, c.r.,
Secrétaire générale du Commonwealth

L'étude du panorama historique des contributions générales apportées par le Canada depuis la Confédération en 1867, révèle que le Commonwealth en tant qu'institution multilatérale est fier d'avoir été façonné par l'engagement et la participation du Canada et d'en avoir tiré parti, et peut-être même d'être renommé pour cela.

La coopération entre les membres du Commonwealth se fonde sur des priorités et des valeurs que les Canadiennes et les Canadiens tiennent à cœur : elle est axée sur les personnes, est consensuelle, elle préconise la paix et la prospérité pour tous, et repose sur le respect fondamental de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit.

Un de mes prédécesseurs, Arnold Smith, un Canadien qui a exercé les fonctions de premier Secrétaire général du Commonwealth de 1965 à 1975, a déclaré :

« Le Commonwealth est un organisme vivant, non pas un programme politique. Il s'est développé au fil des ans, non pas selon une constitution écrite ou un plan central, mais plutôt en tant que résultat d'une longue série de décisions courageuses et parfois très difficiles concernant des questions immédiates et pratiques, prises par des chefs d'État de nombreux pays. »

Les liens entre les membres du Commonwealth peuvent être considérés comme un arbre généalogique dont les racines sont profondes et les branches, étendues. Le Canada a toujours contribué à la santé et à la vitalité de cet organisme.

Dès 1884, le terme « Commonwealth britannique des nations » était utilisé pour désigner ce qu'on appelait jusqu'alors l'Empire britannique. En 1949, la Déclaration de Londres a marqué un changement décisif dans la nature des relations ainsi que dans la résistance et l'adaptabilité constantes du Commonwealth en continuelle évolution à titre de famille de nations.

Il est tout à fait représentatif du caractère inclusif du fonctionnement du Commonwealth que les principaux architectes de la Déclaration de Londres soient un Franco-Canadien, en l'occurrence le premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent et un Indien, le grand dirigeant du mouvement d'indépendance de l'Inde, le premier ministre Jawaharlal Nehru, auxquels s'ajoutent Lester Pearson, secrétaire d'État des Affaires extérieures du Canada et Clement Attlee, premier ministre du Royaume-Uni.

Leur sagacité et leur prévoyance ont jeté les bases du respect et de la compréhension, sur lesquelles les

générations futures continuent de miser dans un esprit de soutien mutuel et de bonne volonté en vue d'assurer un avenir plus équitable et inclusif pour tous.

D'ailleurs, au début de son règne alors qu'elle était âgée de à peine 25 ans en 1952 tandis qu'elle succéda à son père très aimé, le roi George VI, à la tête du Commonwealth, Sa Majesté la Reine Elizabeth II a dit à propos du Commonwealth : « Il s'agit d'une conception tout à fait nouvelle, reposant sur les plus grandes qualités de l'esprit humain : l'amitié, la loyauté et le désir de liberté et de paix. » [Traduction]

Le Canada a gracieusement organisé deux réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth, les sommets biennaux de nos chefs de gouvernement, un premier à Ottawa en 1973 et un second à Vancouver en 1987.

J'ai la chance de travailler avec un excellent groupe de Canadiens professionnels et dévoués au Secrétariat du Commonwealth – comme il en existe dans les nombreuses autres organisations du Commonwealth qui facilitent les contacts entre les institutions et les représentants de nos pays membres et leur permettent de travailler ensemble dans l'intérêt de tous.

Un bel exemple de cette collaboration est le Commonwealth of Learning, basé à Vancouver, qui ouvre la voie à l'application de technologies de l'information et des communications pour favoriser l'apprentissage ouvert et à distance, en offrant à des milliers de personnes l'accès à des connaissances pratiques et à une formation professionnelle, plus particulièrement dans les régions éloignées ou isolées des pays du Commonwealth.

Il y a plus de 40 ans, Arnold Smith a dit que « les plus grands risques du monde d'aujourd'hui sont la prolifération nucléaire, l'isolement et l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. » [Traduction] À cela, nous devons maintenant ajouter le changement climatique et l'extrémisme violent.

Grâce à la participation du gouvernement et des Canadiennes et Canadiens, la famille mondiale du Commonwealth travaille à surmonter ces menaces et, par le fait même, à promouvoir un nouveau modèle régénérateur de développement durable pour aider à guérir et à restaurer notre monde. Nous y parvenons en nous mobilisant pour créer un avenir plus sûr, plus équitable et plus inclusif, caractérisé par des possibilités plus équitables pour les habitants de tous nos États membres. ●

HOWARD DRAKE

Haut-commissaire
britannique au Canada

Howard Drake a été nommé haut-commissaire britannique au Canada en 2013. Auparavant, il a été haut-commissaire britannique de Sa Majesté à la Jamaïque, ainsi que haut-commissaire britannique non résident à la Commonwealth des Bahamas. De 2005 à 2009, Howard était ambassadeur de Sa Majesté au Chili. À Londres, il a travaillé sur les affaires de l'Union européenne et la contre-prolifération, et en tant que directeur adjoint des ressources humaines du service diplomatique de Sa Majesté.



“*Les liens qui unissent nos deux pays deviendront de plus en plus forts*”

LES ALLIÉS, LES PARTENAIRES ET LA FAMILLE

Avec des valeurs partagées et des liens historiques étroits, le Canada et le Royaume-Uni ont beaucoup de raisons de célébrer, écrit Son Excellence **Howard Drake**, haut-commissaire britannique au Canada

Le 150e anniversaire de la confédération du Canada est en effet un moment spécial. Pour le Royaume-Uni, c'est le moment de célébrer notre longue amitié avec le Canada et les nombreux liens historiques entre les deux pays.

Ces liens commencent au début. La Loi sur l'Amérique du Nord britannique était, après tout, une loi du Parlement britannique. Cependant, l'histoire raconte qu'elle a été conçue loin de Londres par sir John A. Macdonald (né à Glasgow) et lord Carnarvon, le ministre des colonies, pendant une visite au château Highclere, le compté ancestral de lord Carnarvon. De nos jours, le château Highclere est mieux connu comme le décor de Downton Abbey, mais le vrai drame de la création d'une nouvelle nation dépasse tout ce que la famille Crawley a pu faire dans l'œuvre de fiction.

Depuis ce moment de création, le Royaume-Uni et le Canada sont demeurés extrêmement proches.

Nos alliés : Nos pays ont une longue et fière histoire de collaboration sur la politique étrangère dans le but de relever les défis mondiaux. Le Canada et le Royaume-Uni sont les deux seuls pays membres du Groupe des Sept, du Groupe des Vingt, du Commonwealth et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Nos soldats, nos aviateurs et aviatrices, et nos marins ont combattu et ont donné leur vie côte à côte depuis plus d'un siècle. Que ce soit sur le front occidental pendant la Première Guerre mondiale ou dans le cadre de la Coalition internationale de lutte contre Daech aujourd'hui, les troupes britanniques et canadiennes défendent ensemble nos valeurs démocratiques partagées.

En tant que partenaires : Le Royaume-Uni et le Canada ont un solide partenariat commercial et économique. Le Royaume-Uni représente le troisième marché d'exportation d'importance et la deuxième destination en importance pour les investissements du Canada. Environ 600 compagnies du Royaume-Uni font des affaires au Canada, dans une variété d'industries, du pétrole et du gaz à l'aérospatiale et aux services financiers. Des limites de la terre à l'espace, et de la technologie qui produit peu de carbone à la médecine, nos scientifiques travaillent ensemble tous les jours afin de mieux comprendre notre monde. En raison d'une histoire commune de recherche scientifique, le Royaume-Uni et le Canada sont des partenaires naturels.

En tant que famille : De la façon dont nous élisons nos gouvernements au fonctionnement des tribunaux, les institutions canadiennes et britanniques partagent un héritage commun et distinct. La monarchie constitue le lien le plus précieux entre nos pays. Au cours des 65 dernières années, Sa Majesté la reine Elizabeth II a été la reine du Canada et la reine du Royaume-Uni. L'histoire familiale de millions de Canadiens remonte aux nations du Royaume-Uni. De nos jours, ces traditions de l'Angleterre, de l'Écosse, du pays de Galles et de l'Irlande du Nord sont devenues des éléments importants de la mosaïque culturelle du Canada.

Alliés. Partenaires. Famille. Alors que le Canada envisage son 200e anniversaire et plus, je sais que les liens qui unissent nos deux pays deviendront de plus en plus forts.

Joyeux anniversaire Canada! •

CHANGER LES CHOSES PARTOUT DANS LE MONDE

Le 150e anniversaire de la Confédération offre une occasion idéale de faire l'examen des nombreuses réalisations du Canada, tant au pays qu'à l'échelle internationale, écrivent les rédacteurs **John Kirton** et **Madeline Koch**

Alors que le Canada souligne le 150e anniversaire de sa Confédération, qui date de 1867, il est temps de prendre en compte et de célébrer ses nombreuses réussites au pays et ses contributions pour l'ensemble du monde. Succédant aux Autochtones, différentes vagues d'immigrants ont apporté leurs compétences et collaboré dans un rude environnement pour faire du Canada le pays ayant le littoral le plus long du monde et le deuxième territoire en importance, bordé par trois des grands océans de la planète – l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique. Le pays a utilisé, en tant que nation ayant une importance et une portée de calibre mondial, sa position géographique et démographique privilégiée et les responsabilités qui s'y rattachent, pour agir, tant de manière douce que contraignante, à titre de chef de file mondial à de nombreux égards, notamment sur le plan de l'écologie, de l'énergie, de l'économie, du commerce, de l'investissement et de l'innovation et par l'intermédiaire de la langue, des systèmes juridiques en place, de la culture, des arts, des sports et de la sécurité. Attaché à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement, notre pays a encouragé ces valeurs en obtenant des réussites durables à l'échelle nationale et en collaborant avec une communauté mondiale dont elle a toujours fait partie intégrante.

L'inclusion est au cœur de la réussite canadienne et de ses contributions mondiales. Les Autochtones qui ont souvent accueilli les jeunes immigrants européens et les ont aidés à s'adapter à leur nouvel environnement naturel sauvage ont amorcé ce processus. Il s'est poursuivi avec l'arrivée successive de communautés anciennes et nouvelles de Canadiens qui ont uni leurs forces de façon novatrice pour bâtir le Canada d'aujourd'hui et de demain.

Cet ouvrage souligne les réalisations novatrices et les défis – passés, présents et futurs – d'un Canada dont la jeunesse est éternelle. Il permet, tant aux Canadiennes et aux Canadiens qu'à leurs amis de l'étranger, de présenter leur version de la réussite canadienne, au pays et dans le reste du monde.

L'histoire du Canada, caractérisée par des forces en plein essor, entre autres démographiques et géographiques, par sa cohésion en tant que communauté politique intégrée et inclusive et sa contribution mondiale par des moyens institutionnels novateurs sur le plan militaire, diplomatique et international, prend naissance avec son peuple.

Le Canada a été fondé à l'origine par les peuples autochtones, dont les ancêtres venaient du Nord, du Sud et de l'Ouest. Leur ont succédé des Scandinaves s'installant

à Terre-Neuve-et-Labrador, des colons de France venus s'établir de façon permanente, des Britanniques du Royaume-Uni, des loyalistes de l'Empire-Uni provenant des États-Unis actuels, des Irlandais et des Ukrainiens au 19e siècle, des Allemands et des Italiens après 1945, puis, plus récemment des Chinois, des Indiens, divers asiatiques et bien d'autres personnes qui constituent le Canada d'aujourd'hui, nation diverse, homogène, confiante et créative.

Alors que le Canada acquérait de plus en plus son indépendance juridique par rapport au Royaume Uni, ces collectivités se sont unies pour constituer des institutions politiques nationales reflétant la diversité de la nation en matière de langue et de systèmes juridiques, entre autres. La Loi sur la confédération de 1867 – il y a 150 ans – a réuni à grande échelle le Bas-Canada (francophones de la province actuelle du Québec) et le Haut-Canada (l'Ontario actuel) et par la suite, un éventail toujours croissant de provinces, du Canada Atlantique à la Colombie-Britannique sur la côte du Pacifique aux prairies de l'Ouest et à Terre-Neuve-et-Labrador, en 1949. Les territoires du Nord (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) ont ensuite enrichi la nation. Durant cette période, le Canada a posé de nouveaux jalons en vue de faire progresser son engagement constitutionnel fondamental à l'égard de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement, y compris au moyen de la mise en œuvre de la Loi constitutionnelle de 1982 et de la Charte des droits et libertés s'y rattachant.

Le riche environnement naturel et la beauté du Canada, que l'on peut admirer dans son réseau de parcs naturels, en pleine croissance, constituent un des principaux atouts de notre pays. La préservation de cet héritage merveilleux a de toujours nécessité une coopération internationale. Au début du 20e siècle, le Canada et les États Unis ont mis sur pied le Traité des eaux limitrophes et la Commission mixte internationale en vue de protéger les voies navigables communes le long de la frontière la plus longue et la plus propre au monde. Le leadership canadien en matière environnementale se poursuit par l'intermédiaire du travail effectué par le Groupe des Sept, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, dont le secrétariat se trouve au Canada, et le Conseil de l'Arctique.

Ce riche milieu naturel a constitué l'assise de l'économie du Canada, économie qui a pris naissance avec les poissons lesquels, très abondants, ont attiré les Européens sur nos littoraux et nos rivages, et s'est poursuivie avec le

commerce de la fourrure dont dépendaient de multiples façons les Autochtones du Canada, dans les forêts majestueuses ainsi que sur et sous la glace et les eaux. Comme le montrent les sections subséquentes de cet ouvrage, l'économie ouverte sur le monde du Canada s'est élargie pour englober les secteurs suivants : alimentation et agriculture, finances, technologies de l'information, communications, fabrication, transports, énergie, infrastructure et défense.

Ceci a permis au Canada d'apporter sa contribution au monde, de multiples façons. Les jeunes de ce pays, hommes et femmes, sont partis en grand nombre à l'étranger pour lutter pour la liberté en France, en Grande-Bretagne et ailleurs lors de la Première Guerre mondiale, de 1914 à 1918, de la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1945, de la guerre de Corée, de 1950 à 1954 et dans les années de l'après-guerre froide dans le golfe Persique, les Balkans et au Kosovo, en Haïti, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et en Iraq. Ses diplomates et ses soldats

JOHN KIRTON Rédacteur, Canada 150

John Kirton est professeur au Département des sciences politiques de l'Université de Toronto où il enseigne la politique étrangère canadienne depuis trois décennies. Associé en recherche pour la Munk School of Global Affairs (École Munk des affaires internationales) et membre du Trinity College à l'Université de Toronto, il est également le directeur et le fondateur du Global Governance Program (programme de gouvernance mondiale), qui comprend le Groupe de recherche du G7, le Groupe de recherche du G 20, le Groupe de recherche des pays BRICS et le Global Health Diplomacy Program (programme de diplomatie sur la santé mondiale). De plus, il dirige actuellement le Programme de relations internationales (International Relations Program).



ont fait de même dans le cadre de missions de maintien de la paix des Nations Unies d'une façon créée spécifiquement par le premier ministre du Canada Lester Pearson pour répondre à la crise du canal de Suez en 1956.

Le Canada a également contribué à instaurer la paix, l'ordre et la bonne gouvernance à l'étranger par l'intermédiaire de ses contributions novatrices visant à mettre sur pied et à diriger des institutions internationales, notamment le Commonwealth, entité moderne et multiraciale, La Francophonie, la Société des Nations et les Nations Unies, le Fonds monétaire International et la Banque Mondiale, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation mondiale du commerce et le Groupe des 20 (G 20).

Alors qu'il célèbre le 150e anniversaire de sa Confédération, le Canada est toujours spirituellement un jeune pays qui n'a pas encore vécu ses plus belles années. Il est projeté vers l'avenir par une nouvelle génération d'initiatives en matière d'innovation et de réinventions constantes. Fort de cette confiance, de cette homogénéité, de cet engagement et de cette créativité, le Canada peut désormais affronter directement les échecs du passé et le défi actuel de la réconciliation avec ses peuples autochtones qui ont fondé le Canada actuel. Ils sont les gardiens traditionnels de la terre et de l'ensemble de l'environnement naturel; de ce fait, l'engagement commun des Canadiennes et des Canadiens envers la protection et la valorisation de l'environnement orientera cette quête de réconciliation et contribuera à façonner le monde de demain. ●



MADÉLINE KOCH Rédactrice, Canada 150

Madeline Koch est la directrice exécutive du Groupe de recherche du G7, du Groupe de recherche du G20, du Groupe de recherche des pays BRICS et du Global Health Diplomacy Program (programme de diplomatie sur la santé mondiale). Elle travaille à la Munk School of Global Affairs (École Munk des affaires internationales) et au Trinity College à l'Université de Toronto.



MARCHEZ SUR LES TRACES DE VOS ANCÊTRES

Des sites classés au patrimoine mondial aux monuments anciens et autres champs de bataille historiques en passant par les trésors culturels, l'Écosse est une destination de vacances sans pareil. Marchez dans l'ombre des pierres levées préhistoriques, explorez des châteaux médiévaux enchantés ou immergez-vous dans les riches traditions écossaises.

Si vous avez la chance de posséder des racines écossaises, préparez dès maintenant votre retour aux sources en Écosse sur

www.visitscotland.com/ancestry



**TÉLÉCHARGEZ
VOTRE BROCHURE
GRATUITE**

LE PATRIMOINE MONDIAL CROISSANT DU CANADA

Ayant vécu sur l'Île aux Tortues depuis des millénaires, les Premières nations, les Métis et les Inuits sont les premiers protecteurs de ce qui constitue désormais les vastes ressources naturelles du Canada. Ainsi, harmoniser la relation entre le Canada et ces nations souveraines est essentiel pour une prospérité partagée. La fierté envers l'environnement est partagée entre toutes les ethnies et toutes les tranches d'âge. Il en est de même pour la prise de conscience sur la nécessité de créer un accès équitable aux opportunités pour tous et de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants aujourd'hui. En effet, dire que le Canada est jeune ne signifie pas uniquement que le Canada a 150 ans. Cela prend en compte l'ensemble de l'héritage historique du pays. Le Canada représente véritablement un héritage pour l'avenir, détenu entre les mains de sa population jeune et croissante.

46%

de la population autochtone est âgée de moins de 25 ans en 2011



30%

de la population non-autochtone est âgée de moins de 25 ans en 2011

18,2%

de la population autochtone totale est âgée de 15 à 24 ans en 2011



CRÉER UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Le secteur canadien des technologies propres fait état de l'engagement intégral de notre pays à lutter contre le changement climatique, écrit l'honorable **Catherine McKenna**, ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

“ *La prise de mesures concrètes à l'égard des changements climatiques favorisera une économie plus forte et plus durable* ”

Notre pays est un magnifique territoire, riche en trésors naturels. Nos rivières, lacs, plaines, forêts et montagnes constituent un inestimable héritage. Alors que le Canada souligne le 150^e anniversaire de la Confédération, nous avons l'occasion extraordinaire de réaffirmer notre détermination à préserver notre environnement naturel.

Cette détermination est cruciale. En effet, notre monde naturel est aujourd'hui menacé. Deux décennies se sont écoulées depuis la tenue du Sommet de la Terre organisé par les Nations Unies à Rio de Janeiro, sommet lors duquel nos responsables politiques et dirigeants d'entreprises ont commencé à tenir compte des avertissements au sujet du changement climatique et de ses répercussions.

Depuis cet événement, les effets des changements climatiques n'ont fait qu'empirer. Les répercussions économiques annuelles des changements climatiques pour le Canada pourraient atteindre cinq milliards de dollars d'ici 2020 et entre 21 et 43 milliards de dollars d'ici 2050.

En Alberta et dans l'Ouest, les feux de forêt sont plus importants et durent plus longtemps que jamais. Des périodes de sécheresse affectent les prairies et des inondations touchent les provinces de l'Atlantique. Dans l'Arctique, les Autochtones sont incapables de prédire le temps comme pouvaient le faire leurs ancêtres. Des chasseurs inuits trouvent la mort chaque année lorsque la glace, qui est dangereusement mince, cède sous leur poids.

Les membres des collectivités autochtones et du Nord sont parmi les plus touchés par les difficultés causées par les changements climatiques. Alors que le Canada s'efforce de favoriser la réconciliation – et la mise en place d'une solide relation de nation à nation avec les peuples autochtones – la lutte aux changements climatiques doit être à l'avant-plan de nos priorités.

À Paris, en 2015, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, nous avons assisté à un événement sans précédent. Presque 200 pays – développés et en développement – se sont entendus pour agir ensemble et mettre fin au réchauffement de la planète.

Ces pays ont décidé de signer l'accord sur les changements climatiques le plus ambitieux de tous les temps. Le Canada était présent en tant que défenseur important de l'entente.

À la suite de la rencontre à Paris, nous avons assisté à une période ininterrompue d'actions pour la lutte contre les changements climatiques. De Paris à Vancouver, de Marrakech à Ottawa, lors des rencontres nationales et internationales, les



Le barrage Brilliant, une centrale hydroélectrique près de la rivière Kootenay, Castlegar, Colombie-Britannique

Canadiens ont montré l'exemple. En décembre 2016, nous avons élaboré un plan canadien en matière de lutte contre les changements climatiques. Les provinces, les territoires et les peuples autochtones du Canada ont conjointement décidé de tarifier la pollution par le carbone et de favoriser l'innovation durant ce siècle axé sur une croissance propre.

Des personnes d'un bout à l'autre du pays ont contribué à définir cette stratégie révolutionnaire : des chefs d'entreprise, des groupes autochtones, des environmentalistes ainsi que des Canadiennes et des Canadiens.

La prise de mesures concrètes à l'égard des changements climatiques favorisera une économie plus forte et plus durable. Notre infrastructure sera plus résistante, notre système de transport en commun plus propre et nos systèmes énergétiques plus efficaces.

La société canadienne est en pleine évolution. Nous cherchons à nous saisir des occasions de croissance propre tout en prenant des mesures pour atténuer les répercussions du changement climatique.

De plus, la population canadienne veut que son gouvernement prenne soin des nombreuses merveilles naturelles du pays. Prenez un moment pour réfléchir à votre endroit préféré au Canada. Quel lieu vous vient à l'esprit?

Un phare à l'Île-du-Prince-Édouard, surplombant le miroitement du détroit de Northumberland? Un chalet au Québec ou en Ontario, entouré de feuilles d'automne de couleur orange, pourpre et or? Une route poussiéreuse des Prairies qui semble se prolonger à l'infini? Ou un sommet de montagne élevé dans le Parc national de Banff qui surplombe les eaux vertes d'un lac alpin?

Ce que nous laisserons en héritage à nos enfants et à nos petits-enfants pour le 150^e anniversaire du Canada sera le monde que nous leur léguons.

Si de grands défis nous attendent, les perspectives qui s'offrent à nous sont encore plus vastes. ●

CATHERINE MCKENNA

Ministre de
l'Environnement et du
Changement climatique,
Canada



Catherine McKenna a pratiqué le droit dans les domaines de la concurrence et du commerce international au Canada et en Indonésie. Elle a également été négociatrice principale dans le cadre de la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Timor-Est. Elle a été avocate principale auprès du très honorable Antonio Lamer, ancien juge en chef, lors de son examen de l'appareil de justice militaire du Canada. Mme McKenna est la cofondatrice de l'organisme caritatif Avocats canadiens à l'étranger, lequel œuvre dans les pays en développement et dans les communautés autochtones du Canada. Elle a occupé le poste de directrice générale du Banff Forum et enseigné à l'École Munk des affaires internationales à l'Université de Toronto. Mme McKenna a été élue le 19 octobre 2015 et nommée ministre de l'Environnement et du Changement climatique le 4 novembre 2015.

Le soleil commence à se coucher derrière le lac Peyto et la promenade Icefields dans le parc national Banff, en Alberta

LA PUISSANCE DE SEPT

Pour que les 50 prochaines années bénéficient également à l'ensemble de la population canadienne, nous devrions apprendre et appliquer plusieurs principes des peuples autochtones de notre pays, écrit l'honorable **Carolyn Bennett**, ministre des Affaires autochtones et du Nord

Gord Downie a prononcé de sages paroles au son concert à Ottawa : « Nous avons 150 années derrière nous desquelles tirer des leçons et 150 années devant nous, alors aussi bien nous mettre au travail. »

Nous devons réparer les torts des politiques colonisatrices dévastatrices. Nous devons également réexaminer le temps bien avant la Confédération, en se penchant sur les valeurs et les pratiques avisées des peuples autochtones de notre pays.

Au fil des années que j'ai passées à apprendre des peuples autochtones, j'ai pu retenir sept enseignements.

Pour que la célébration de Canada 150 soit véritablement

une question de rapprochement, nous devons faire appel aux enseignements ancestraux : sagesse, amour, respect, bravoure, honnêteté, humilité et vérité.

Alors que nous contemplons les 150 prochaines années au Canada, nous devons redoubler d'efforts pour décoloniser et aider les Premières nations, la Nation métisse et les Inuits à s'autodéterminer. Les 150 prochaines années doivent permettre à tous les Canadiens de prendre part activement à une nouvelle relation reposant sur la reconnaissance des droits, du respect, de la collaboration et du partenariat.



CAROLYN BENNETT
Ministre des Affaires autochtones et du Nord



L'honorable Carolyn Bennett a été élue députée fédérale de Toronto–St. Paul's en 1997 et réélue en 2000, 2004, 2006, 2008, 2011 et 2015. Elle a occupé les fonctions de porte-parole en matière de santé publique, de personnes âgées, de personnes handicapées, d'économie sociale et d'affaires autochtones. Elle a également été ministre d'État à la Santé publique en 2003. Avant son élection, le Dre Bennett était médecin de famille à Toronto et professeure au Département de médecine familiale et communautaire au University of Toronto. Le 4 novembre 2015, elle est nommée ministre des affaires autochtones et du Nord.

@Carolyn_Bennett @Min_INAC

1

PENSER À L'AVENIR EN ALLANT AUSSI LOIN QUE SEPT GÉNÉRATIONS

L'intendance de la planète exige que nous tenions compte de la façon dont les décisions que nous prenons aujourd'hui affecteront non seulement nos enfants et nos petits-enfants, mais également les enfants qui nous suivront dans sept générations. Les décisions d'aujourd'hui sur les effets du changement climatique sur l'eau, la terre et l'air doivent être prises en tenant compte de la septième génération.

2

ADOPTER LA ROUE MÉDICINALE EN LIEU ET PLACE DU MODÈLE MÉDICAL

Malheureusement, la médecine moderne a mené à une approche « réparatrice ». Dès la découverte de la pénicilline et de l'insuline, nous pensions pouvoir simplement « réparer » les gens lorsqu'ils tombaient malades. Les enseignements de la roue médicinale étaient toujours centrés sur le mieux-être, l'importance de bien se sentir, physiquement, mentalement et spirituellement.

3

METTRE LES ENFANTS D'ABORD

Le proverbe « ça prend tout un village pour élever un enfant » est une expression autochtone rappelant l'importance de partager les responsabilités pour ceux qui suivront. Les décisions prises en pendant au bien-être des enfants sont généralement bonnes.

4

ÉCOUTER LES FEMMES SAGES

Les cultures autochtones accordent un très grand respect aux femmes, soit celles qui donnent la vie. Lorsque les colons sont arrivés et ne parlaient qu'aux hommes, ils ont complètement sous-estimé le rôle des femmes au sein des collectivités autochtones. Le rétablissement de la voix des femmes sera un indicateur véritablement important de la décolonisation.

5

LES « AÎNÉS » ET NON LES « PERSONNES ÂGÉES »

J'ai déjà demandé à un groupe d'aînés d'Iqaluit la raison pour laquelle on les appelait « aînés », bien que dans le Sud les personnes plus âgées étaient appelées « personnes âgées ». Ils m'ont dit que, dans leur vie, la « vie était dure » et qu'ils étaient des survivants et ainsi respectés. Ce sera important de faire appel à la sagesse de ceux qui ont plus d'expérience.

6

APPRENDRE PAR LA PRATIQUE

La pédagogie autochtone était interactive. Elle portait sur la terre et l'eau. La physique était apprise en faisant du canotage dans le vent. Effectuer le tannage d'une peau de cerf avec les substances chimiques extraites de son cerveau était un cours de chimie. Il a fallu longtemps aux colons pour apprendre que le fait d'organiser les enfants en rangées dans la salle de classe et de leur demander de les copier d'un tableau ne fonctionnait pas.

7

LE LEADERSHIP CONSISTE À DEMANDER ET NON À ORDONNER

Les leaders veulent entendre l'avis de tous. Ils doivent savoir s'il y a un consensus concernant les prochaines étapes. Je suis heureuse que ce processus décisionnel inclusif est maintenant reconnu. ●



Pow Wow : Échos d'une nation fière, Kahnawake, Québec, le 10 juillet 2016



La championne mondiale de danse du cerceau Lisa Odj joue avec 17 cercles lors des célébrations de la fête du Canada à Toronto

NOUS RÉPONDONS PRÉSENTS

Discours sur les priorités du pays en matière de politique étrangère par l'honorable **Chrystia Freeland**, ministre des Affaires étrangères

Le Canada est-il un pays essentiel à ce moment dans la vie de notre planète? La plupart d'entre nous ... conviennent que c'est le cas ...

Il va sans dire que la voie que nous choisissons doit servir les intérêts de tous les Canadiens et respecter nos valeurs nationales. Elle devra préserver et favoriser la prospérité et la sécurité canadiennes. Enfin, la voie choisie devra contribuer à notre objectif collectif, soit de vivre dans un monde meilleur, plus sécuritaire, plus juste, plus prospère et durable, un monde que nous pourrions léguer à nos enfants et à nos petits-enfants en sachant que nous avons fait ce qu'il convenait de faire ...

Même avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, en commençant par la Conférence internationale de Bretton Woods, en 1944, le Canada a joué un rôle actif dans la mise en place d'un ordre mondial

fondé sur des règles et a grandement profité des avantages découlant de ce système. Il s'agissait de principes et de normes qui étaient appliqués la plupart du temps par la très grande majorité des États démocratiques, bien que dans quelques cas, certains pays ne les aient pas appliqués parfaitement.

Le système reposait sur des principes

fondamentaux comme l'intégrité territoriale, les droits de la personne, la démocratie, le respect de la primauté du droit et l'aspiration à des relations commerciales libres et amicales. La volonté commune de maintenir cet ordre mondial découlait de la détermination ardente à ne pas répéter les erreurs du passé immédiat. L'humanité a appris, de par son expérience directe de l'horreur et des bouleversements, que chercher uniquement à satisfaire les intérêts nationaux et suivre la loi de la jungle ne menait à rien d'autre qu'au carnage et à la pauvreté de tous.

Deux conflits d'importance mondiale, de même que la Grande Crise, qui se sont produits dans moins d'un demi-siècle, ont appris à nos parents et à nos grands-parents que les frontières nationales doivent rester intactes, que les relations internationales commerciales engendrent non seulement la prospérité mais aussi la paix et qu'une vraie communauté mondiale fondée sur des normes et des aspirations communes n'est pas que souhaitable, mais aussi indispensable à notre survie même.

Ce profond désir d'établir une paix durable a entraîné la création des institutions internationales qui existent encore et au cœur desquelles se trouvent les pays de l'Europe de l'Ouest, de même que leurs alliés transatlantiques, les États-Unis et le Canada.

Dans chacune de ces évolutions dans la façon dont nous, les humains, nous organisons, les Canadiens ont joué un rôle central. Il y a eu la conférence de Bretton Woods, où la délégation canadienne a été essentielle à la rédaction des dispositions du nouveau Fonds monétaire international et de la nouvelle Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

“ *Il est important de nous rappeler pourquoi nous répondons présents* ”



Les soldats canadiens participent à une mission de paix de l'Organisation des Nations Unies à Chypre, le 30 mars 1964

CHRYSIA FREELAND

Ministre des
Affaires étrangères



Chrystia Freeland a été élue députée de la circonscription fédérale de Toronto-Centre en 2013 et a été réélue dans la circonscription de University-Rosedale en le 19 octobre 2015. Elle a été nommée ministre de Commerce internationale, poste qu'elle a occupé jusqu'au 10 janvier 2017, date de sa nomination en tant que ministre des Affaires étrangères. Auteure et journaliste, elle a travaillé au Financial Times, le Washington Post, l'Economist et le Globe and Mail avant de devenir rédactrice en chef adjointe du Financial Times et, plus tard, a été directrice générale à Thomson Reuters avant de décider de se lancer en politique.



Quelqu'années plus tard, en 1947, un Canadien, Dana Wilgress, a joué un rôle déterminant aux rencontres de Genève qui ont entraîné la création de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le précurseur de l'Organisation mondiale du commerce.

C'est un Canadien, John Humphrey, qui aurait été l'auteur principal de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un texte adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948. Il s'agissait de la première déclaration qui serait suivie d'une série d'autres déclarations qui ont permis d'établir des normes internationales dans ce domaine crucial.

Enfin, il ne faudrait surtout pas oublier le grand Canadien qui est sans doute le plus reconnu en matière de promotion de l'internationalisme humanitaire : Lester B Pearson. Il a reçu le prix Nobel pour son leadership pendant la crise du canal de Suez en 1956 et pour la création du principe moderne du maintien de la paix.

Ces institutions peuvent sembler banales aujourd'hui. Il est possible que nous les tenions pour acquises, mais il ne le faudrait pas. Il y a 70 ans, ces institutions étaient révolutionnaires, et elles ont jeté les bases de la plus longue période de paix et de prospérité de notre histoire. C'était justement cette valorisation des intérêts communs de la grande famille humaine, ce désir de protéger notre maison à tous, qui nous a donné le traité sur les pluies acides de l'ère Mulroney. C'est ce qui nous a permis de conclure le Protocole de Montréal en 1987 afin d'éliminer les CFC et de préserver la couche d'ozone. C'est ce qui nous a menés à Paris [en 2015], avec 194 pays signataires de notre côté. C'est ça, la coopération internationale.

Il importe de souligner que lorsque des sacrifices ont été nécessaires pour appuyer et renforcer l'ordre mondial, la puissance militaire qui défend nos principes et nos alliances, le Canada était de la partie. À Suez, en Corée, au Congo, à Chypre, pendant la première guerre du Golfe Persique, dans les Balkans, et en Afghanistan, jusqu'à aujourd'hui en Iraq, et dans bien d'autres endroits, le Canada était présent. Comme le premier ministre l'a souvent dit, c'est ce que les Canadiens font : nous répondons présents.

Aujourd'hui, il est important de nous rappeler pourquoi nous répondons présents, pourquoi nous consacrons du temps et des ressources à la politique étrangère, à la défense et au développement, pourquoi nous avons envoyé des Canadiens, que ce soit des soldats, des marins, des aviateurs, des diplomates, des travailleurs humanitaires, des agents du renseignement, des médecins, des infirmières, des techniciens médicaux et des ingénieurs dans des situations dangereuses, des zones de sinistre et des endroits chaotiques à l'étranger, même lorsque le territoire du Canada n'était pas directement menacé ...

*Extrait d'un discours prononcé à la Chambre des Communes
le 6 juin 2017. ●*

BÂTIR UN MONDE MEILLEUR POUR TOUS

Les Canadiens croient que nous avons la responsabilité collective de bâtir un monde meilleur pour tous, y compris les plus pauvres et les plus vulnérables, écrit L'honorable **Marie-Claude Bibeau**, ministre du Développement international et de la Francophonie

Les Canadiens croient que nous avons la responsabilité collective de bâtir un monde meilleur pour tous, y compris les plus pauvres et les plus vulnérables.

Cet esprit de générosité et de compassion s'est manifesté lorsque les Canadiens ont accueilli de bon cœur plus de 40 000 réfugiés syriens. Les 150 ans d'histoire du Canada regorgent d'exemples de Canadiens qui ont travaillé à bâtir un monde meilleur.

En 1950, le Canada a appuyé le Plan Colombo pour favoriser le développement économique et social en Asie et dans le Pacifique, démontrant ainsi son leadership mondial en matière de développement international.

Dans les années 1960 et 1970, d'innombrables jeunes Canadiens sont allés travailler bénévolement dans des pays en développement. Ils en sont revenus pleins d'enthousiasme. Ils sont devenus des leaders au Canada : ils ont fondé de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), comme l'Association des coopératives du Canada et la SUCO (Solidarity Union Cooperation), qui font encore aujourd'hui de l'excellent travail.

Ces jeunes Canadiens sont devenus les dirigeants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui a été fondée en 1968. L'ACDI a mis de l'avant des idées novatrices en travaillant avec des ONG canadiennes d'avant-garde. Le Canada a été le premier pays donateur à verser des sommes équivalentes aux fonds recueillis par les ONG canadiennes pour des programmes à petite échelle réalisés par des partenaires dans des pays en développement. Preuve que le modèle fonctionnait, des pays donateurs comme la Suède et la Grande-Bretagne l'ont étudié avant d'établir leurs propres programmes.

Et le leadership canadien ne s'est pas arrêté là.

Outre sa quête de solutions à long terme aux enjeux de développement international, le Canada s'est fait connaître pour ses interventions lors de crises humanitaires. Le Canada joue toujours un rôle prépondérant en matière d'aide humanitaire : sauver des vies, apaiser les souffrances et aider à préserver la dignité humaine face à la dévastation font partie de son programme. À l'occasion du premier Sommet humanitaire mondial tenu l'an dernier, le Canada s'est engagé à adopter une nouvelle façon de travailler afin de rendre son aide humanitaire encore plus efficace.

Le Canada est également à l'avant-garde des innovations dans le développement.

“*Le Canada est à l'avant-garde des innovations dans le développement*”



Le premier ministre Justin Trudeau accueille une famille syrienne réfugiée pendant la fête du Canada, le premier juillet 2016



Les infirmiers d'Asie sont réunis à l'Université McGill aux termes du Plan du Colombo

MARIE-CLAUDE BIBEAU

Ministre du Développement international et de la Francophonie



L'honorable Marie-Claude Bibeau a été élue députée de Compton–Stanstead en octobre 2015 et nommée ministre du Développement international et de la Francophonie le 4 November 2015. Avant d'entrer en politique, elle a débuté sa carrière à l'Agence canadienne de développement international. Elle a été en affectation au Maroc et au Bénin. Après s'être établie avec sa famille dans les Cantons-de-l'Est, au Québec, elle est devenue une femme d'affaires accomplie et s'est impliquée activement dans sa collectivité.



Deux enfants sous l'abri d'une moustiquaire PermaNet à Abuja, Nigéria

Au début des années 1990, pour répondre au nombre colossal de cas mortels de malaria, le Centre de recherches pour le développement international a établi un partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé afin de cofinancer des essais à grande échelle de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Ces moustiquaires ont sauvé des centaines de milliers de vies en Afrique et en Amérique latine.

Dans les années 1990, les tragiques pertes de vies humaines causées par les mines terrestres et les campagnes de sensibilisation internationales menées par les ONG pour obtenir leur interdiction ont incité le Canada à lancer une initiative politique internationale pour s'attaquer au problème. En 1997, la Convention d'Ottawa visant à interdire la production et l'utilisation de mines terrestres a été adoptée. Aujourd'hui, 162 pays ont signé cette convention et 30 pays autrefois contaminés sont maintenant exempts de mines. Selon les estimations, la Convention d'Ottawa aurait sauvé des dizaines de milliers de vies et empêché des centaines de milliers de blessures invalidantes.

Au début des années 2000, les chercheurs canadiens ont été parmi les premiers à intervenir dans la crise mondiale du SIDA, en concevant des vaccins pour ralentir la progression de la maladie. Le Canada a également été un donateur fondateur du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, qui a sauvé plus de 20 millions de vies depuis 2002.

Pour aider les deux milliards de personnes souffrant d'un handicap physique et mental causé par une carence en iode, le Canada et l'Initiative pour les micronutriments (maintenant appelée

Nutrition International) ont travaillé à l'iodation universelle du sel, l'une des campagnes de santé publique les plus fructueuses. Nutrition International, un chef de file mondial fournissant des micronutriments pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition, a sauvé la vie de quatre millions d'enfants, protégé des dizaines de millions de nouveau-nés d'une déficience intellectuelle et permis à des millions de femmes et de filles de vivre en santé.

Et, plus près de mon cœur, le Canada est un chef de file mondial pour ce qui est de souligner l'importance de l'égalité des sexes, de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, des droits de la personne ainsi que de la santé sexuelle et reproductive pour assurer un développement durable. En adoptant une nouvelle Politique

d'aide internationale féministe, le Canada prend une mesure audacieuse pour faire avancer les valeurs progressistes et les domaines d'intervention clés qui guideront nos efforts en matière de développement international et d'aide humanitaire dans les années à venir. Nous croyons qu'une approche féministe, solidement ancrée dans la concrétisation de l'égalité des sexes et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles, est la meilleure façon d'améliorer la vie de chacun. Je suis fière de défendre ces causes chaque fois que j'en ai l'occasion. Promouvoir l'égalité des sexes et

le renforcement du pouvoir des femmes et des filles est la clé pour réduire la pauvreté. Ces questions sont incontournables si l'on veut obtenir une croissance économique viable et durable. Et pour bâtir le monde plus pacifique, plus prospère et plus équitable – un monde meilleur – que visent les Objectifs de développement durable, et que les Canadiens envisagent pour les 150 prochaines années. ●

“**Les chercheurs canadiens ont été les premiers à intervenir à la crise du SIDA**”



Premier ministre Justin Trudeau prend la parole au siège des Nations Unies au cours d'une conférence sur l'égalité des sexes



COMPOSANTES ESSENTIELLES AUX NIVEAUX PROVINCIAL ET TERRITORIAL

Chaque province et territoire s'est avéré crucial au succès du Canada en tant qu'État fédéral, bilingue, multiculturel et en tant que société riche et diversifiée : du pittoresque littoral pacifique de la Colombie-Britannique, les Rocheuses sur la route vers la province de l'Alberta, les vastes espaces et les prairies de la Saskatchewan vers le Manitoba, en passant par Ontario, la capitale nationale Ottawa et le Québec, abritant la plus grande partie de la population francophone du Canada dans la seule province officiellement bilingue du Nouveau-Brunswick et dans les autres provinces de l'Atlantique de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador, sans oublier l'Île-du-Prince-Édouard, où les pères de la Confédération se sont réunis en 1867; et dans le Nord, avec le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que Nunavut, le plus récent territoire du Canada, avec chacun sa beauté naturelle distinctive.

L'INVENTION, C'EST NOUS

La fière tradition d'innovation et de coopération de l'Alberta vaut la peine d'être soulignée, écrit l'honorable **Rachel Notley**, première ministre de l'Alberta



La capitale de l'Alberta est Edmonton et la plus grande ville est Calgary



La conception du drapeau de l'Alberta a été adoptée le 1er juin 1968



Le 30 juillet 1980, la reine Elizabeth II a augmenté les armoiries par Royal Warrant avec une crête, des partisans et un slogan

Depuis toujours, les Albertains sont des innovateurs.

Certains Albertains creusent le sol tandis que d'autres explorent les étoiles. Les Albertains font l'éloge de leurs équipes plutôt que de s'attribuer le mérite. Ils ont tous contribué à améliorer la qualité de vie des familles albertaines.

De nombreuses innovations albertaines sont devenues tellement généralisées que leurs origines sont rarement prises en compte.

Le premier sonar fonctionnel a été élaboré en 1917 par Robert Boyle. Tous les avions commerciaux ont à leur bord l'invention d'Harry Stevinson : l'indicateur de position d'écrasement, l'ancêtre de l'enregistreur de bord.

Charles Noble est l'auteur de l'une des plus importantes innovations agricoles du 20e siècle. Le cultivateur à longue lame (Noble plow) coupe la mauvaise herbe sous la surface du sol sans toucher au chaume, protégeant ainsi la précieuse couche arable de l'érosion par le vent. Cette invention révolutionnaire a doté les agriculteurs des Prairies d'une arme clé pour lutter contre les effets de la grande sécheresse des années 30.

Les sables bitumineux de l'Alberta étaient inexploités jusqu'à ce que Karl Clark crée une nouvelle industrie en mettant au point

un procédé permettant de séparer le bitume du sable. L'industrie a évolué pendant près d'un siècle, tout comme la technologie mise au point en Alberta pour rendre les modes de production plus propres et assurer une surveillance environnementale fiable et à long terme. Grâce à ces innovations et au plan de leadership climatique du gouvernement, l'Alberta est devenue l'un des producteurs d'énergie les plus avant-gardistes, respectueux de l'environnement et progressistes de la planète.

Même si d'autres innovations albertaines ne sont pas aussi connues, elles aident les gens.

Le chimiste Raymond Lemieux a été le premier à synthétiser le sucrose en 1953. Ses travaux ont permis de comprendre comment les hydrates de carbone se lient aux protéines, un phénomène crucial touchant tous les domaines, de l'immunologie à la recherche sur le cancer.

En 1982, l'Université de l'Alberta a lancé ce qui allait devenir le protocole d'Edmonton, qui consiste à transplanter des cellules des îlots pancréatiques pour traiter des patients atteints de diabète de type 1 (insulinodépendant).

Lorne Tyrrell a entrepris des recherches en 1986 qui ont conduit à la mise au point du premier traitement antiviral contre

RACHEL NOTLEY
Première ministre
de l'Alberta



Rachel Notley a prêté serment comme 17e premier ministre de l'Alberta le 24 mai 2015. Elle a été élue députée pour la première fois en 2008 sous la bannière du Nouveau Parti démocratique dans la circonscription d'Edmonton-Strathcona. Réélue en 2012, elle est devenue la chef du parti le 18 octobre 2014. Le 5 mai 2015, elle a mené le parti à une victoire historique qui a balayé de la carte électorale le parti progressiste conservateur au pouvoir pendant presque 44 ans.

l'hépatite B. Aujourd'hui, Michael Houghton poursuit des projets innovateurs grâce à ses travaux portant sur l'hépatite C.

L'Acticoat développé par Robert Burrell, un

pansement d'argent pour brûlures et autres blessures présentant un risque élevé d'infection, est devenu la première application thérapeutique commerciale du monde de la nanotechnologie. Rien ne freine les innovations albertaines, même pas l'espace.

Garry Lindberg a dirigé la mise au point du bras spatial canadien (Canadarm) utilisé dans la navette spatiale *Columbia* en 1981. Depuis 1992, le système de vision spatiale (Space Vision System) de Lloyd Pinkney joue un rôle essentiel à bord de la Station spatiale internationale. David Naylor a agi à titre de chercheur principal dans le cadre de la contribution du Canada au plus grand télescope du monde, embarqué à bord du satellite Herschel lancé en 2007.

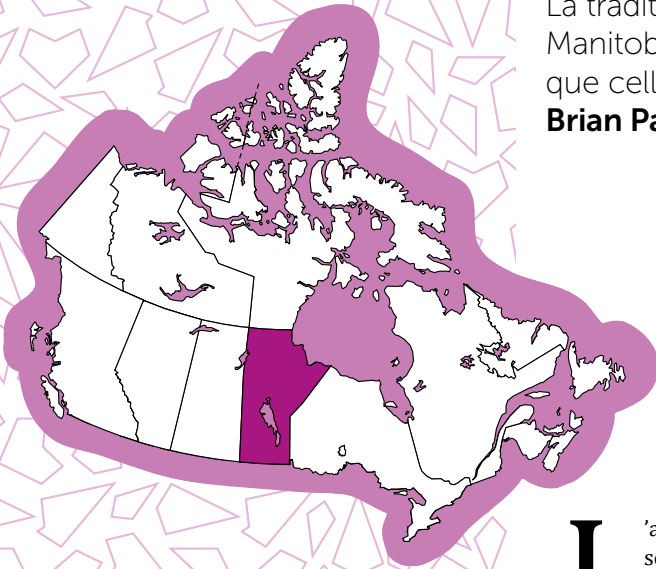
Toutes ces réalisations dans l'espace procurent des avantages lorsqu'elles sont mises en œuvre sur Terre. On n'a qu'à penser au robot destiné à la microchirurgie appelé NeuroArm qui intègre la technologie de Canadarm. En réfléchissant au dernier siècle et demi, il ne faut pas oublier l'élégante feuille d'érable sur le drapeau canadien proposée en 1964 par George Stanley, natif de Calgary!

La coopération et l'innovation ont contribué à bâtir cette province. Elles bâtiront également son avenir. Et nous continuerons de partager les bénéfices avec le monde, parce que c'est ainsi que l'on améliore la qualité de vie des gens. ●

“*L'élégante
feuille d'érable
sur le drapeau
canadien a
été proposée
par George
Stanley, natif de
Calgary*”

LA PATRIE DE L'ESPOIR

La tradition d'accueil des nouveaux arrivants du Manitoba remonte à une époque encore plus lointaine que celle de la Confédération, écrit l'honorable **Brian Pallister**, premier ministre du Manitoba



Winnipeg est à la fois la capitale du Manitoba et la plus grande ville



La conception du drapeau de l'Alberta a été adoptée le 12 mai 1966



Les armoiries ont été augmentées le 23 octobre 1992 par un mandat vice-royal du gouverneur général Ramon Hnatyshyn pour inclure une crête, des partisans et un slogan

L'année 2017 marque non seulement le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada, mais également le 200^e anniversaire de la signature du traité de Selkirk.

Le traité de Selkirk constitue l'héritage d'une amitié extraordinaire entre Lord Selkirk et le chef Peguis qui a permis d'établir les fondations de ce qui allait devenir plus tard le Manitoba. Les événements qui ont mené à la signature du traité racontent une histoire fascinante de partenariat, de générosité et de compassion.

Entre 1812 et 1815, plusieurs groupes d'Écossais et d'Irlandais sont arrivés dans le territoire qui forme maintenant le Manitoba. Les colons de Selkirk, comme on les désigne aujourd'hui, n'étaient pas du tout préparés à faire face aux conditions difficiles qui les attendaient et ont rapidement eu besoin de vivres, d'abris et de protection. Se liant d'amitié avec eux, Peguis leur a fourni de la nourriture et les a accompagnés jusqu'au poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Pembina afin qu'ils y trouvent refuge.

L'importance de la contribution que Peguis a apportée à l'avenir de notre province et de notre pays ne peut être sous-estimée. Les colons de Selkirk n'auraient pas survécu sans cette aide, et le traité de Selkirk n'aurait jamais existé si Peguis n'avait pas agi de la sorte et eu le souhait de conclure un accord. Sans traité de Selkirk, le Manitoba ne serait peut-être pas ce qu'il est aujourd'hui.

Depuis la signature du traité de Selkirk, des hommes et des femmes de partout dans le monde ont fait de notre province angulaire leur patrie de l'espoir. Ils ont choisi le Manitoba pour y bâtir une vie meilleure. Ils y ont trouvé une société tolérante qui accueille des gens de toutes les régions du monde,



BRIAN PALLISTER
Premier ministre
du Manitoba

Brian Pallister est premier ministre du Manitoba. En 2000, il est élu membre du Parlement de Portage-Lisgar et, œuvrant pendant plus de huit ans au sein du Parlement, il occupe la fonction de président du Comité permanent des finances de la Chambre des communes et de secrétaire parlementaire du ministre du Commerce et du ministre de la Coopération internationale. Il devient le 22^e premier ministre du Manitoba le 19 avril 2016.

peu importe leur âge, leur sexe, leur religion ou leur orientation sexuelle. Une société compatissante qui oriente constamment le pays sur la voie du bénévolat et du soutien d'œuvres de bienfaisance. Leur histoire est notre histoire, et c'est l'histoire d'environ 10 000 immigrants qui deviennent chaque année des citoyens canadiens dans notre province. Les Manitobains les accueillent à bras et à cœurs ouverts.

Au moment où nous nous tournons vers l'avenir, le Manitoba continuera de croître en tant que lieu d'espoir et de possibilités pour ceux qui y vivent et ceux qui viendront y habiter. Grâce à notre main-d'œuvre talentueuse et instruite, à notre économie diversifiée et à notre engagement à l'égard de la croissance économique, notre province continuera de faire l'envie du monde entier.

Des Manitobains de toutes les races et de toutes les religions travaillent chaque jour main dans la main pour bâtir un avenir encore plus brillant pour eux-mêmes, leur famille et les futures générations de Manitobains.

Le Manitoba est la patrie de leur espoir, et le demeurera à tout jamais. ●

L'HÉRITAGE D'ÊTRE L'UNE DES PROVINCES FONDATRICES DU PAYS

Le Canada est né d'une idée, et cette idée a germé au Nouveau-Brunswick, écrit l'honorable **Brian Gallant**, premier ministre du Nouveau-Brunswick

La force venant de l'unité et de la diversité est le fondement de l'idéal canadien depuis la fondation du pays. L'idée avait été évoquée dans un message d'Arthur Gordon, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick au cours des années 1860. Ce dernier avait été le premier à avancer l'idée d'unifier les colonies britanniques d'Amérique du Nord pour leur bénéfice mutuel. Cette idée a inspiré la Conférence de Charlottetown de 1864, la Conférence de Québec peu de temps après et la Conférence de Londres en 1866, chacune des étapes importantes sur la route à la Confédération. Ensuite, le 1er juillet 1867, quatre provinces ont constitué le Dominion du Canada : l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

De nouveaux habitants s'installent dans notre province depuis plus de 300 ans. Les Micmacs et les Malécites ont vu les européens arriver au 17e siècle, et ensuite les loyalistes et les Acadiens au 18e siècle. Les victimes de la famine de la pomme de terre en Irlande sont venues au Nouveau-Brunswick au 19e siècle. Et l'an dernier, le Nouveau-Brunswick a accueilli la plus importante part de réfugiés syriens par habitant de toutes les provinces du pays.

Cette diversité est d'ailleurs présente dans mon propre foyer : mon père est Acadien et sa famille habite sur la même parcelle de terre dans une petite communauté rurale nommée Shediac Bridge depuis plus de 100 ans. Les Scholten, la famille de ma mère, sont des immigrants hollandais. Mes grands-parents ont immigré au Canada en 1952 avec 17 enfants et très peu d'argent. Ils ne parlaient ni anglais ni français. Mais ils avaient une éthique du travail et un esprit communautaire qui les ont aidés à commencer une nouvelle vie au Nouveau-Brunswick.

Le Nouveau-Brunswick possède l'économie la plus axée sur l'exportation au Canada. Nous avons la raffinerie de pétrole la plus grande et la plus perfectionnée au pays et l'économie la plus centrée sur la

foresterie au Canada; et nous avons une longue histoire dans le domaine de l'exploitation minière. Nous arrivons au troisième rang des producteurs de sirop d'érable au monde.

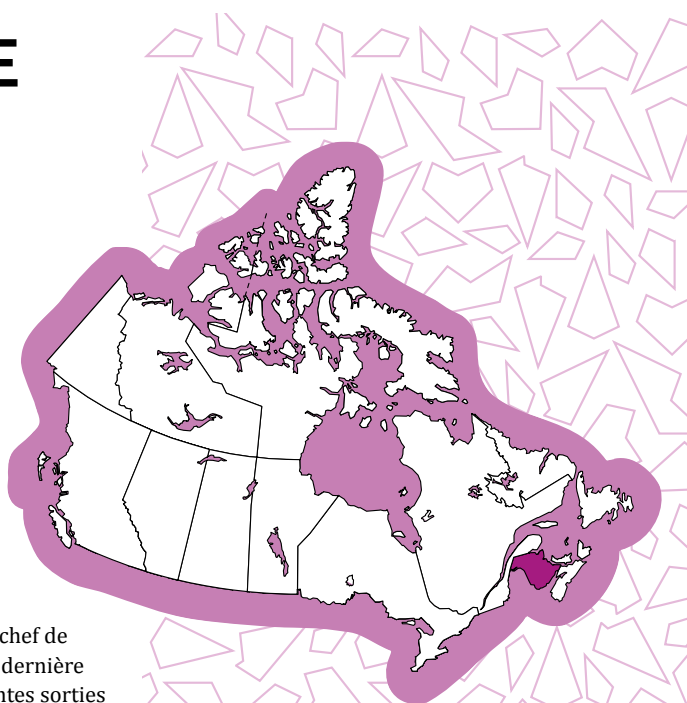
Le Nouveau-Brunswick est un chef de file en innovation. Au cours de la dernière décennie, deux des plus importantes sorties des TIC au Canada ont eu lieu au Nouveau-Brunswick; nous avons le meilleur accès internet au pays ; et en 2016, notre ville capitale, Fredericton, a été nommée la collectivité d'entreprises en démarrage de l'année par Startup Canada. IBM nous aide à développer un épicerie de cybersécurité, et Siemens travaille avec des partenaires locaux du Nouveau-Brunswick pour encourager l'énergie renouvelable grâce à la technologie du réseau électrique intelligent.

Les Néo-Brunswickois mettront tout en œuvre au cours des 150 années à venir pour continuer à renforcer et à promouvoir l'idée du Canada. ●



BRIAN GALLANT
Premier ministre du Nouveau-Brunswick

L'honorable Brian Gallant a été assermenté à titre de premier ministre du Nouveau-Brunswick le 7 octobre 2014. Il est également président du Conseil exécutif, président du Conseil de l'emploi du Nouveau-Brunswick, ministre responsable de l'Innovation, ministre responsable de l'Égalité des femmes et ministre responsable des Affaires rurales.



La capitale du Nouveau-Brunswick est Fredericton et la plus grande ville est Moncton



La conception a été adoptée le 24 février 1965, neuf jours seulement après l'adoption du drapeau national



La conquête des armes a été augmentée avec une crête et un slogan par un décret en conseil du lieutenant-gouverneur John Babbitt McNair en 1966

LE CHANGEMENT EST LA SEULE CONSTANTE

Alors que l'autodétermination et la délégation de pouvoirs constituent des facteurs qui ne cessent de gagner en ampleur sur notre territoire, l'évolution des Territoires-du-Nord-Ouest reflète le propre développement du Canada, écrit l'honorable **Robert R McLeod**, premier ministre des Territoires-du-Nord-Ouest.

Tandis que nous célébrons le 150e anniversaire de notre pays cette année, il est important de nous rappeler que le Canada ne constitue pas, et n'a jamais constitué, une entité statique ni un pays à jamais figé dans le temps depuis sa fondation. Le Canada est plutôt un pays dynamique en constante évolution dont la principale force réside dans ses institutions politiques et sociales flexibles qui lui ont permis de croître et de s'adapter afin de répondre aux besoins et aux aspirations des Canadiennes et des Canadiens tandis que le paysage de notre pays continuait d'évoluer.

Si vous regardez une carte du Canada en 1867, il est évident que le Canada que nous connaissons aujourd'hui n'a rien avoir avec le Canada d'il y a 150 ans. À cette époque, le Canada et les Territoires-du-Nord-Ouest (T.-N.-O.), qui composaient alors la majeure partie de la masse terrestre que nous appelons aujourd'hui le Canada, étaient voisins et ne faisaient pas partie du même pays.

Il aura fallu attendre en 1870 pour que les T.-N.-O. adhèrent à la Confédération, marquant ainsi le premier d'une longue série de changements qui ont fait du Canada le pays que nous connaissons aujourd'hui. Le Canada a également évolué lorsque les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan ont été formées à partir des T.-N.-O. qui étaient alors plus vastes en 1905, et une fois de plus lors de la fondation du Nunavut en 1999.

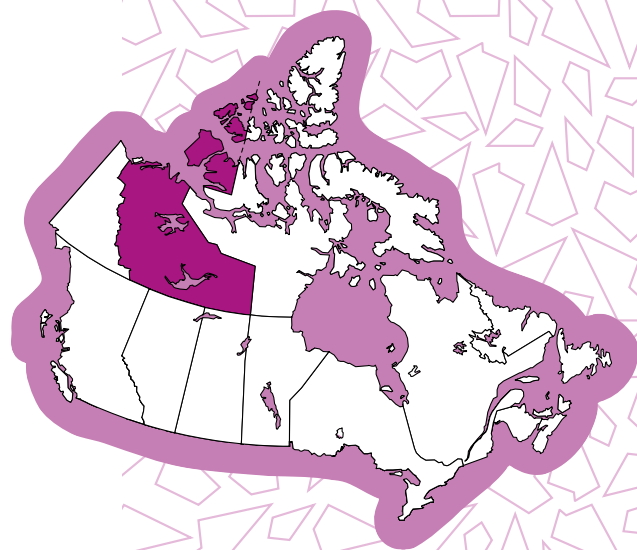
Le Canada a non seulement évolué sur le plan géographique, mais également sur le plan politique, ce qui s'est traduit par une croissance soutenue de l'autodétermination, alors que les habitants du Nord acquéraient davantage de pouvoirs qui leur permettaient de prendre des décisions pour eux-mêmes. Cette situation a clairement été démontrée en 1967, l'année du centenaire du Canada, lorsque le siège du gouvernement des Territoires-du-Nord-Ouest a été déplacé d'Ottawa à Yellowknife.

Il ne s'agissait certainement que d'un début pour les habitants

**ROBERT R
MCLEOD**
Premier
ministre des
Territoires-du-
Nord-Ouest



Robert R McLeod a été réélu à l'Assemblée législative des Territoires-du-Nord-Ouest le 23 novembre 2015 dans le cadre d'un troisième mandat afin de représenter les électeurs de Yellowknife Sud. Il a également été premier ministre et ministre des Affaires autochtones et des Relations intergouvernementales, des Femmes, des Initiatives liées aux énergies nouvelles, des Ressources humaines et de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement. Il a occupé les postes de coprésident de l'Étude sur les bassins des rivières du Nord, de directeur de la Commission canadienne du tourisme et de président du Groupe de travail sur la stratégie canadienne du diamant et du Comité du bassin du fleuve Mackenzie.



Yellowknife est à la fois la capitale des Territoires du Nord-Ouest et la plus grande ville avec une population de 19 234 (2011)

“*Mais ce n’est pas tout. Nous incarnons plusieurs autres valeurs canadiennes, telles que la diversité*”

du Nord qui ont vu leur gouvernement prendre progressivement davantage de responsabilités en matière de programmes et de services comme l’éducation, les services sociaux et les soins de santé, ce qui a abouti tout récemment au transfert de responsabilités des terres, des ressources et des plans d’eau publiques en 2014.

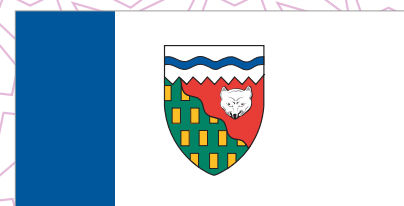
Aujourd’hui, les Autochtones des T.-N.-O. participent activement à la vie politique, culturelle, sociale et économique du territoire : tous les premiers ministres des T.-N.-O. qui se sont succédé depuis 1999 étaient des Autochtones; nous avons 11 langues officielles; les connaissances et l’histoire des Autochtones font partie du programme scolaire régulier; nous sommes la terre natale de deux Premières Nations autonomes et d’autres sont actuellement en négociations.

Mais ce n’est pas tout. Nous incarnons plusieurs autres valeurs canadiennes, telles que la diversité. Des résidents d’origine philippine, allemande, chinoise, japonaise et africaine vivent et travaillent ensemble, formant ainsi une population dynamique et multiculturelle. Nous sommes un territoire qui fait plus que simplement parler de protéger l’environnement : nous prenons les décisions difficiles qui s’imposent.

Cette année marque le 150^e anniversaire du Canada, et le 50^e anniversaire de la

première Assemblée législative des T.-N.-O. sur notre territoire, ce qui nous donne l’occasion de célébrer les T.-N.-O. et le Canada pour ce qu’ils sont, soit une œuvre inachevée, et d’inviter l’ensemble de la population canadienne à découvrir notre terre natale et ce qui la rend unique.

Il s’agit également de l’occasion de se projeter vers l’avenir, de parler des défis auxquels nous sommes confrontés, des problèmes qui doivent être résolus et du genre d’avenir que nous souhaitons créer ensemble, tout en suivant la tradition de changements transformateurs qui distinguent la société canadienne depuis le tout début. ●



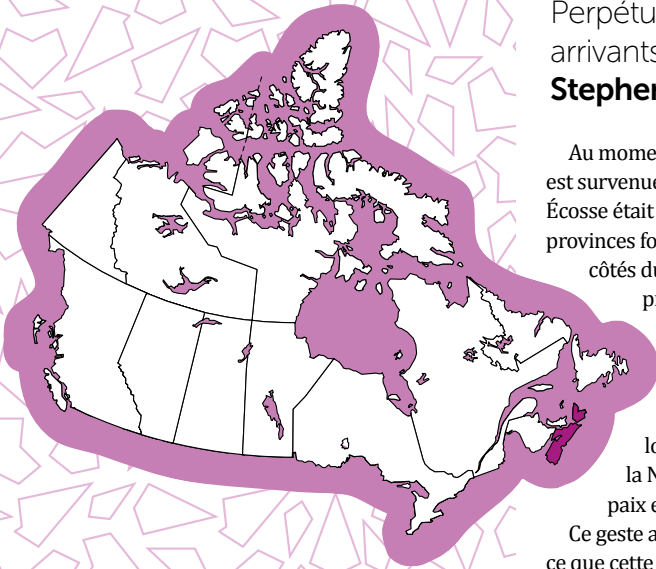
L’Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest a été créée en 1951 et adoptée en 1969



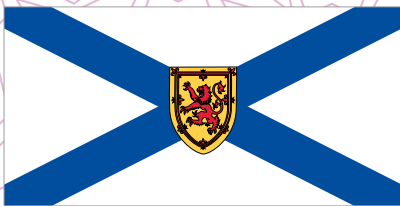
Les armoiries ont été conçues par le célèbre expert héraldique canadien Alan Beddoe au début des années 1950

ÉBAUCHE D'UNE NATION

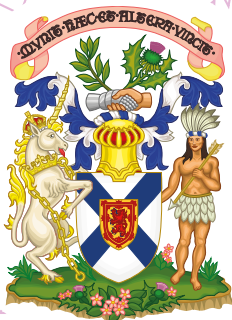
Perpétuée par l'ensemble du Canada, la tradition d'accueil des arrivants de la Nouvelle-Écosse perdure à ce jour, écrit l'honorable **Stephen McNeil**, premier ministre de la Nouvelle-Écosse.



Halifax est à la fois la capitale de la Nouvelle-Écosse et la plus grande ville avec une population de 403.131 (2016)



Malgré l'utilisation continue du drapeau depuis 1858, il a été reconnu comme le drapeau provincial officiel en mai 2013



Les armoiries ont été accordées en 1625 par le roi Charles 1er pour la première colonie écossaise sur le continent canadien-

Au moment de la fondation du Canada qui est survenue le 1er juillet 1867, la Nouvelle-Écosse était déjà établie comme l'une des quatre provinces fondatrices de la Confédération aux côtés du Nouveau-Brunswick et de la province du Canada (qui était divisée en deux parties formant l'Ontario et le Québec).

Notre première confédération remonte à plus de 400 ans, lorsque le grand chef Membertou et la Nation Mi'kmaq ont accueilli dans la paix et l'amitié nos ancêtres acadiens.

Ce geste a donné le ton et créé l'ébauche de ce que cette province devrait être, c'est-à-dire une province inclusive, accueillante, ouverte à d'autres cultures et prête à apprendre des autres et à célébrer la diversité.

Aujourd'hui, ces idéaux continuent de se perpétuer en Nouvelle-Écosse et de se refléter partout dans le pays.

C'est ce que nous avons constaté en observant la compassion dont nous avons fait preuve envers les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie, ainsi que l'accueil que nous avons réservé à ces nouveaux Canadiens qui considèrent maintenant la Nouvelle-Écosse comme étant leur terre natale. Plus de 1 500 réfugiés syriens ont débarqué en Nouvelle-Écosse, faisant partie des quelque 5 000 nouveaux arrivants qui y ont déménagé en 2016 et du groupe d'immigrants le plus important à venir s'y installer depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Les communautés néo-écossaises n'ont pas hésité à accueillir et soutenir les nouveaux arrivants pendant qu'ils s'établissaient dans leur nouveau pays. Et nous tenons à souligner leurs réussites, qu'il s'agisse de ce chef pâtissier qui travaille dans une boulangerie à Chester, de ces agriculteurs qui font un retour à la terre en s'occupant des pommiers de la célèbre vallée d'Annapolis et de la famille à Antigonish dont l'entreprise Peace By Chocolate ne cesse de croître.

L'immigration a toujours fait partie intégrante du passé de la Nouvelle-Écosse. Pensons aux Acadiens et à leur retour, aux Écossais qui ont fui les Highlands, aux loyalistes, incluant les 3 000 loyalistes noirs, qui sont venus ici à l'aube de la Guerre d'indépendance, les réfugiés afro-américains qui ont réussi à fuir l'esclavage par le chemin de fer clandestin, et bien plus encore.

En fait, entre 1928 et 1971 seulement, près d'un million d'immigrants sont entrés au pays

par le Quai 21 de la Nouvelle-Écosse, lequel constitue la « grande porte » du Canada au front de mer d'Halifax.

La Nouvelle-Écosse est sans aucun doute profondément ancrée dans le tissu multiculturel du Canada. Nos accomplissements ont d'ailleurs trouvé écho partout dans le monde.

Nos prouesses dans le domaine naval continuent de faire notre renommée aujourd'hui. Saviez-vous que l'inventeur de l'hélice était un matelot de Yarmouth?

Le kérosène a été inventé ici en Nouvelle-Écosse, de même que le processus de fabrication de papier à partir de la pâte de bois.

Notre pays, tout comme notre province, a beaucoup changé depuis ce jour de juillet de 1867. Grâce à l'ingéniosité des Néo-écossais, incluant ceux qui sont nés ici, ceux qui ont choisi de venir s'y établir et les futurs « Bluenosers » que nous n'avons pas encore rencontrés, d'innombrables possibilités formidables et novatrices s'offrent à nous. Nous continuerons avec enthousiasme d'apporter une contribution à notre pays, et d'exploiter le plein potentiel du Canada. ●

STEPHEN MCNEIL
Premier ministre de la Nouvelle-Écosse



Le premier ministre Stephen McNeil a été élu à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse pour servir la population d'Annapolis en 2003. Après avoir été réélu en 2006, il est devenu chef du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse en 2007. Il a servi à titre de chef de l'opposition officielle pendant quatre ans avant de devenir premier ministre le 8 octobre 2013. Avant de se lancer dans le domaine de la politique, M. McNeil a obtenu un diplôme du Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse avant de s'établir à Bridgetown.

NUNAVUT : NOTRE TERRE

Les vastes étendues de cette région remarquable témoignent d'une histoire s'étendant sur des milliers d'années, écrit **Peter Taptuna**, premier ministre du Nunavut

Le Nunavut n'est pas seulement le nom de notre province; il signifie « notre terre » en Inuktitut et il est le reflet du Canada, de sa culture distinctive et de son mode de vie, ainsi que de son étendue, immense et magnifique. Les plus grands atouts du Nunavut sont ses communautés accueillantes qui se sont regroupées pour conquérir un territoire nordique à la fois impressionnant et souvent rigoureux.

Le Nunavut est le territoire le plus jeune du Canada, établi en vertu de la Loi sur le Nunavut et de la Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut en 1999. Toutefois, son histoire s'étend sur des milliers d'années et joue un rôle unique et vital dans le succès du Canada en tant qu'État fédéral, bilingue, multiculturel et société diversifiée.

Même si le territoire se développe, la tradition demeure au cœur de la culture du Nunavut et des Inuits, et elle est intégrée à de nombreuses facettes de la vie. Nos coutumes ne sont pas seulement essentielles à notre mode de vie, elles contribuent également à la culture vaste et riche du Canada.

Les traditions et le mode de vie inuits sont ancrés dans notre environnement, nous aidant à nous adapter à des conditions extrêmes dans le Nord, où il est impossible

PETER TAPTUNA
Premier ministre
du Nunavut



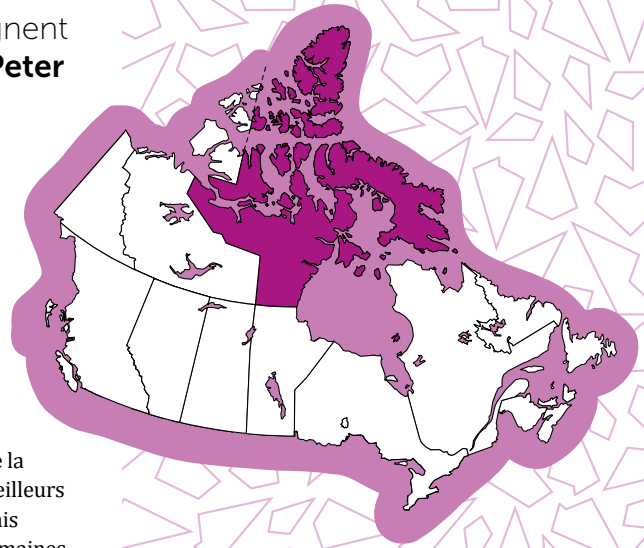
Peter Taptuna a commencé sa carrière dans la fonction publique en 1999, au conseil de hameau puis en tant que maire suppléant de Kugluktuk. De 2008 à 2013, il a été ministre du Développement économique et des Transports et a dirigé d'autres portefeuilles. Le 15 novembre 2013, Peter a été réélu pour représenter la circonscription de Kugluktuk à la quatrième Assemblée législative du Nunavut.

d'avoir des modes de vie plus conventionnels. Pour répondre aux besoins de base en matière de nourriture et de chaleur, les Inuits ont pu compter sur le territoire et sur les poissons, oiseaux et mammifères qu'il abrite. Le quotidien des communautés inuites modernes, dont certaines ont été créées il y a quelques décennies seulement, reflète encore la tradition nomade des chasseurs-cueilleurs vieille de 5 000 ans qui nous a permis d'accomplir une des réalisations humaines les plus remarquables de tous les temps – le peuplement réussi de l'Arctique.

Le gouvernement du Canada a toujours beaucoup misé sur la population inuite pour assurer sa souveraineté dans l'Arctique. Nos peuples ont consenti des sacrifices pour permettre la réalisation d'initiatives canadiennes par le passé, notamment la réinstallation dans l'Extrême Arctique qui a consisté à déplacer des Inuits de leur communauté, notamment de l'île de Baffin, pour les réinstaller à baie Resolute. Aujourd'hui, les Rangers canadiens combinent les connaissances inuites traditionnelles avec les activités militaires modernes pour patrouiller et protéger le Grand Nord, jouant un rôle indispensable pour affirmer notre souveraineté, et des villages nordiques comme baie Resolute accueillent maintenant trois générations de Rangers canadiens.

Le Nunavut contribue également à la riche mosaïque du pays grâce à sa population multilingue, qui parle non seulement français et anglais, mais également inuktitut et inuinnaqtun. Ces langues perpétuent une tradition et une histoire qui s'étendent sur des siècles, aidant à expliquer le passé du Canada, tout en enrichissant grandement la société diversifiée du Canada d'aujourd'hui.

Alors que nous réfléchissons aux 150 dernières années et célébrons la Confédération du Canada, nous célébrons le Nunavut, notre territoire, et la création d'un pays qui a poursuivi son expansion et son évolution. La reconnaissance du passé nous a permis de nous rendre là où nous sommes aujourd'hui, alors que nous attendons l'avenir avec impatience. ●



Iqaluit est à la fois la capitale de Nunavut et la plus grande ville avec une population de 7,740 (2016)



Le drapeau officiel du Nunavut a été proclamé le 1er avril 1999, ainsi que le territoire du Nunavut



Les armoiries ont été accordées par un mandat de Roméo LeBlanc, gouverneur général du Canada, le 31 mars 1999



Où l'avenir se réalise 150 ans d'innovation en Ontario

Depuis plus de 30 ans, les Centres d'excellence de l'Ontario contribuent à définir où l'avenir se réalise, afin de stimuler la croissance économique, la création d'emplois de qualité et la compétitivité de l'Ontario à l'échelle mondiale.

Chaque jour, notre équipe travaille avec l'industrie, les chercheurs universitaires, les entrepreneurs, les gouvernements, les étudiants et les investisseurs pour aider à bâtir une économie axée sur l'innovation pour le compte du gouvernement de l'Ontario, du gouvernement du Canada et de nos partenaires provinciaux.

Les Centres d'excellence de l'Ontario ont appuyé des centaines de sociétés et des milliers d'entrepreneurs. Ils s'affairent également à former de nouveaux partenariats régionaux, nationaux et mondiaux susceptibles d'élargir davantage encore les possibilités offertes aux entreprises ontariennes.

À l'occasion du 150^e anniversaire du Canada et de l'Ontario, les Centres d'excellence de l'Ontario se réjouissent à la perspective de continuer à soutenir les gens les plus brillants et les idées innovantes qui font la force de l'Ontario aujourd'hui et pour l'avenir.



Centres d'excellence
de l'Ontario

Où l'avenir se réalise

www.oce-ontario.org/fr | info@oce-ontario.org | Sans frais : 1.866.759.6014

Centres d'excellence de l'Ontario est membre de

Réseau ontarien des entrepreneurs

 Ontario

UN DOUBLE ANNIVERSAIRE

En tant que l'un des quatre premiers membres de la Confédération, l'Ontario a beaucoup à célébrer, écrit **Kathleen Wynne**, première ministre de l'Ontario

Le Canada célèbre cette année un jalon important : son 150^e anniversaire. Étant l'un des quatre premiers membres de la Confédération, l'Ontario fête également ses 150 ans avec fierté.

En tant que pays, nous avons beaucoup accompli pour offrir une qualité de vie enviable à nos citoyens et citoyennes. Nous avons établi un système de santé financé par les deniers publics qui nous offre des soins universels, instauré un régime de pensions national pour bénéficier d'une retraite plus sûre après une vie de travail et protégé les citoyens et citoyennes par le truchement de notre Charte des droits et libertés.

L'histoire de notre province a été marquée par de nombreux faits inspirants, qu'il s'agisse de la découverte de l'insuline ou encore de l'adoption du Code des droits de la personne de l'Ontario, premier du genre au Canada. Il s'agit de souvenirs précieux dont nous tirons une grande fierté. Toutefois, si nous voulons véritablement progresser avec détermination et optimisme en tant que société, j'estime que nous devons aussi nous interroger sur certains aspects de notre passé, en tirer des leçons et les appliquer dès aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle j'ai jugé très important de présenter des excuses aux survivants et aux survivantes des pensionnats autochtones pour les préjudices que leur ont causés les politiques et les pratiques soutenues par les gouvernements ontariens précédents et d'exprimer sans équivoque la position que nous avons raffermie dans notre plan intitulé « Cheminer ensemble : l'engagement de l'Ontario envers la réconciliation avec les peuples autochtones ».

Je suis ravie que l'Ontario ait reçu le statut d'observateur à l'Organisation internationale de la Francophonie, ce qui reconnaît l'engagement de l'Ontario à l'égard de l'identité et de la langue française.

Alors que nous célébrons notre 150^e anniversaire, c'est le moment idéal pour réitérer notre engagement à la protection de l'environnement. Je suis particulièrement ravie que l'Ontario soit un chef de file dans la lutte contre le changement climatique de même que des mesures que nous avons prises pour

réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment l'élimination de la production d'électricité par la combustion du charbon dans la province.

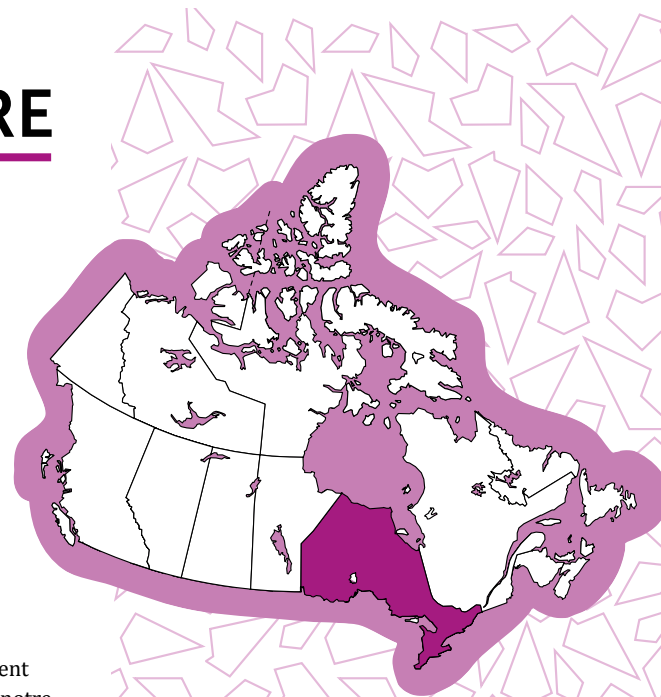
Bien que les liens de l'Ontario avec son passé économique demeurent forts, notamment en ce qui a trait aux ressources naturelles qui représentent un volet important de l'activité économique, l'économie d'aujourd'hui est hautement diversifiée. Je suis très heureuse que notre province aide les entreprises ontariennes à demeurer concurrentielles au sein de l'économie mondiale du 21^e siècle en créant l'environnement d'affaires rationnel dont elles ont besoin pour innover, croître et créer des emplois.

Je souhaite aux Ontariens et Ontariennes de même qu'aux Canadiens et Canadiennes de partout des célébrations joyeuses et mémorables. ●

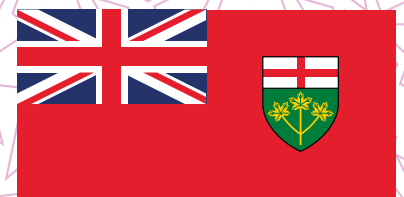


KATHLEEN WYNNE
Première ministre de l'Ontario

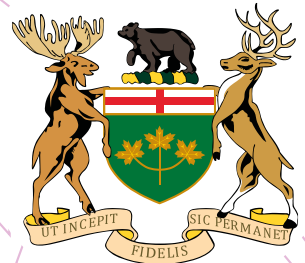
Kathleen Wynne est la 25^e personne à occuper le poste de premier ministre de l'Ontario. Elle a été élue pour la première fois députée de Don Valley-Ouest en 2003 et a été réélue en 2007, 2011 et 2014. Elle est devenue chef du Parti libéral de l'Ontario en janvier 2013. Mme Wynne occupe également les fonctions de ministre des Affaires Intergouvernementales.



Toronto est à la fois la capitale et la plus grande ville de l'Ontario avec une population de 2 731 571 (2016)



Le drapeau a été introduit en 1965 à la suite de longs débats sur le changement de l'enseigne rouge canadienne avec un drapeau canadien unique



Il prend les armes originales accordées par le mandat royal de la reine Victoria et ajoute les partisans, la crête et le slogan. Il a été accordé le 27 février 1909

PETITE, MAIS PUISSANTE

Avoir servi de berceau pour la Confédération ne constitue qu'une facette de l'histoire et de la culture de l'Île-du-Prince-Édouard dont peut se vanter notre province, écrit l'honorable **H Wade MacLauchlan**, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le 9 avril 2017, les Canadiennes et les Canadiens honoraient le 100^e anniversaire du début de la bataille de la crête de Vimy, l'événement qui décrit certainement le mieux l'évolution du Canada vers son autonomie. Les Canadiens sont en effet entrés en guerre en 1914 en tant que colons défendant leur empire, et ont signé le traité de Versailles en 1919 en tant que contributeurs indépendants à l'effort de guerre.

La percée du Canada à la crête de Vimy témoigne de l'évolution, de l'image ainsi que du rôle de notre pays dans le monde. Nous avons fait plus que notre part en nous battant et en faisant d'énormes sacrifices. Si nous n'avions pas cru en nous, personne ne l'aurait fait, et nous n'avons pas été chauvins dans notre victoire. La citation de Stephen Leacock décrit d'ailleurs très bien notre situation : « La chance : plus je travaille, plus elle me sourit. »

Les Canadiennes et les Canadiens savent qu'ils ont de la chance lorsqu'ils se comparent aux autres nations. Nous formons un vaste pays pacifique, prospère, démocratique qui regorge de ressources généreuses et qui jouit d'un bon climat. Nous devons malgré tout travailler fort pour tirer le meilleur parti de ces cadeaux et nous efforcer d'être les meilleurs possible.

Voilà qui décrit bien la région de notre pays qu'est l'Île-du-Prince-Édouard. J'aime dire que notre province est « petite, mais puissante ». Les habitants de l'Île contribuent volontiers à prendre notre place au sein du Canada et dans le monde entier. Nous sommes fiers d'être

**H WADE
MACLAUCLAN**
Premier ministre, Île-
du-Prince-Édouard



L'honorable H Wade MacLauchlan a été assermenté comme premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard le 23 février 2015. Avant de se lancer en politique provinciale, il a occupé le poste de président de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard de 1999 à 2011. Il a également été doyen de la faculté de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et professeur en droit à l'Université Dalhousie. Wade a rédigé la biographie politique intitulée « Alex B. Campbell: The Prince Edward Island Premier Who Rocked the Cradle » d'Alex B. Campbell, l'ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

“**Nous devons continuer de travailler fort pour le succès international**”

pur le « berceau » de la Confédération, là où la Conférence de Charlottetown de 1864 a eu lieu. En tant que province, nous participons aux processus régionaux, nationaux et internationaux en contribuant à l'atteinte de résultats constructifs, et non pas en imposant notre pouvoir ou notre influence.

Mais nous devons continuer de travailler fort. En mars 2016, j'ai participé au Boston Seafood Show qui constitue la deuxième plus grande exposition au monde. Au cours de notre voyage à Boston, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Brian Gallant, et moi avons rendu une visite de courtoisie au gouverneur du Massachusetts, Charlie Baker, qui est certainement l'une des personnalités politiques les plus célèbres aux États-Unis. Nous avons discuté des liens étroits qui subsistent entre les Maritimes et la Nouvelle-Angleterre, de la quantité substantielle de produits de la mer du Canada atlantique qui est expédiée à Boston ou qui y est consommée et du nombre élevé d'habitants des provinces maritimes qui sont

d'irréductibles partisans des Red Sox de Boston.

J'ai également discuté avec le gouverneur Baker du nombre considérable de Canadiens de l'Atlantique qui sont déménagés dans l'État de Boston entre 1880 et 1930 afin de chercher du travail et des occasions d'affaires en raison de la crise économique mondiale et du déclin dramatique de l'industrie de construction navale en bois qui sévissaient durant cette période. À cette époque, les personnes originaires

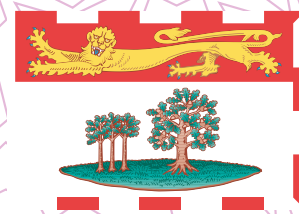
des provinces maritimes constituaient une grande proportion de la population de Boston. Cette information était nouvelle pour le gouverneur Baker, qui connaissait bien les migrations des Irlandais, des Italiens et autres, mais pas celles des habitants des provinces maritimes qui étaient moins visibles et plus silencieux.

Par ailleurs, la culture est importante. Peu d'histoires ont autant marqué le Canada et le reste du monde que celle d'Anne aux pignons verts. Qu'elle fasse partie du programme des écoles japonaises ou des lectures de soldats polonais, Anne représente l'un des personnages les plus connus du Canada.

À l'instar des habitants de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont bien réussi à relever le défi de former une province « petite, mais puissante » ou une « île puissante », il serait bien que les Canadiens adoptent l'idée que nous formons une nation « vaste et diversifiée, mais puissante », surtout si nous sommes prêts à travailler fort en ce sens. ●



Charlottetown est à la fois la capitale de l'Île-du-Prince-Édouard et la plus grande ville avec une population de 34 562 (2011)



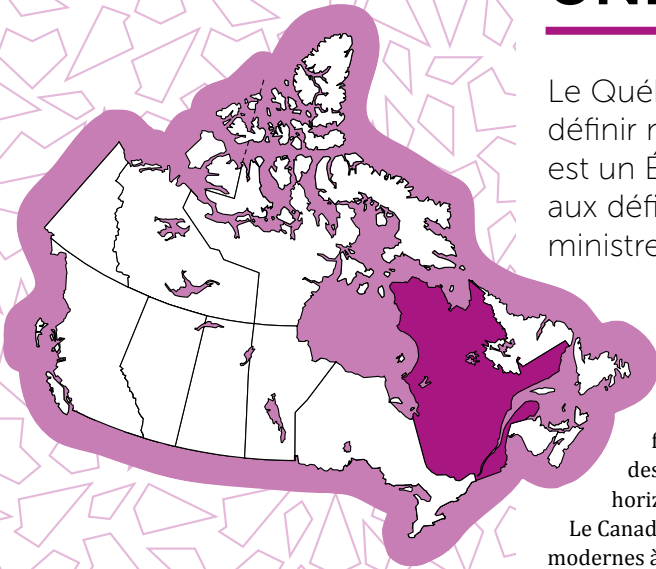
La conception a été adoptée le 24 mars 1964



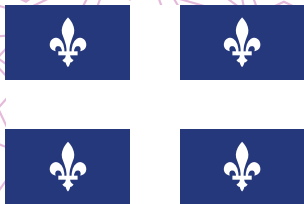
Les armoiries ont été accordées en 1905 par mandat royal du roi Édouard VII

UNE IDENTITÉ PARTICULIÈRE

Le Québec fait partie intégrante du Canada et a contribué à définir notre pays au fil de son histoire. Aujourd'hui, le Québec est un État qui a tous les attributs nécessaires pour faire face aux défis du XXI^e siècle, écrit **Philippe Couillard**, premier ministre, Québec



The capital of La capitale du Québec est Québec et la plus grande ville est Montréal



Le drapeau du Québec a été le premier drapeau provincial officiellement adopté Au Canada, affiché pour la première fois le 21 janvier 1948



Les armoiries ont été adoptées par le gouvernement du Québec le 9 décembre 1939, en remplacement de celle attribuée par mandat royal de la reine Victoria en 1868

Le 1er juillet 2017 marque le 150^e anniversaire d'une fédération qui a permis d'unir des peuples et des gens de tous les horizons, sur un immense territoire.

Le Canada a été l'un des premiers États modernes à concevoir une forme de fédéralisme dont l'une des raisons d'être est de permettre l'existence d'un espace démocratique où les identités nationales, culturelles et linguistiques se côtoient et s'additionnent.

Le Québec est le seul État majoritairement francophone en Amérique du Nord. Il est l'héritier d'une culture riche et forte d'une grande diversité, qui côtoie depuis plus de 400 ans celle des Premières Nations et des Inuits. Cette identité particulière, qu'il est essentiel de protéger, de soutenir et de développer, fait partie intégrante du Canada et a contribué à définir notre pays au fil de son histoire.

À l'intérieur du cadre canadien, le Québec s'est donné les outils qui permettent l'expression de sa spécificité et favorisent son développement politique, économique, culturel et social. Un riche environnement universitaire et scientifique fait aujourd'hui du Québec un pôle d'innovation favorable à l'essor d'industries à fort contenu technique : l'aérospatiale, les technologies médicales, les technologies de l'information et des communications, en passant par les technologies propres et un écosystème du divertissement numérique.

Depuis plus d'un demi-siècle, le Québec affirme sa présence sur la scène internationale. Il s'agit là de l'un des réseaux diplomatiques les plus ambitieux au monde pour une entité fédérée. Le Québec dispose de la capacité de négocier, de signer et de mettre en œuvre des ententes internationales dans les domaines relevant de sa compétence. Il a conclu plus de 750 ententes internationales avec près de 80 états étrangers.



PHILIPPE COUILLARD
Premier ministre du Québec

Philippe Couillard devient le 31^e premier ministre du Québec le 7 avril 2014. Élu député pour la première fois en 2003, il est réélu en 2007, et devient ministre de la Santé et des Services sociaux de 2003 à 2008. De 2009 à 2011, il devient chercheur principal en droit de la santé à l'Université McGill.

Nation ouverte sur le monde, exportatrice de ses talents, de sa culture et de ses entreprises, le Québec a contribué à façonner le visage de la politique internationale du Canada, que ce soit par le rôle de leader qu'il joue en matière de lutte contre les changements climatiques, à titre de l'un des plus grands producteurs d'énergie propre du monde, comme défenseur de premier plan de l'exception culturelle, comme porteur d'une tradition.

En 2017, le Québec a tous les attributs nécessaires pour faire face aux défis du XXI^e siècle. Par son caractère unique et par son rayonnement sur la scène internationale, il entend continuer à contribuer à l'action du Canada dans la recherche pour la paix, le développement des peuples et la protection de l'environnement. ●

LA RÉCONCILIATION AU YUKON

Pour bâtir un avenir meilleur, il faut redresser les torts du passé et les injustices d'aujourd'hui, écrit l'honorable **Sandy Silver**, premier ministre du Yukon

Non seulement le Canada célèbre-t-il le 150e anniversaire de la Confédération, mais il reconnaît également l'apport des peuples autochtones au Canada et leur histoire. Cette célébration devrait souligner le patrimoine des communautés autochtones tout en appuyant les efforts de réconciliation, passés, présents et futurs.

La réconciliation avec les peuples autochtones est l'une des questions les plus importantes qui touchent la société yukonnaise aujourd'hui. En tant que gouvernement, on nous demande de comprendre et de reconnaître les préjudices subis dans le passé, de prendre des mesures pour rétablir nos relations et de bâtir un avenir où tous les Yukonnais sont traités de façon juste et équitable.

Si nous pouvons réduire les écarts au chapitre des conditions sociales, sanitaires et économiques qui existent entre les Autochtones et les non Autochtones au Canada, nous pouvons aller de l'avant et vivre dans une société plus équitable et positive.

La réconciliation est un processus continu qui exige des efforts soutenus, la collaboration ainsi qu'un leadership et des investissements conjoints. Il s'agit d'un engagement évolutif et durable. Le

SANDY SILVER
premier ministre
du Yukon



Sandy Silver a été élu à l'Assemblée législative du Yukon le 11 octobre 2011, puis réélu le 7 novembre 2016. Il est également ministre responsable du Conseil exécutif (qui inclut les relations autochtones et les relations intergouvernementales) et ministre des Finances.

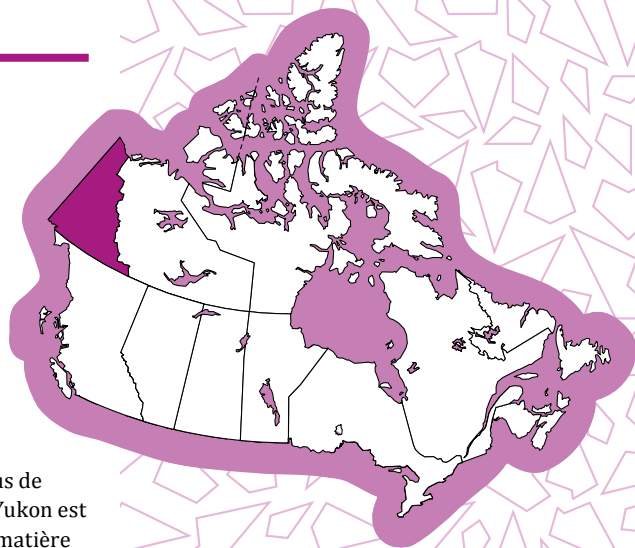
gouvernement du Yukon travaille à l'établissement de relations solides avec les gouvernements des Premières Nations fondées sur la réconciliation et la collaboration.

Nos traités modernes et ententes sur l'autonomie gouvernementale sont des moyens efficaces de poursuivre le processus de réconciliation sur le territoire. Le Yukon est l'un des chefs de file du Canada en matière de négociation de traités modernes. En effet, 11 des 14 Premières Nations du Yukon ont signé des traités et des ententes sur l'autonomie gouvernementale.

Ces ententes sont des outils pour bâtir la nation en collaboration, protéger l'environnement et stimuler la croissance économique durable. Elles ont favorisé des changements positifs pour tous les Yukonnais. Le travail d'envergure accompli par le gouvernement du Yukon et les Premières Nations en vue d'établir et de mettre en œuvre ces ententes sert de modèle pour d'autres gouvernements et peuples autochtones qui souhaitent aller de l'avant avec leurs propres ententes.

Nous voulons tous la même chose : une vie meilleure pour tous et l'amélioration des conditions dans nos communautés. Le gouvernement du Yukon travaille avec les Premières Nations de gouvernement à gouvernement en vue de recenser des priorités communes et de favoriser la collaboration relativement à celles-ci. Le fait que les gouvernements des Premières Nations et le gouvernement du Yukon s'unissent pour défendre les intérêts des Yukonnais est un outil puissant, car ces intérêts sont mieux pris en compte lorsque nos gouvernements travaillent ensemble.

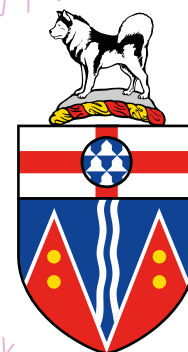
Alors que les gouvernements de tout le Canada et d'ailleurs dans le monde mettent en œuvre des initiatives de réconciliation, le gouvernement du Yukon appuie et applaudit leurs efforts. Le Yukon continuera de travailler avec diligence en faveur de la réconciliation, car elle procure des avantages réels et importants à tous. Au cours des 150 prochaines années, nous devons chercher d'autres façons de bâtir un avenir meilleur pour notre pays. ●



Whitehorse est à la fois
La capitale du Yukon et la plus
grande ville avec une population de
23 276 (2011)



Le drapeau a été officiellement
choisi dans le cadre d'un concours
de design à l'échelle du territoire
en 1967, avec le design gagnant
adopté le 1er mars 1968



Les armoiries ont été commandées
par le ministère fédéral des Affaires
indiennes et du Nord canadien.

LA FORCE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE

Dans un effort pour remédier au sort tragique des Premières nations et soulager leur détresse, le Chef national de l'Assemblée des Premières Nations (APN), **Perry Bellegarde**, s'exprime lors de divers événements en Amérique du Nord



Les danseurs Pow wow dans la réserve de Kahnawake, Québec



Un homme de première nation vêtu d'un uniforme et d'une médaille serrant la main avec un homme non-Première nation, Territoires du Nord-Ouest, 1947



Les Cris à Prince Albert, Saskatchewan, 1885

PERRY BELLEGARDE

Chef national de l'Assemblée des Premières Nations



Perry Bellegarde a été élu Chef national de l'Assemblée des Premières Nations (APN) le 10 décembre 2014. Originaire de la Première Nation de Little Black Bear située sur le territoire visé par le Traité no 4, il a occupé les postes de Chef de la Fédération of Saskatchewan Indian Nations et de Chef régional de la Saskatchewan pour l'APN. Il a aussi assumé les fonctions de président du Conseil tribal Touchwood-File Hills-Qu'Appelle ainsi que celles de conseiller et Chef de la Première Nation de Little Black Bear.

Le 150e anniversaire de la Confédération soulève une profonde émotion au sein des Premières nations. En tant que Premières nations de ce pays, nous élevons nos familles et pratiquons notre mode de vie ici depuis des milliers d'années. Nous étions et nous demeurons des nations distinctes, avec des propres lois, des langues, des terres, une gouvernance et une spiritualité qui nous sont propres.

Dès les premiers jours, nous avons accueilli les nouveaux arrivants sur cette terre et leur avons enseigné comment survivre et prospérer sur nos territoires. Nous avons bâti une relation fondée sur le partenariat, le partage, le respect mutuel, en se reconnaissant mutuellement comme des peuples appartenant à des nations fortes.

Pour les Premières nations, les 150 dernières années ont été marquées par un changement tragique et évitable de notre relation, qui est

“*Nous avons accueilli les nouveaux arrivants*”

passée du partenariat au colonialisme. Cela a conduit à la dévastation de notre peuple par le système de pensionnats indiens, l'oppression de la Loi sur les Indiens, les injustices de la rafle des années soixante et les nombreux préjudices que nous nous efforçons encore de redresser aujourd'hui.

Pourtant, malgré des décennies de violations persistantes des droits de l'homme à l'encontre des Premières nations, nous avons subsisté. Notre culture et nos cérémonies subsistent. Nos langues sont encore parlées. Certes, il reste beaucoup à faire, mais notre présence continue dans cette patrie confirme la résistance et la force de nos peuples, de nos cultures, de nos nations et de notre esprit.

Certains membres des Premières nations participeront à des événements de Canada 150. Tous n'ont pas choisi de participer. Cependant, nous faisons partie intégrante de l'histoire de ce pays; de son passé, son présent et son futur. Les Premières nations représentent une présence durable dans ce pays et il en est ainsi depuis des temps immémoriaux. Nous respectons ceux qui souhaitent célébrer cet anniversaire, tout comme nous respectons ceux qui ont choisi de ne pas participer. Nous sommes présents. Nous l'avons toujours été et nous le serons toujours.



Un totem à Stanley Park, Vancouver

NOUS SOMMES UN PEUPLE RÉSILIENT

Les Inuits sont originaires de l'Inuit Nunangata, ou de l'Arctique, ce qui a forgé leur détermination envers le respect et l'égalité, a déclaré **Natan Obed**, président de l'Inuit Tapiriit Kanatami lors du symposium du Sénat sur le 150e anniversaire de la Confédération, en mai 2017



Pangnirtung, Nunavut

Nous nommons l'Inuit Nunangata ce que vous nommez l'Arctique. C'est notre patrie. Je veux tout d'abord parler du symbolisme et de l'histoire de ce territoire et de l'importance de ces éléments sur nous en tant que peuple et sur l'imaginaire que les Canadiens entretiennent au sujet de notre patrie et de « notre » Arctique. Je suis frappé par l'imagerie lorsque je viens dans l'édifice du centre... par les portraits des anciens premiers ministres, par les images toujours présentes de la reine à diverses époques de son existence, par les lions et d'autres images royales associées au processus parlementaire et au sénat. Les peuples autochtones font également partie de cet édifice; ils sont représentés à l'extérieur de cette chambre et dans d'autres démocraties. Les images de l'Arctique, particulièrement le narval et l'ours polaire, apparaissent sur les sceaux royaux, même en Europe. Ces images n'englobent pas seulement 150 ans de mythologie canadienne. Elles couvrent également toute l'Europe.

Elles me font penser à mon identité en tant qu'Autochtone et à la place que j'occupe dans tout ceci. Les Autochtones ne font pas partie de la liste des anciens premiers ministres que vous voyez dans cette noble enceinte. Nous sommes davantage les animaux, les chérubins ou l'imaginaire du Canada et de ce que ce pays représente plutôt qu'un élément réel de ce gouvernement. Cela m'attriste de songer que ces images, ces éléments de notre identité et de notre culture existaient à l'époque des pensionnats indiens ainsi qu'au moment de la mise en œuvre des politiques et des lois précisément conçues pour nous marginaliser, nous priver de nos droits et faire de nous, dans l'imaginaire collectif, des êtres inférieurs.

Nous sommes dans un long processus de guérison. La réconciliation n'est qu'une des composantes de ce qui est entrepris au Canada et dans le monde entier en ce qui concerne les questions autochtones [...] L'appui des Nations Unies, les droits de la personne et un sentiment

COMPOSANTES ESSENTIELLES AUX NIVEAUX PROVINCIAL ET TERRITORIAL



Une femme Netselingmeut et son enfant, Nunavut, au début du 20e siècle



Une mère et une fille dans un bibliothèque de Cambridge Bay, Nunavut

accru d'honneur pour la Couronne nous propulsent de l'avant alors que nous faisons valoir notre autodétermination au sein de ce pays.

Le manque d'infrastructure de base et le mépris dont nous avons fait l'objet relativement à l'obtention de services d'éducation ont été notre lot quotidien. C'est la seule réalité que connaissent les Inuits du Canada en ce qui concerne la façon dont le gouvernement canadien, les provinces et les territoires s'acquittent de la prestation des services qui leur sont dispensés. Pourtant, nous nous disons fiers d'être Canadiens. Je crois que ceci témoigne de notre résilience. Nous sommes un peuple résilient. Si vous survolez l'Arctique canadien pour la toute première fois et regardez en bas, je vous assure que vous vous demanderez comment les gens ont pu vivre ici. Comparez cela avec la façon dont nous percevons le monde, lorsque nous survolons la terre et l'Arctique et apercevons des lieux où nous campons au printemps ou en automne, des lacs où l'omble chevalier passe l'hiver, des endroits où l'on trouve des terrains de mise bas pour le caribou, des polynies dans des anses où nous savons que même au plus froid de l'hiver, il y aura des eaux libres dans lesquelles nous pourrions peut-être attraper un béluga ou un phoque. C'est une des choses qui fait la différence dans ce pays. Lorsque les gens et les gouvernements font abstraction des réalités et des connaissances des autres ainsi que de leur rôle politique dans le monde [...]

Notre démocratie se fonde sur les accords modernes sur les revendications territoriales. Jadis, l'Inuit Nunangata nous a déjà appartenu, et ce, même si pour nous, le terme « propriétaire » ne peut avoir une acceptation capitaliste. Nos aînés ont

dû être convaincus que nous pouvions nous exprimer ainsi dans le cadre de nos interactions avec le gouvernement du Canada et que, d'une certaine façon, nous étions bien propriétaires de ce territoire. Ce pays est fondé sur des règles, des politiques et des programmes qui n'ont jamais, au grand jamais, tenu compte des intérêts des Inuits. Toutefois, nous devons dépasser ces clivages et reconnaître que nous avons conclu des accords sur les revendications territoriales et que la mise en œuvre de ces accords engage l'honneur de la Couronne et représente la nature même des relations entre les Inuits et le Canada. Nous devons également admettre que les Inuits sont des Canadiens et que ce que nous voulons pour nous-mêmes et nos familles, nous aimerions également que les autres Canadiens l'obtiennent. Le sentiment d'appartenance est tout à fait propre aux Canadiens [...]

Je suis ici pour dire que nous souhaitons toujours collaborer avec vous afin d'améliorer la situation au Canada et de redonner confiance aux populations qui ont besoin d'aide, ceci non seulement afin de faire accepter le fait que ce pays compte des Autochtones, mais également de faire respecter leurs droits et leurs gouvernements. Une démocratie inuite côtoie la démocratie canadienne et nous avons choisi de tenter de travailler avec vous et avec le Canada pour en faire une seule démocratie.

Allocution prononcée le 26 mai 2017 lors du Symposium du Sénat sur le 150e anniversaire de la Confédération. Propos retranscrits par Madeline Koch.

Remarks delivered on 26 May 2017 at the Senate Symposium on the 150th anniversary of Canadian confederation. Transcribed by Madeline Koch ●

NATAN OBED
Président, Inuit Tapiriit Kanatami



Natan Obed a été nommé en septembre 2015 président de l'Inuit Tapiriit Kanatami, pour une durée de trois ans. Il est originaire de Nain, au Nunatsiavut. Auparavant, il a travaillé pendant 10 ans à Iqaluit, au Nunavut, pour la Nunavut Tunngavik Inc. à titre de directeur du développement social et culturel. Obed a consacré l'intégralité de sa carrière à travailler au nom des organisations qui représentent les Inuits afin d'améliorer la santé et le bien-être de son peuple au Canada.



Un petit Inukshuk, Parc national Jasper, Alberta

LUTTE POUR L'ÉQUITÉ

La lutte pour la reconnaissance de la Nation des Métis trouve son origine dans les premières années de la Confédération canadienne, écrit **Clément Chartier**, président du Ralliement national des Métis



Le Canada tel qu'on le connaît aujourd'hui aurait bien pu être très différent, si ce n'était pas de Louis Riel et la Nation des Métis. Même si l'Ouest était un lieu lointain pour les citoyens des quatre provinces confédérées, ses habitants métis se sont révélés comme un nouveau peuple autochtone ayant tous les attributs faisant d'un peuple une nation. Cette nouvelle nation ne faisait pas partie, géographiquement, du nouveau Canada en 1867.

En 1870, la Nation des Métis sous Riel a négocié l'entrée du Manitoba dans la Confédération en tant que cinquième province en vertu de la Loi de 1870 sur le Manitoba, et des Territoires du Nord-Ouest en vertu du Décret en conseil de Sa Majesté de 1870 admettant la Terre de Rupert.

La Nation des Métis a fait un choix. Elle a choisi la confédération avec le Canada plutôt que l'intégration aux États-Unis d'Amérique. La Nation des Métis a également défendu la souveraineté canadienne en aidant à repousser les féniens qui voulaient saisir l'Ouest et l'utiliser comme monnaie d'échange pour l'indépendance de l'Irlande par rapport à la Grande-Bretagne.

La réponse du Canada, dans les semaines qui ont suivi l'entrée de la Nation des Métis dans la Confédération, était d'envoyer une force militaire occupante au Manitoba qui a établi un règne de terreur contre les citoyens de la Nation des Métis, causant des décès, des raclées, des viols et des actes de terrorisme. C'est ainsi qu'a commencé la marginalisation de la Nation des Métis qui persiste encore à ce jour.

Avec le morcellement du pays natal de la Nation des Métis dans l'ouest du Canada par des stratagèmes d'attribution des terres marqués par la fraude et le refus subséquent des droits collectifs des Métis, l'ethnocide était à l'ordre du jour, même la suppression des Métis du recensement pendant les années 1940.

Les Métis ne sont pas devenus le « peuple oublié », comme l'affirment certains. Comment peut-on oublier le peuple contre lequel le Canada a mené deux guerres, soit en 1870 et 1885? La Nation des Métis a plutôt été ignorée par le gouvernement fédéral, qui a tourné le dos à ses citoyens.

Ce manque de reconnaissance délibéré constitue une politique d'exclusion : de la majorité des programmes et services fournis par le gouvernement fédéral aux autres peuples autochtones, des divers processus

“La Nation des Métis a plutôt été ignorée par le gouvernement fédéral”

de revendication territoriale, des indemnités versées à tous les anciens combattants au Canada à l'exception des anciens combattants métis qui ont combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que l'exclusion des pensionnats indiens fréquentés par les Métis de la

Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006, des excuses présentées en 2008 par le premier ministre Stephen Harper et du mandat de la Commission de vérité et de réconciliation et ses appels à l'action subséquents.

Devant cette indifférence et cette hostilité, toujours évidente dans l'attitude des fonctionnaires fédéraux, les Métis se sont battus pendant des décennies pour gagner leur vie, en commençant par leur inclusion à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, suivi d'une décennie de négociations constitutionnelles inclusives avec les gouvernements de Pierre Trudeau et de Brian Mulroney. La Cour suprême du Canada était l'élément déclencheur du changement grâce à ses décisions positives entre 2003 et 2016 sur les droits des Métis protégés par la Constitution.

La nouvelle participation significative de la Nation des Métis par le premier ministre Justin Trudeau, marquée par le sommet réunissant la Nation des Métis et la Couronne le 13 avril 2017 et la signature de

l'Accord entre le Canada et la Nation des Métis permet au premier ministre de terminer ce que son père a commencé avec l'inclusion de la Nation des Métis à la Loi constitutionnelle de 1982.

Il est possible d'accomplir beaucoup de choses en deux ans de négociations et d'élaboration conjointe d'une capacité institutionnelle pangouvernementale pour les gouvernements de la Nation des Métis afin qu'ils servent leurs citoyens.

À l'échelle internationale, la Nation des Métis travaille étroitement avec d'autres peuples autochtones du Canada à faire des pressions pour être reconnus par la communauté internationale, et travaille avec d'autres peuples indigènes partout en Amérique afin d'établir une meilleure place pour tous les peuples indigènes.

En 1975, avec la création du Conseil mondial des peuples indigènes, l'Agence canadienne de développement international a offert une aide financière. En 2007, les Nations Unies ont adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Cette déclaration a été complètement adoptée par le Canada en mai 2016 lors de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. La Nation des Métis était active tout au long de la période menant à l'adoption de la Déclaration, surtout lorsque j'étais président du Conseil mondial des peuples indigènes de septembre 1984 à juillet 1987. La Nation des Métis a également participé à la négociation de la Déclaration américaine sur le droit des peuples autochtones adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains en juin 2016. ●



Bandes Métis traditionnelles



Le premier ministre Stephen Harper (à droite) en 2008 juste avant de s'excuser à la Chambre des communes pour les pensionnats. Il est représenté avec (de gauche) les leaders Clément Chartier, Mary Simon et Phil Fontaine



CLÉMENT CHARTIER
Président du Ralliement national des Métis

Clément Chartier (Québec) est président du Ralliement national des Métis et a déjà occupé les postes de président et d'ambassadeur sur les questions internationales. Il a été reçu au barreau de la Saskatchewan en 1980 et s'est vu conférer le titre de conseiller de la reine en 2004. Pendant sa carrière politique, il a également été directeur général de l'Association de la jeunesse autochtone du Canada, vice-président de l'Association of Métis and Non-Status Indians of Saskatchewan, président du Conseil mondial des peuples indigènes et président de la Métis Nation-Saskatchewan.

Le Canada se classe au rang mondial des exportations agricoles **N^o5**

114,5

millions de dollars

Le Programme Agri-compétitivité comprend une combinaison d'initiatives gouvernementales et de fonds de contribution pour les projets menés par l'industrie

Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture procure

2,1

millions d'emplois directs et indirects

Les terres cultivées représentaient

58,8%

de la superficie agricole totale en 2016

D'avantage de femmes travaillent à la ferme : la proportion d'exploitants agricoles féminins est passée de

**28,7 %
en 2016**

Source: statcan.gc.ca

AGRICULTURE ET RESSOURCES NATURELLES

L'impressionnant secteur agricole canadien s'agrandit dans l'intégration et l'innovation. Davantage de femmes travaillent à la ferme et les jeunes trouvent des débouchés dans l'agriculture verte. Les entrepreneurs et les entreprises bénéficient des initiatives en matière d'agro-innovation et d'agro-compétitivité menées par le gouvernement. De ses magnifiques prairies recouvertes de blé à ses champs de myrtille visibles sur la côte Est, le Canada « cultive l'avenir » en produisant des aliments sûrs, nutritifs et de qualité, autant pour les individus que pour la planète.

« LE XXIE SIÈCLE APPARTIENT À L'AGRICULTURE »

Alors que le Canada fête ses 150 ans, le secteur agricole et alimentaire canadien est en plein essor, écrit l'honorable **Lawrence MacAulay**, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada

D'un bout à l'autre du pays, les Canadiens célèbrent le 150^e anniversaire de la Confédération. L'industrie agricole et alimentaire dynamique du Canada forme une grande partie de notre héritage. Depuis que les peuples autochtones ont été les premiers à travailler la terre, l'agriculture est bien enracinée dans notre histoire. Elle a façonné notre pays et contribué à la santé des Canadiens et de l'économie. Aujourd'hui, l'industrie agricole et alimentaire génère 100 milliards de dollars « de la ferme à la table »; elle est un chef de file dans la création d'emplois et sert de supermarché à l'échelle du monde.

Cet essor s'explique notamment par le rythme époustouflant des progrès technologiques. Depuis la Confédération, les agriculteurs sont passés de la charrue tirée par des chevaux à des systèmes de positionnement GPS qui peuvent relier leurs tracteurs et moissonneuses-batteuses à des satellites, saisir des données massives pour cartographier les champs et cibler les intrants grâce à des systèmes d'agriculture de précision qui les aident à maximiser la production et à réduire leur empreinte écologique.

Bon nombre des innovations agricoles modernes sont le fruit de découvertes de scientifiques à Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), qui célèbre aussi 150 ans cette année, puisqu'il s'agit de l'un des premiers ministères fédéraux au pays. Au fil des décennies, la recherche menée à AAC a permis des découvertes importantes et novatrices qui ont transformé non seulement ce que l'on mange, mais aussi notre histoire. Le blé Marquis, une variété de blé précoce élaborée par des scientifiques canadiens au tournant du XIX^e siècle, a ouvert les Prairies à l'agriculture et à

l'immigration, faisant du Canada le « grenier du monde ».

Des scientifiques canadiens nous ont aussi apporté certains aliments que nous consommons, comme les baies surgelées, la pomme Salish, la pomme de terre Shepody — et le canola, l'emblématique culture dorée du Canada qui compte pour environ 20 milliards de dollars dans notre économie.

Aujourd'hui, les scientifiques agricoles aident les agriculteurs canadiens à réduire leur empreinte de carbone grâce à des variétés de cultures améliorées qui résistent à la sécheresse et aux ravageurs, grâce à la réduction du travail du sol pour capter le carbone dans le sol, et grâce à des techniques d'agriculture de précision pour mieux cibler l'irrigation et la fertilisation selon les besoins des cultures.

« L'avenir de notre industrie agricole et alimentaire est fort encourageant »

Nos activités scientifiques agricoles ont aussi des retombées mondiales et aident des agriculteurs dans le monde entier à relever des défis et à renforcer la sécurité alimentaire. Voici de récents exemples : les variétés d'avoine développées par le scientifique émérite, Vern Burrows, qui ont été adaptées aux sols secs et salins

en Chine; les grandes découvertes pour la lutte mondiale contre la souche Ug99 de la rouille de la tige du blé, une maladie potentiellement dévastatrice; ainsi que notre rôle de leadership dans le projet GEOGLAM du G20, où la collaboration entre les pays permet d'échanger des connaissances scientifiques et des données sur l'état des cultures mondiales, et contribue à stabiliser les marchés des produits de base au moyen de renseignements exacts et opportuns sur la production agricole.

L'innovation est aussi un facteur déterminant pour la croissance de nos exportations alimentaires et agricoles. En tant que nation commerçante, le Canada se classe au cinquième rang des pays exportateurs et au sixième rang des pays importateurs de produits alimentaires au monde, et nos exportations agroalimentaires atteignent de nouveaux records chaque année.

Les échanges commerciaux qui reposent sur la science sont essentiels pour nourrir de façon durable la population mondiale en croissance, tout en stimulant les revenus des agriculteurs dans le monde. C'est un message que je transmets sur la scène mondiale à toutes les occasions qui se présentent.

Le Canada s'efforce de renforcer les liens avec les partenaires clés, notamment avec l'Europe, par l'entremise de l'Accord économique et commercial global, et avec les États-Unis, notre principal partenaire commercial. L'Asie offre aussi un énorme potentiel commercial à nos agriculteurs et transformateurs d'aliments. Dans le cadre des efforts pour améliorer les relations et élargir le commerce dans la région de l'Asie-Pacifique, notre gouvernement fait la promotion de nos produits de renommée mondiale afin de créer des débouchés pour



LAWRENCE MACAULAY

Ministre de l'Agriculture
et de l'Agroalimentaire



Lawrence MacAulay est le député de Cardigan, circonscription de l'est de l'Île-du-Prince-Édouard, depuis le 21 novembre 1988, alors qu'il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes. Il a siégé au Conseil des ministres en tant que solliciteur général du Canada, ministre du Travail, secrétaire d'État aux Anciens Combattants et secrétaire d'État chargé de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Il a été nommé ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire le 4 novembre 2015.

les agriculteurs canadiens, et de favoriser la prospérité de notre classe moyenne.

L'avenir de l'industrie agricole et alimentaire au Canada est fort encourageant. La demande mondiale d'aliments devrait augmenter de 60 pour cent au cours des trois prochaines décennies — et les producteurs et les transformateurs canadiens sont bien placés pour répondre à la demande. Le président du Conseil consultatif en matière de croissance économique du Ministère des Finances, Dominic Barton, croit que les avantages concurrentiels du Canada en agriculture contribueront à mener le pays vers la prospérité au cours des prochaines décennies.

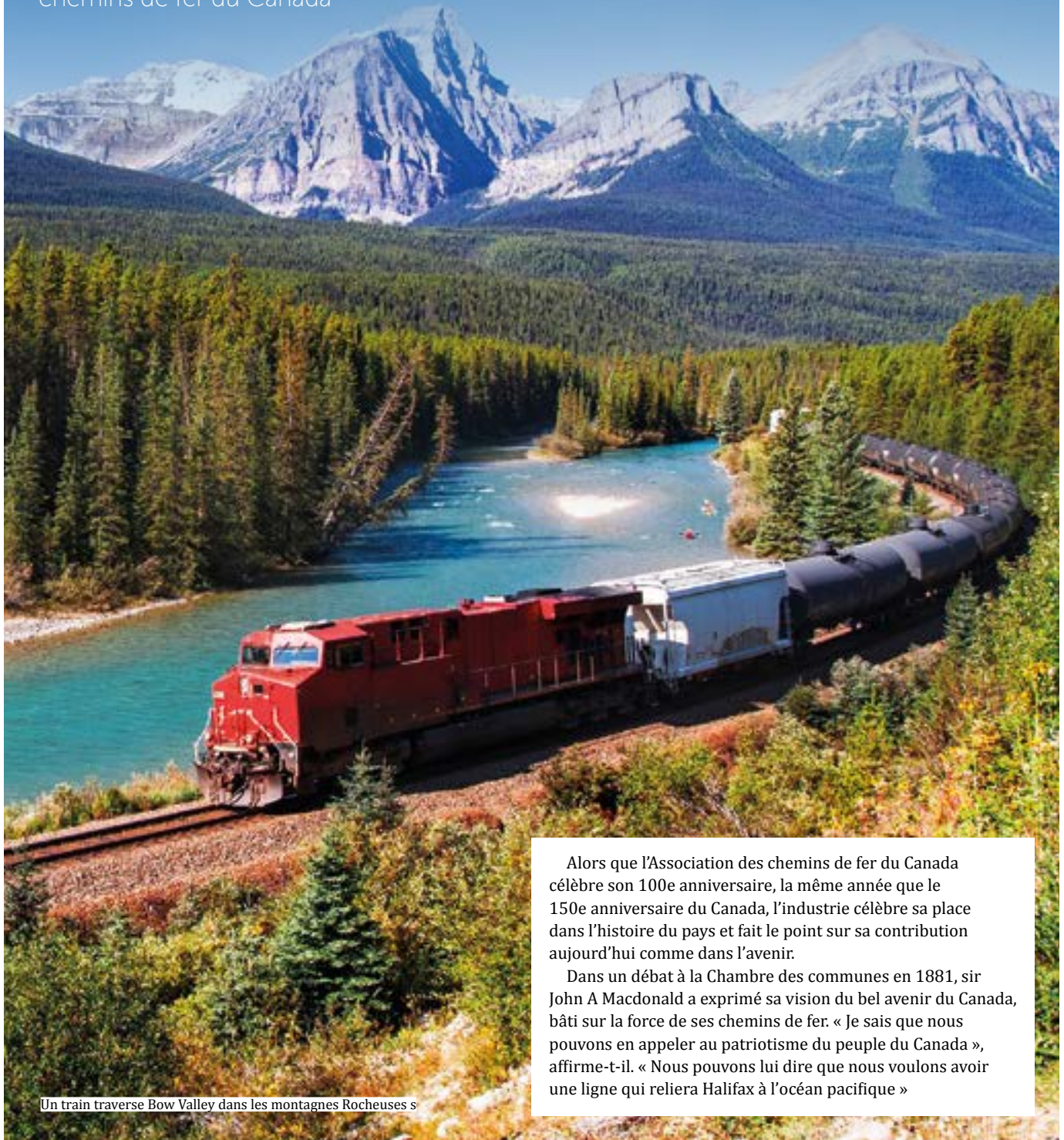
Pour aider les producteurs et transformateurs canadiens à saisir de nouveaux débouchés sur le marché mondial, nous travaillons à l'élaboration du prochain cadre stratégique pour l'agriculture qui remplacera le cadre actuel, *Cultivons l'avenir 2*. L'agriculture est une compétence partagée au Canada. En travaillant avec les provinces et territoires, le secteur agricole et tous les Canadiens, nous déterminerons et orienterons l'avenir de l'agriculture au Canada au moyen de programmes et d'initiatives visant à appuyer l'innovation dans le secteur, à favoriser une croissance économique durable et à créer des emplois.

Les ministres ont donné leur accord à la Déclaration de Calgary, afin de stimuler la croissance durable, l'innovation et la compétitivité du secteur, au moyen de mesures centrées sur le commerce, la science, la gestion des risques, l'environnement, la transformation alimentaire et la confiance du public.

Si, pour reprendre les célèbres paroles de Sir Wilfrid Laurier, le XXe siècle allait appartenir au Canada, je crois fermement que le XXIe siècle appartient à l'agriculture canadienne. ●

UNE GRANDE VOIE FERRÉE CANADIENNE

Son passé quant à l'ambitieux développement du réseau ferroviaire a grandement contribué à la présence dominante du Canada dans le commerce mondial, écrit **Michael Bourque**, président et directeur général de l'Association des chemins de fer du Canada



Un train traverse Bow Valley dans les montagnes Rocheuses s

Alors que l'Association des chemins de fer du Canada célèbre son 100e anniversaire, la même année que le 150e anniversaire du Canada, l'industrie célèbre sa place dans l'histoire du pays et fait le point sur sa contribution aujourd'hui comme dans l'avenir.

Dans un débat à la Chambre des communes en 1881, sir John A Macdonald a exprimé sa vision du bel avenir du Canada, bâti sur la force de ses chemins de fer. « Je sais que nous pouvons en appeler au patriotisme du peuple du Canada », affirme-t-il. « Nous pouvons lui dire que nous voulons avoir une ligne qui reliera Halifax à l'océan pacifique »

Au moyen d'« une grande voie ferrée canadienne », transportant autant de personnes que possible au nord de la frontière avec les États-Unis, le Canada augmenterait la richesse et la population des villes, dont Montréal, Québec, Toronto, Halifax et St. John's. Il reconnaît les défis et les dépenses énormes de la construction sur le Bouclier canadien et à travers les Rocheuses, la chaîne de Selkirk et la chaîne côtière, mais il souhaite « relier les grandes provinces composant la Confédération canadienne, d'un océan à l'autre, à l'aide d'une immense chaîne de fer qui ne peut être et ne sera jamais rompue ».

Il est incroyable de repenser à ses observations et sa prévoyance. Il comprenait que les avantages économiques aux terres à proximité du chemin de fer, la « section des prairies » par exemple, l'emporteraient de loin sur le prix de 25 millions de dollars pour construire le chemin de fer d'un océan à l'autre.

Compte tenu du succès du secteur agricole du Canada, on ne peut qu'imaginer ce que penseraient nos ancêtres de notre succès dans le commerce mondial. Que penseraient-ils des chemins de fer canadiens qui transportent le charbon de Wyoming et la potasse de la Saskatchewan aux marchés mondiaux? Que penseraient-ils du service intermodal et des biens voyageant à bord de navires de l'Asie à Vancouver et à Prince Rupert, et ensuite sur les voies ferrées canadiennes exploitées aux États-Unis vers Chicago et La Nouvelle-Orléans?

De nos jours, l'industrie ferroviaire du Canada est la pierre angulaire d'une chaîne d'approvisionnement intégrée avancée propice à la compétitivité à l'échelle mondiale. Près de 70 pour cent de tous les transports interurbains de marchandises et la moitié des exportations du Canada sont transportés par rail, aux tarifs-marchandises les plus faibles du monde. Les compagnies de chemin de fer de marchandises servent plus de 10 000 clients et transportent plus de 280 milliards de dollars en biens par année. Près de deux tiers de notre circulation traverse une frontière ou se rend à un port.

La contribution du chemin de fer au développement du Canada est appuyée par deux piliers fondamentaux ancrés dans l'histoire du chemin de fer de notre pays.

Le premier pilier concerne notre bilan en matière de sécurité. Nous sommes sécuritaires, en partie, à cause du régime solide de réglementation, de conformité et d'application du Canada. Le taux d'accidents du service marchandises du Canada, une mesure de la sécurité par rapport à la charge de travail, par exemple, est de moins de 1,5 accident par milliards de kilomètres-tonne brute. La sécurité ferroviaire est notre priorité et nous nous efforçons continuellement de n'avoir aucun accident.

Le deuxième pilier concerne l'amour des Canadiens envers le chemin de fer, comme en témoigne le transport de près de 82 millions de passagers en 2015, ainsi que les nouveaux chemins de fer de banlieue que l'on construit à Montréal, à Ottawa et à Toronto. Le plan ambitieux de Via Rail concernant un service ferroviaire voyageur interurbain à forte fréquence développera davantage la passion des Canadiens pour les déplacements en train.

En 1885, Donald Smith a enfoncé le dernier crampon dans le chemin de fer qui relierait les centres peuplés de l'Est à l'Ouest peu peuplé du Canada. De nos jours, les chemins de fer du Canada sont en exploitation 24 heures sur 24, 365 jours par année, menant à la prochaine hausse pour la sécurité, la durabilité et la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement dans le commerce mondial.

Si sir John A Macdonald était toujours vivant aujourd'hui pour célébrer le 150e anniversaire du Canada, il verrait la réalisation de sa vision, peut-être en prenant le train en provenance ou en direction de sa ville natale de Kingston, en Ontario. ●



Sir John A Macdonald



MICHAEL BOURQUE

Président et directeur général de l'Association des chemins de fer du Canada

Michael Bourque est le président et le directeur général de l'Association des chemins de fer du Canada (ACFC), un poste qu'il occupe depuis 2012. L'Association constitue la voix de l'industrie ferroviaire, représentant les compagnies de chemin de fer de classe 1 du Canada, le CN et le CP, ainsi que plus de 50 exploitants ferroviaires régionaux, locaux, de banlieue et touristique. L'ACFC compte également plus de 80 membres associés qui sont des fournisseurs et des partenaires de ses membres. Michael Bourque est le président de la table ronde sur le transport, représentant les intérêts du transport canadien et un membre du conseil d'administration de l'Opération Gareautrain.



PROFITER AU MAXIMUM DES ESPRITS, DES MONTAGNES ET DES MINES

Les ressources abondantes du Canada incluent la puissance intellectuelle et l'innovation aux côtés de ses caractéristiques paysagères bien connues, écrit l'honorable **Jim Carr**, ministre des Ressources naturelles

Les visiteurs à qui on demande leur impression du Canada évoquent souvent les ressources naturelles, les vastes forêts, les rivières tumultueuses et les montagnes imposantes. Si on les presse un peu plus, ils parlent de nos richesses minières et de nos immenses réserves énergétiques. Cela est certes vrai, mais un tantinet réducteur.

Depuis 150 ans, la réussite du Canada repose non seulement sur ses ressources naturelles, mais également sur la débrouillardise de ses habitants, un mariage unique de potentiel et d'inventivité.

En ce 150^e anniversaire de la Confédération, le Canada, à l'instar du monde entier, se trouve à un tournant. Il a amorcé une transition généralisée depuis les énergies traditionnelles vers des énergies renouvelables. Pour un pays qui dispose d'autant de ressources, cela donne lieu à des défis tout en ouvrant de nouvelles avenues.

Et il ne faut pas se surprendre si les Canadiens et les Canadiennes se montrent à la hauteur des circonstances et appliquent certaines des idées les plus avant-gardistes à nos industries les plus traditionnelles. À titre de ministre des Ressources naturelles, j'ai le privilège de voir cette ingéniosité à l'œuvre jour après jour.

Notre industrie forestière est un chef de file mondial de la durabilité parce qu'elle conçoit des technologies propres, produit de l'énergie verte et réduit sa consommation d'eau, ses émissions et ses déchets.

Grâce à de nouvelles techniques d'extraction et de transformation, nos industries énergétiques diminuent leur empreinte écologique. Les sables bitumineux demeurent un terreau très fertile en innovations. En effet, les principaux producteurs du secteur partagent volontairement leurs droits exclusifs sur des percées technologiques afin d'améliorer leur performance environnementale.

Nos sociétés minières mettent au point de nouvelles technologies qui réduisent leur impact sur l'environnement. L'Initiative Mines vertes ouvre la voie à une production accrue, à une réduction des déchets et à une utilisation plus rationnelle de l'eau.

Nous améliorons la durabilité de nos industries traditionnelles d'exploitation des ressources tout en nous lançant dans l'aventure des technologies propres.

Une entreprise ontarienne figure désormais parmi les plus importants fabricants de modules photovoltaïques du monde. Une entreprise du Québec a réussi à convertir des déchets municipaux en carburants propres et en produits chimiques renouvelables. En Colombie-Britannique, on réalise actuellement le plus vaste projet d'énergie solaire de l'Ouest canadien dans ce qui était l'une des plus grandes mines de plomb et de zinc du monde.

Alors que le Canada s'engage dans un long parcours d'importance historique qui le mènera des combustibles fossiles aux combustibles renouvelables, il est primordial que les gouvernements jouent leur rôle en éliminant les embûches qui se dressent sur le chemin.

Le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires ont élaboré le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques — un plan pour établir le cours du carbone, réduire les émissions, favoriser l'innovation, aider les populations à s'adapter aux changements climatiques et créer des emplois de qualité d'un bout à l'autre du pays.

Le passage aux énergies renouvelables ne se fera pas du jour au lendemain. Dans un avenir prévisible, les économies émergentes de la planète se tourneront vers les combustibles fossiles pour assouvir leurs besoins énergétiques grandissants. Pour le Canada, cela se traduira en pratique par la nécessité d'aménager des



**JAMES
GORDON CARR**
Ministre des
Ressources naturelles

L'honorable James Carr a été élu pour représenter Fort Rouge à l'Assemblée législative du Manitoba. Il a également été chef adjoint de son Parti. Par la suite, Carr a été le président-directeur général fondateur du Business Council of Manitoba. Un bénévole actif, il était le vice-président fondateur du Winnipeg Poverty Reduction Council et un ancien membre du conseil d'administration du Winnipeg Symphony Orchestra, de la Canada West Foundation et du Arthur V. Mauro Centre for Peace and Justice à l'Université du Manitoba. Il a été élu député de Winnipeg-Centre-Sud le 19 octobre 2015 et nommé Ministre des Ressources naturelles le 4 novembre 2015.

infrastructures, dont des pipelines, pour acheminer une partie de nos ressources énergétiques jusqu'aux marchés internationaux.

De tels projets sont envisageables à condition que les communautés autochtones puissent y jouer un rôle significatif. Nous devons nous inspirer de leur lien unique à la terre et de leur sens des responsabilités, tant envers ceux qui nous ont précédés qu'envers ceux qui nous succéderont.

“

*Les Canadiens
ont créé un pays
inclusif, un pays
de possibilités et
de prospérité”*

La transition vers les énergies renouvelables sera certes longue, mais la voie est clairement tracée; c'est pourquoi il est également important d'investir dans les énergies propres de demain. Le Canada consent ces investissements, notamment en étant l'un des membres fondateurs de Mission innovation, partenariat mondial de 22 pays et de l'Union européenne voué à doubler les investissements nationaux dans des énergies propres et des solutions technologiques transformatrices.



Depuis un siècle et demi, le Canada démontre tout ce que permet d'accomplir l'abondance des ressources naturelles conjuguée à la débrouillardise obstinée d'une population. Malgré les défis colossaux et la rigueur des éléments, nous avons su créer un pays inclusif, un pays de possibilités et de prospérité.

Les 150 prochaines années sont on ne peut plus prometteuses! ●

An aerial photograph of a large dam and reservoir in a forested valley. The reservoir is a large body of water, and the dam is a long concrete structure with several spillways. The surrounding landscape is lush green with dense forests and rolling hills. The sky is blue with some light clouds.

RioTinto

Rio Tinto célèbre le 150^e anniversaire du Canada.

Nous sommes profondément enracinés au Canada et nous sommes fiers d'être la plus grande société minière et métallurgique au pays.

Forts de notre envergure, de notre gestion durable des ressources naturelles et de nos milliers d'employés, nous nous engageons à créer de la valeur de manière responsable au Canada, aujourd'hui et à long terme.

riotinto.com

Groupe de recherche sur le G20

Le groupe de recherche sur le G20 est un réseau mondial d'universitaires, d'étudiants et de professionnels dans le milieu universitaire, le milieu de la recherche, le monde des affaires, les organismes non gouvernementaux et d'autres communautés qui suivent le travail des chefs du G20, des ministres des finances, des gouverneurs des banques centrales et des autres institutions du G20. Il est dirigé à partir du Collège Trinity, l'École Munk des affaires internationales et le département de science politique à l'Université de Toronto, qui accueillent également le groupe de recherche sur le G7 et le groupe de recherche des pays BRICS.

Notre mission est de servir de principale source d'information et d'analyse indépendante du monde sur le G20. En tant qu'universitaires, nous décrivons, expliquons et interprétons avec précision ce que font le G20 et ses membres. En tant qu'enseignants et éducateurs, nous présentons à la communauté mondiale et aux gouvernements du G20 les résultats de notre recherche et l'information sur le G20. En tant que citoyens, nous favorisons la transparence et la responsabilité dans la gouvernance du G20, grâce à des évaluations de la conformité des membres du G20 aux engagements du sommet et de la relation entre la société civile et les gouverneurs du G20. Enfin, en tant que professionnels, nous offrons des conseils en matière de politiques fondés sur des preuves au sujet de la gouvernance du G20, mais nous ne défendons pas les intérêts du G20 ou des enjeux qu'il pourrait aborder.

Cahiers documentaires et livres numériques En collaboration avec Newsdesk Media au Royaume-Uni, le groupe de recherche sur le G20 publie, pour chaque sommet, un « cahier documentaire » offert gratuitement, sur papier et en ligne, qui décrit les points de vue des chefs et des intervenants clés, et qui offre une analyse réalisée par les principaux experts mondiaux. Il travaille également avec Newsdesk Media afin de produire des analyses et des livres numériques gratuits affichés sur le site Web G7G20.com.

Contrôle de conformité Pour chaque sommet, le groupe de recherche sur le G20, travaillant avec l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie (ARENSP), évalue la conformité de chaque membre du G20 aux engagements prioritaires du sommet précédent. Des contrôles de conformité cumulatifs sont compilés sur les enjeux clés.

Conférences préalables au sommet Avec un partenaire local du pays accueillant le sommet et un groupe central de partenaires internationaux, le groupe de recherche sur le G20 organise une conférence avant chaque sommet qui analyse le travail institutionnel du G20, ainsi que les enjeux, les plans et les perspectives du sommet.

Équipe de terrain Le groupe de recherche sur le G20 envoie une équipe de terrain à chaque sommet et certaines réunions ministérielles afin d'aider les médias du monde, de publier ses propres rapports et analyses, de permettre aux étudiants d'être témoin de près des politiques mondiales au plus haut niveau, et de recueillir les documents et les objets particuliers au sommet afin de les déposer dans les archives sur le G20 de la bibliothèque John Graham du Collège Trinity et en ligne sur le site Web du Centre d'information sur le G20.

Centre d'information sur le G20 @ www.g20.utoronto.ca Le Centre d'information sur le G20 est une collection complète permanente de documents offerts gratuitement en ligne. Il complète le Centre d'information sur le G7, qui abrite les archives publiques sur le G20, le G7 et le G8, ainsi que le Centre d'information des pays BRICS et le site Web G7G20.com de Newsdesk Media.

Série de conférenciers Le groupe de recherche sur le G20 accueille parfois des conférenciers dans ses efforts pour sensibiliser les universitaires et le public au sujet des enjeux et du travail du G20. Parmi les anciens conférenciers, on retrouve des cadres supérieurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, des universitaires et des décideurs du Mexique, de la Turquie, de la Chine, de l'Australie, du Brésil, de l'Italie et d'ailleurs.

Recherche Le groupe de recherche sur le G20 effectue des recherches sur les causes du rendement du sommet et du système, et la relation du G20 avec le G7/8, les pays BRICS, les Nations Unies et autres institutions multilatérales officielles.

Les publications (offertes en anglais) incluent :

- *China's G20 Leadership*, John Kirton (Routledge)
- *The Global Governance of Climate Change: G7, G20 and UN Leadership*, John Kirton et Ella Kokotsis (Routledge)
- *Mobilising Climate Finance*, John Kirton (Newsdesk Media)
- *G20 Governance for a Globalized World*, John Kirton (Routledge) (aussi en chinois)
- *The G20: Evolution, Interrelationships, Documentation*, Peter I. Hajnal (Routledge)

Groupe de recherche sur le G20

Munk School of Global Affairs, 1, place Devonshire, pièce 209N, Toronto (Ontario) M5S 3K7 Canada

Téléphone: 1-416-946-8953 • Courriel: g20@utoronto.ca • Twitter: @g20rg

www.g20.utoronto.ca

TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES

En investissant dans des infrastructures vertes et un nouveau plan de transport, le Canada ouvre la voie à un secteur durable en matière de transports et d'infrastructures. Fort de brillantes innovations en matière de recharge de véhicules électriques et de carburants à faibles émissions, stimulé par la science et la technologie du Canada et un couloir maritime de classe mondiale, le Canada culmine en tête de liste des pays novateurs. Le commerce international dans le secteur des transports au Canada a dépassé 1 milliard de dollars en 2015, de sorte que la circulation harmonieuse des marchandises entre les frontières est une priorité essentielle. En effet, le Canada est un fier pionnier, qui stimule la croissance économique tout en assurant l'intégrité environnementale au bénéfice de tous les Canadiens.



4,3%

La proportion du PIB
canadien issu des industries
du transport et de
l'entreposage en 2015

680

milliards
de dollars revenus générés par les
transactions commerciales entre le
Canada et les États-Unis en 2015



138,2

millions
de tonnes du fret traitées par le port
de Vancouver en 2015



LES PONTS VERS L'AVENIR

La vague actuelle de projets ambitieux de développement de la construction et du transport vise à poursuivre le vénérable héritage du Canada dans les infrastructures transformatrices pour les 150 prochaines années, écrit l'honorable **Amarjeet Sohi**, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

“*Le gouvernement du Canada est fier de réaliser des investissements transformatrices dans nos collectivités*”

Au cours des 150 dernières années, notre pays a réalisé d'importants investissements dans les infrastructures du Canada. Les chemins de fer nationaux et la route transcanadienne nous ont rapprochés et ont fait de nous une nation.

Nous poursuivons la construction et la réfection des infrastructures et nous trouvons de nouvelles idées novatrices pour relever les défis sociaux, environnementaux et relatifs à la mobilité urbaine, tandis que nos villes s'agrandissent et deviennent plus diversifiées. Ces travaux importants sont réalisés dans des collectivités partout au Canada.

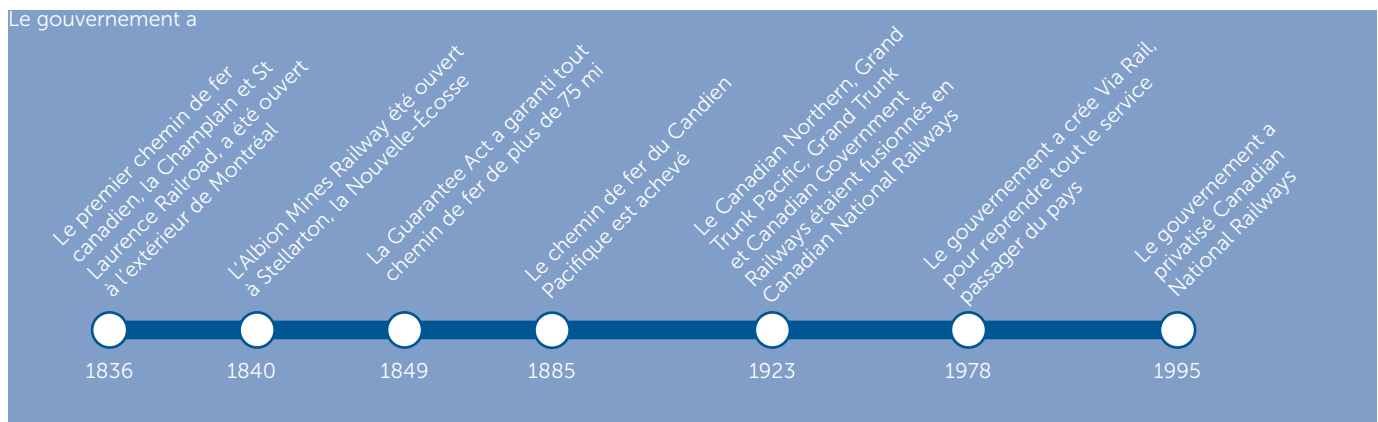
Le gouvernement du Canada est fier de réaliser des investissements transformatrices dans nos collectivités, dans notre formidable pays et dans notre avenir.

Dans le cadre du plan d'infrastructure à long terme Investir dans le Canada, le gouvernement du Canada va plus que doubler ses investissements dans les infrastructures. Nous investissons plus de 180 milliards de dollars sur 12 ans pour appuyer le transport en commun, les infrastructures vertes et sociales, le commerce et les transports, et les collectivités rurales et nordiques.

Nous souhaitons mettre en œuvre de nouvelles initiatives ambitieuses : le Défi des villes intelligentes, qui vise à trouver de nouvelles idées novatrices en matière d'urbanisme; et la Banque de l'infrastructure du Canada, qui aidera nos partenaires à entreprendre des projets d'infrastructure transformatrices.

Nos travaux vont bon train dans le cadre de deux projets visant des ponts importants : le nouveau pont Champlain à Montréal, qui devrait être ouvert aux véhicules en décembre 2018, et le pont international Gordie-Howe, qui constitue le projet d'infrastructure binational le plus vaste et le plus ambitieux entre le Canada et les États-Unis, et qui a été nommé « projet d'ingénierie de l'année » par CG/LA Infrastructure.

Ces investissements et ces initiatives nous aident à renforcer nos collectivités, qui sont les bases de notre société, en y intégrant des valeurs d'inclusivité et de diversité.



AMARJEET SOHI
Ministre de
l'Infrastructure et des
Collectivités



L'honorable Amarjeet Sohi est député d'Edmonton Mill Woods et ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Avant d'être élu au Parlement, il a siégé pendant trois mandats au conseil municipal d'Edmonton. Déterminé à améliorer les infrastructures et la qualité de vie à Edmonton, il a représenté la ville à l'Association canadienne du transport urbain et à l'Alberta Urban Municipalities Association et a dirigé les initiatives du conseil municipal relatives à l'immigration, au multiculturalisme et à un Edmonton sans racisme. Il a été élu le 19 octobre 2015 et a été nommé ministre le 4 novembre 2015.

Demandez à ceux pour qui le Canada est une terre d'accueil, et ils vous diront que nos infrastructures publiques les ont aidés à réaliser leur plein potentiel.

Je le sais par expérience personnelle.

J'ai quitté l'Inde pour venir vivre à Edmonton quand j'étais adolescent, en 1981. C'était une période difficile. Je ne parlais presque pas anglais. Tout était nouveau pour moi : nouveau pays, nouveau climat et nouvelle langue.

Ce sont des endroits comme la bibliothèque publique qui m'ont aidé à traverser cette période d'adaptation : la bibliothèque était un endroit confortable et accueillant où je pouvais lire et en apprendre davantage sur mon nouveau pays. J'aimais également fréquenter les centres communautaires, où je me suis fait des amis et où j'ai rencontré d'autres nouveaux arrivants. Enfin, ce sont les autobus de la ville qui m'ont permis d'aller suivre des cours d'anglais, de visiter la bibliothèque et de me rendre au travail.

Chacun de ces endroits m'a ouvert tout un monde de possibilités. Et pas seulement pour moi, mais pour toute personne qui a eu à déménager d'une ville à un autre, ou d'un autre pays vers le Canada, et pour les gens de toutes les collectivités du Canada.

Les infrastructures sont bien plus que les routes, les ponts, les transports en commun, l'eau et les égouts.

Les infrastructures concernent avant tout les gens. Les infrastructures sont le lien entre les gens et leur collectivité, et elles permettent à ceux-ci d'y jouer un rôle actif, tant sur le plan social qu'économique.

Les infrastructures visent à s'assurer que chacun dispose d'un foyer abordable. Elles visent aussi à offrir aux enfants des services de garde sécuritaires et accueillants, des installations offrant confort et dignité aux personnes âgées, et des refuges pour les femmes victimes de violence conjugale. Les infrastructures visent à offrir des installations récréatives et culturelles où les jeunes, les aînés, les familles et les nouveaux Canadiens peuvent se rassembler, apprendre, jouer et grandir. ●



Le pont Champlain de Montréal sur le fleuve Saint-Laurent

TRANSPORTS DE L'ESPRIT

Alors que le Canada célèbre le 150^e anniversaire de la Confédération, un plan de transport audacieux et de grande envergure aidera à établir la croissance et la prospérité du pays, écrit l'honorable **Marc Garneau**, ministre des Transports



Un avion d'Air Canada prend son envol
De l'aéroport international de Vancouver

Cette année, nous célébrons le 150^e anniversaire de la Confédération canadienne. C'est un moment idéal pour faire le point sur nos réalisations partout au pays.

Même si j'admets que mon point de vue n'est pas tout à fait impartial, selon moi, les réalisations dans le domaine des transports se démarquent des autres.

Nos besoins en transport ont motivé certaines réalisations qui nous définissent aujourd'hui comme Canadiens. Dès le XIX^e siècle, la création du Chemin de fer Canadien Pacifique consolide le pays. Il permet aux gens de franchir les distances qui les séparaient et facilite l'intégration des provinces dans la Confédération.

Au XX^e siècle, l'avènement de l'automobile nous pousse à créer la route Transcanadienne. Dans les années 50, la construction de la Voie maritime du Saint Laurent est un autre projet national d'envergure. Les navires océaniques à fort tirant d'eau peuvent désormais atteindre les Grands Lacs depuis Montréal, et rejoindre le cœur du continent.

Le 150^e anniversaire, c'est aussi l'occasion de tourner notre pays vers l'avenir, ce que fait déjà notre gouvernement.

L'an dernier, nous avons consulté tout un éventail d'intervenants du réseau de transport et le grand public.

Les thèmes au programme :

- le voyageur;
- le renforcement de la sécurité des transports;
- le transport écologique et innovateur;
- les voies navigables, les côtes et le Nord;
- des corridors de commerce aux marchés mondiaux.

C'est ainsi que Transports 2030 est né. Cette stratégie intégrée pour les voyageurs canadiens vise un réseau de transport sécuritaire et innovateur favorisant le commerce, la croissance économique et un environnement sain.

Cette stratégie orientera notre travail pour préparer le réseau de transport aux défis de l'avenir.

Le lancement de ce plan stratégique marque un nouveau départ. Depuis, nous avons mis en œuvre les mesures que nous avons déjà annoncées et en avons défini de nouvelles, en étroite collaboration avec les autres ordres de gouvernement, le secteur privé et nos partenaires autochtones.

La sécurité des Canadiens dans tous les modes de transport est une priorité absolue.

Nous y travaillons sans relâche, mais il y a encore à faire. De nouveaux risques guettent toujours notre réseau de transport, et nous devons rester vigilants pour protéger nos citoyens.

Pour la prospérité économique du pays, il faut que les produits, les services et les citoyens canadiens aient accès aux marchés clés. Il est donc primordial que le Canada dispose de portes de commerce sophistiquées à infrastructure et logistique intégrées.

À cette fin, dans le cadre du plan Transports 2030, le gouvernement du Canada versera 10,1 milliards de dollars en 11 ans dans des projets de commerce et d'infrastructure de transport qui aideront à acheminer les produits vers les marchés et à stimuler l'économie canadienne.

Des pays de partout dans le monde se tournent actuellement vers les toutes dernières technologies pour créer des routes, des voitures, voire des villes « intelligentes ».

Pour rester concurrentiel, le Canada doit absolument continuer d'innover.

Notons toutefois que les intérêts économiques et la croissance doivent aller de pair avec la protection de l'environnement.

L'an dernier, le Canada a signé l'Accord

MARC GARNEAU
Ministre des Transports



Marc Garneau a commencé son service au Canada en tant qu'ingénieur de systèmes de combat dans la Marine. En 1986, il a été promu Capitaine jusqu'à sa retraite de la Marine en 1989. Il est le premier astronaute canadien à aller dans l'espace, en octobre 1984, et il devint plus tard le président de l'Agence spatiale canadienne. En octobre 2008, il a été élu à la Chambre des communes comme député pour la circonscription de Westmount-Ville-Marie, a été réélu en mai 2011 et a été élu pour la troisième fois en 2015 dans la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce-Westmount. Le 4 novembre 2015, il a été nommé ministre des Transports.

de Paris. En ce moment historique, les états membres des Nations Unies se sont entendus pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

À l'heure actuelle, le secteur des transports produit près du quart de la pollution atmosphérique au Canada, dont 80 pour cent provient des voitures et des camions.

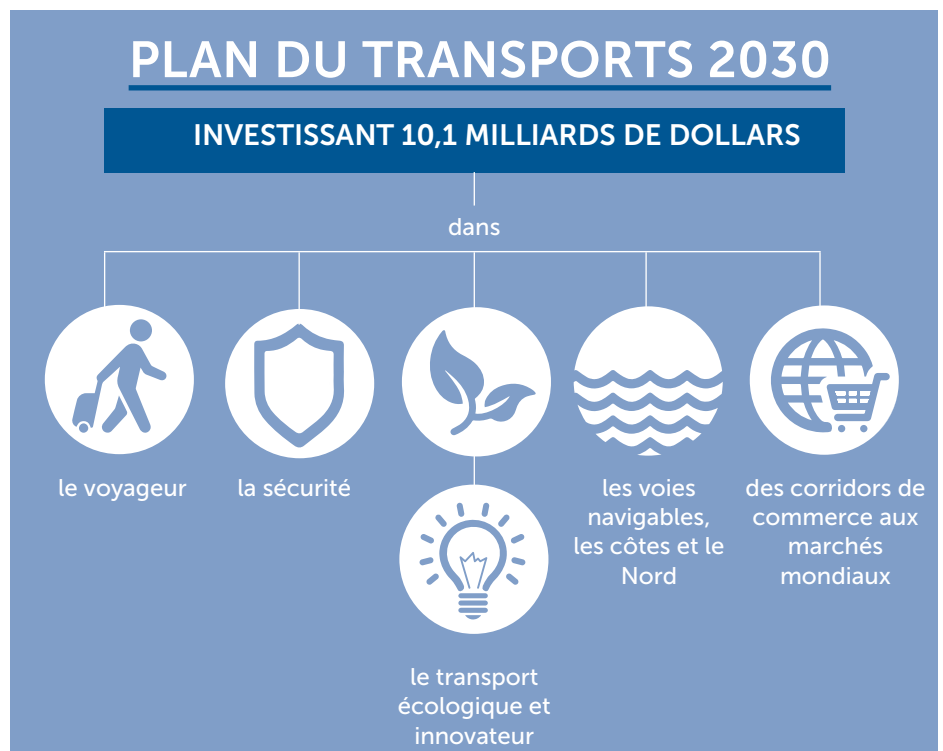
L'avenir du transport routier appartient aux véhicules électriques ou à carburants non polluants comme l'hydrogène. Dans cette optique, le gouvernement du Canada favorisera le développement et l'utilisation des nouvelles technologies pour réduire les émissions.

L'an dernier, le gouvernement a aussi annoncé le Plan de protection des océans. Il s'agit d'une initiative clé de 1,5 milliard de dollars qui dotera le Canada d'un système de protection et de préparatifs d'urgence parmi les meilleurs au monde.

Le Plan de protection des océans marque le début de la transformation d'une composante importante de notre réseau de transport.

Les Canadiens ont accompli de grandes choses en 150 ans. Avec le plan de notre gouvernement, nous bâtirons un réseau de transport au service des Canadiens pour encore longtemps. ●

“*L'avenir du transport routier appartient aux véhicules électriques ou à carburants non polluants comme l'hydrogène*”



LE CANADA MÈNE LE MONDE EN MATIÈRE DE GESTION DES TRANSPORTS

Être un pionnier du transport intelligent a placé le Canada à l'avant-plan de la technologie de régulation du trafic, écrit **Chris Philp**, président-directeur général de la Société des systèmes de transport intelligents du Canada.

Les systèmes de transport intelligents (STI) appliquent des technologies au réseau de transport afin d'améliorer la sécurité et l'efficacité. Les STI existent depuis l'arrivée des premiers feux de circulation, mais sont seulement connus comme des STI au cours des 30 dernières années.

Le Canada peut se vanter d'être un des pionniers des STI. À la fin des années 1950, la Ville de Toronto a commencé à se servir du premier système informatisé de contrôle des feux de circulation du monde. Il pouvait synchroniser les feux de circulation et, par conséquent, faire passer la circulation de façon plus efficace. De nos jours, ces systèmes sont communs dans de nombreux centres urbains autour du monde.

Et les Canadiens ont continué à contribuer aux STI partout dans le monde. La mise au point d'un système de gestion de la circulation autoroutière (SGCA) pour le ministère des Transports de l'Ontario au cours des années 1980 et 1990 constitue un autre exemple d'innovation et d'ingéniosité canadiennes. D'autres organismes partout dans le monde ont acheté ce système et ont fait appel à l'expertise canadienne pour l'installer. Le résultat a été le contrôle de la circulation sur les autoroutes et la capacité de réagir aux incidents plus efficacement. Le SGCA était un autre excellent exemple du respect accordé par la communauté internationale au Canada.

Les STI sont maintenant envisagés à toutes les étapes de la



CHRIS PHILP
Président-directeur
général de la Société
des systèmes de
transport intelligents
du Canada



Chris Philp a été nommé président-directeur général de la Société des systèmes de transport intelligents du Canada le 1er septembre 2016. En tant que cadre supérieur de CIMA+, il joue un rôle actif dans les systèmes de transport intelligents (STI) et dans STI Canada depuis plus de 25 ans.



La circulation d'été à Toronto

planification et de la conception de la mise à niveau de notre infrastructure. Il existe des STI pour gérer la circulation sur les ponts, dans les tunnels, aux ports, aux aéroports et sur les autoroutes. Les STI s'appliquent à tous les modes de transport de surface.

Le Canada est très bien placé pour montrer la voie en matière de STI à l'avenir. Nous avons des établissements de recherche très actifs partout au pays participant au développement de véhicules autonomes et connectés (véhicules qui communiquent entre eux et avec les appareils de contrôle de la circulation le long de la route). De nombreuses compagnies reconnues et

fondées sur l'innovation qui offrent de nouvelles façons de recueillir de l'information et de la transmettre aux conducteurs ont leur siège social au Canada. Nous avons un réseau solide d'experts-conseils et tous les niveaux de gouvernement continuent d'intégrer les STI dans leurs programmes opérationnels.

L'industrie des STI est desservie par un organisme sans but lucratif appelé STI Canada.

STI Canada compte plus de 700 membres individuels du monde universitaire, du secteur manufacturier, du secteur du conseil et du secteur public. Notre objectif est de créer un forum favorisant l'échange continu d'idées et d'information, et de défendre les intérêts de l'industrie des STI au Canada.

Cette année est particulièrement spéciale pour STI

Canada. Notre organisme célèbre maintenant son 20e anniversaire et continue de croître. Nous sommes fiers de nos nombreuses réalisations et du respect que nous recevons des autres sociétés autour du monde. Nous avons signé des accords de coopération bilatéraux avec bon nombre d'entre elles, notamment la Malaisie, Hong Kong, la France, l'Irlande, l'Australie, l'Inde, les Pays-Bas et les États-Unis. Nos accords avec ces autres organismes de STI font en sorte qu'il est possible d'informer le monde de l'expertise en STI du Canada.

Chaque année, STI Canada organise plusieurs missions commerciales. Des entreprises canadiennes voyagent ensemble afin de faire connaître leurs entreprises. Cette année, nos missions seront en Asie et en Europe, et nous recevrons des délégations des quatre coins du monde.

De plus, le Canada tiendra le Congrès mondial sur les STI cette année. Cet événement spécial n'est tenu au Canada qu'une fois par génération. Nous accueillerons le monde à Montréal du 29 octobre au 2 novembre et présenterons l'industrie des STI forte et dynamique au Canada. Ce congrès important donnera une certaine visibilité à la société, à la fois à l'échelle nationale et internationale, ainsi qu'aux membres et aux autres participants canadiens. Ce sera une occasion en or pour nos membres de commercialiser leurs produits et services liés aux STI, de se livrer à des activités commerciales et d'établir des partenariats internationaux.

Le 150e anniversaire du Canada est l'occasion idéale pour nous d'être fier, non seulement de notre beau et grand pays, mais également de toutes les choses formidables que nous, en tant que Canadiens, avons faites pour être un chef de file dans le monde. ●

“**Notre objectif est de créer un forum favorisant l'échange continu d'idées**”

LES TRANSPORTS PERMETTENT DE BÂTIR UN PAYS

Le terrain massif du Canada et le paysage diversifié ont présenté d'importants défis d'ingénierie qui méritent une importance particulière dans les livres d'histoire de la nation, écrit **Sarah Wells**, directrice générale, l'Association des transports du Canada

“*Les transports ont joué un rôle essentiel dans le développement historique du Canada*”

Bâtir le pays d'un bout à l'autre n'a pas été un mince exploit pour les fondateurs du Canada. L'immense étendue du pays signifiait que les transports étaient essentiels pour accéder à des régions éloignées, définir les frontières du pays et relier les gens et les marchés. Les cours d'eau, naturels et artificiels, ont permis aux peuples autochtones de se déplacer et aux colons d'explorer le territoire. À l'époque, la colonisation suivait la construction des chemins de fer. Les routes ont ensuite élargi l'accès à plus de territoires. À terme, le transport aérien a donné accès aux régions les plus éloignées aux personnes qui souhaitent les visiter, y vivre ou y faire des affaires. Les transports ont joué un rôle essentiel dans le développement historique du Canada et ils sont toujours importants aujourd'hui et pour notre avenir.

Le Canada a toujours eu la chance de pouvoir compter sur la détermination et l'ingéniosité de ses habitants pour surmonter les difficultés rencontrées en cours de route pendant l'établissement d'un réseau de transport qui appuie notre bien-être économique et social.

La construction du réseau ferroviaire transcontinental occupe à juste titre une place dans les annales de l'édification de notre pays. L'ingénieur Sandford Fleming a dirigé des équipes d'arpenteurs pour tracer des routes de rechange, sur de très grandes distances et un relief accidenté, pour le chemin de fer. Le Chemin de fer Canadien Pacifique Limité a



Vue de l'autoroute transcanadienne en construction dans la vallée du Fraser, Colombie-Britannique, 1958

été formé lorsque la Grand Trunk Railway Corporation de Grande-Bretagne a refusé de construire le chemin de fer, une entreprise non moins difficile. En 1881, les travaux de construction sont en cours et les derniers rails de la ligne transcontinentale sont posés en 1885, réalisant le rêve de relier le Canada d'est en ouest.

La construction des routes dans l'ensemble du Canada a également marqué une étape importante pour notre pays en développement. Au milieu

des années 1900, on a élaboré des plans en vue de construire la Transcanadienne; l'objectif était de relier toutes les provinces par une route pavée pour le centenaire du pays en 1967. Lorsque la Transcanadienne originale a été achevée en 1971, elle s'étendait sur 7 821 kilomètres entre St. John's sur la côte Est et Nanaimo sur la côte Ouest, et à l'époque, il s'agissait de la plus longue autoroute continue au monde.

On a rencontré et surmonté des difficultés immenses pendant la construction de la Transcanadienne. Dans les zones de muskeg et argileuses, on a dû faire venir des millions de tonnes de roches et de terre pour construire des routes là où il était pratiquement impossible de marcher. Travailler dans des régions qui reçoivent de grandes quantités de neige – dans certains cas, plus de 8 mètres chaque année – posait



et pose toujours un défi sur le plan de l'entretien et la construction. Dans les régions montagneuses du Canada, la recherche et l'innovation ont permis de mettre au point des systèmes de prévision du risque d'avalanche et de protection contre les avalanches pour s'assurer que les routes demeurent ouvertes pour les travailleurs et les voyageurs. Le creusage du tunnel pour traverser le fleuve Saint-Laurent à l'est de Montréal est également un exploit réalisé dans le cadre de la construction de l'autoroute Transcanadienne originale. Plus récemment, la construction du pont de la Confédération a posé elle aussi des problèmes d'ingénierie et environnementaux pour assurer un lien permanent qui comporte un tronçon de la Transcanadienne reliant le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard

L'avenir semble aussi rempli de défis que le passé. L'innovation et les évolutions technologiques auront des répercussions profondes probables sur la demande d'infrastructure et de services de construction, d'exploitation, de maintenance et de transport, ainsi que sur leur mise en place. La connectivité moderne, les systèmes intelligents, les véhicules automatisés et connectés, les véhicules aériens sans pilote et les initiatives d'électrification modifieront les transports tels qu'on les connaît. Il ne fait aucun doute que des défis nous attendent et que l'engagement et la créativité du Canada seront nécessaires pour les surmonter, mais également que, ce faisant, se présenteront des occasions prometteuses de développer notre réseau de transport qui procureront des bénéfices sociaux, environnementaux et économiques pour tous. La détermination, l'ingéniosité et l'innovation canadiennes qui ont permis de bâtir une grande confédération sur un vaste territoire et de relever des défis énormes persisteront. ●

LA TRANSCANADIENNE

- 1881 — La construction du chemin de fer transcontinental a commencé.
- 1885 — Le dernier crampon de la ligne transcontinentale est posé.
- au milieu des années 1900 — On a élaboré des plans en vue de construire la Transcanadienne.
- 1967 — L'objectif était de relier toutes les provinces par une route pavée pour le centenaire du pays.
- 1971 — La Transcanadienne originale a été achevée, elle s'étendait sur 7 821 kilomètres.
- 1997 — Le nouveau pont de la Confédération rejoint la Transcanadienne avec le Nouveau-Brunswick et l'Île Prince-Édouard.



SARAH WELLS
Directrice générale
de l'Association des
transports du Canada

Sarah Wells est directrice générale de l'Association des transports du Canada, une association technique sans but lucratif qui s'occupe d'infrastructure routière et de transport urbain. À ce titre, Mme Wells favorise un réseau de collaboration entre les hauts fonctionnaires du gouvernement, les dirigeants du secteur privé et les intervenants de l'industrie pour faciliter l'échange et l'enrichissement des connaissances dans le domaine du transport. Elle a participé à des projets nationaux de recherche sur les transports et en a dirigé, en plus de gérer l'élaboration de nombreuses publications destinées aux professionnels du secteur des transports. Mme Wells a également été chargée de cours aux cycles supérieurs en génie civil à l'Université Carleton.

EN QUÊTE DE NOUVELLES ALTITUDES

Peu de gens contesteraient le fait que le transport aérien est un service essentiel. Il est donc temps d'examiner les taxes aériennes qui imposent un fardeau de plus en plus important à la fois sur les lignes aériennes et les consommateurs canadiens, écrit **Massimo Bergamini**, président-directeur général du Conseil national des lignes aériennes du Canada

Les Canadiens ont transporté des gens et des marchandises sur de grandes distances dans des conditions difficiles avant même la Confédération. C'est ce qui a aidé à établir notre pays.

En 1903, soit six ans après le vol des frères Wright, JAD McCurdy a effectué le premier vol propulsé canadien d'un appareil plus lourd que l'air dans le « Silver Dart » à partir du lac Bras d'Or gelé, près de Baddeck (Nouvelle-Écosse).

Dans les années 1930, une industrie de l'aviation commerciale viable avait commencé à voir le jour. L'ère des vols prévus avait commencé et il y avait une nouvelle ligne aérienne nationale, Lignes aériennes Trans-Canada.

Là où nous comptions auparavant sur les chemins de fer pour relier le pays d'un océan à l'autre, l'aviation a étendu ces liens, en reliant l'est et l'ouest, le nord et le sud, et en permettant le transport de passagers partout dans le monde.

De nos jours, l'aviation commerciale est devenue, pour des millions de personnes, le seul moyen de transport pratique pour se déplacer dans notre pays, et elles se déplacent beaucoup.

Voler fait maintenant partie de la vie, c'est l'élément vital d'une société ouverte et diversifiée où la liberté de voyager est tenue pour acquis, et les lignes aériennes sont devenues des ponts qui aident à relier les personnes et les collectivités aux possibilités économiques et à réunir les familles.

Alors que les Canadiens célèbrent le 150^e anniversaire du pays, nous pouvons réfléchir au rôle que le transport efficace a joué dans l'histoire du pays.

Dans un pays si vaste et peu peuplé, nous dépendons toujours des transports pour unir le pays. De nos jours, la majorité de ces



Toronto Pearson Aéroport International est l'un des plus grands et les plus achalandés au monde

MASSIMO BERGAMINI

Président-directeur général du Conseil national des lignes aériennes du Canada



Massimo Bergamini apporte plus de 30 ans d'expérience en relations gouvernementales, en affaires publiques et en gestion des associations à son rôle de président et président-directeur général du Conseil national des lignes aériennes du Canada (CNLA). Il a travaillé des deux côtés du tableau relationnel du gouvernement : en qualité d'adjoint spécial d'un membre de l'opposition au Parlement, d'attaché de presse et de directeur des Communications auprès de deux membres du Cabinet fédéral, et de cadre supérieur aux relations gouvernementales

“*Les voyages aériens ne sont pas un luxe et ne devraient pas être assujettis à une telle taxe*”

déplacements se font par avion et cela appuie notre liberté et occasion sans précédent.

Il s'agit peut-être du moment idéal pour se demander pourquoi quelque chose d'aussi essentiel que les voyages aériens sont traités comme un luxe au Canada et taxés en conséquence. Et pourquoi les gouvernements prélèvent-ils encore un pourcentage du prix lorsque le Canada a officiellement mis en œuvre la facturation des utilisateurs de l'aviation au cours des années 1990?

L'approche du Canada en ce qui a trait à la facturation des utilisateurs ajoute au coût des voyages aériens. Les utilisateurs assument le coût total de l'infrastructure et de l'exploitation de l'aviation, mais les gouvernements perçoivent des frais de transport aérien et des taxes supérieurs à leurs investissements dans le secteur. Voilà une des raisons pour lesquelles le prix du transport aérien au Canada est beaucoup plus élevé que celui de pays comparables, notamment des concurrents situés de l'autre côté de la frontière internationale.

Le transport aérien concurrentiel est la clé de la compétitivité générale du Canada et de la qualité de vie et de la prospérité des Canadiens. Notre population relativement petite, les grandes distances et les conditions climatiques extrêmes font en sorte qu'il est assez difficile de maintenir de faibles coûts, sans que les gouvernements ajoutent des frais et des taxes.

L'augmentation continue du nombre de personnes prenant des vols témoigne des efforts déployés par les lignes aériennes canadiennes pour réduire leurs coûts et transmettre ces économies aux consommateurs. Il s'agit du tarif intérieur de base le plus bas en six ans. Toute augmentation du coût des voyages aériens découlant d'une politique ou des frais des gouvernements est effectivement une taxe supplémentaire, soit une taxe sur la classe moyenne du Canada.

Les voyages aériens ne sont pas un luxe et ne devraient pas être assujettis à une telle taxe. Alors que nous célébrons les réalisations des 150 dernières années, y compris le développement d'un secteur de l'aviation commerciale de renommée mondiale, tenons également le débat ouvert et complet dont nous avons besoin sur la façon d'améliorer le transport aérien et assurons les liens et la prospérité de notre pays et de nos citoyens. ●



Le Silver Dart, piloté par JAD McCurdy, le 23 février 1909

UNE MER DE POSSIBILITÉS

La navigation joue toujours un rôle vital en reliant le Canada au reste du monde, écrit **Volker Kluge**, président de la Fédération maritime du Canada.



Le porte-conteneur APL Spain est remorqué de Centerm au port de Vancouver / Crédit:Dan Barnes

La navigation fait partie intégrante de l'économie canadienne depuis l'arrivée des premiers colons des vieux pays. Aujourd'hui, le commerce se fait par mer à l'échelle nationale et internationale. L'industrie du transport maritime permet de faire en sorte que les matières premières canadiennes et les produits finis soient acheminés jusqu'aux marchés mondiaux — et sans elle, l'économie canadienne serait paralysée. Parallèlement, les navires rendent accessibles aux consommateurs canadiens des marchandises provenant de différentes régions du monde.

L'industrie du transport maritime comporte de nombreux éléments et il existe de nombreux types de navires, notamment les porte conteneurs, les vraquiers, les navires citernes, les navires garages et – les



VOLKER KLUGE
Président, ZIM Integrated Shipping Services

Volker Kluge est président de ZIM Integrated Shipping Services (Canada) Co Ltd depuis 2007. Auparavant, il a travaillé pour CP Ships et Cast Shipping à Montréal, où il a exercé différentes fonctions de gestion du commerce et des ventes. Il siège au conseil d'administration de la Fédération maritime du Canada et en est le président depuis 2016.

“*Nous continuons d'évoluer et de chercher des façons d'améliorer l'efficacité du transport maritime sans nuire à l'environnement*”

plus connus – les navires de croisière. Par ailleurs, le transport maritime a contribué au développement de l'Arctique canadien, en plus d'approvisionner des régions inaccessibles par d'autres modes de transport. Le transport maritime s'effectue partout au Canada, de la côte Est – par le fleuve Saint-Laurent et les Grands Lacs – jusqu'à la côte Ouest et l'Arctique. Il s'agit de l'un des modes de transport les plus rentables qui a permis aux marchandises être compétitives sur le marché libre. Par exemple, grâce à l'ouverture de la Voie maritime du Saint-Laurent, le transport maritime a assuré un lien direct et essentiel avec le cœur industriel nord-américain qui a été utile aux importateurs et aux exportateurs canadiens pendant plus d'un demi-siècle.

Nous avons des installations portuaires de classe mondiale à Halifax, à Montréal, à Montréal et à Prince Rupert qui sont connectées par réseau ferroviaire et routier, permettant aux cargaisons de circuler librement en provenance et à destination de toutes les provinces au Canada.

En tant qu'industrie, nous continuons d'évoluer et de chercher des façons d'améliorer l'efficacité du transport maritime sans nuire à l'environnement. Des moteurs à faible consommation de carburant, des carburants à faible teneur en soufre, des systèmes d'alimentation à quai et des projets portant sur les eaux de ballast sont tous des domaines où la communauté maritime continue de faire de grands progrès. Il est important pour nous que les marchandises que nous transportons le soient de façon sécuritaire et efficace et que l'impact sur l'environnement soit limité.

Joyeux 150e anniversaire, Canada! Nous sommes fiers d'avoir pu contribuer au développement et au succès de ce grand pays au cours des 150 dernières années et nous sommes impatients de profiter des nombreuses opportunités que nous réserve l'avenir. ●



Vancouver, le 28 septembre 2014 : la ligne Holland America part à Vancouver pour la croisière en Alaska / Crédit: Agnesstreet

DES VOLS D'AMITIÉ

L'Organisation de l'aviation civile internationale félicite chaleureusement le Canada pour son 150^e anniversaire, écrit **Fang Liu**, Secrétaire générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale

En ma qualité de Secrétaire générale de la seule institution spécialisée des Nations Unies ayant son siège dans ce pays d'une grande diversité culturelle et géographique, je suis très fière d'adresser mes félicitations au Gouvernement du Canada et à tous les Canadiens et Canadiennes à l'occasion de ce 150^e anniversaire mémorable.

Le Canada a apporté de précieuses contributions aux Nations Unies au fil des ans, surtout dans le domaine du transport aérien international. Le secteur mondial du transport aérien est régi par la Convention relative à l'aviation civile internationale (Convention de Chicago) de 1944. Ce document historique, formulé par 54 états, a porté création de l'institution des Nations Unies que j'ai actuellement le privilège de servir, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).



Un avion s'approche de l'aéroport international de Vancouver



FANG LIU
Secrétaire générale,
l'Organisation de l'aviation
civile internationale

Fang Liu a été nommée la Secrétaire générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour une période de trois ans commençant en août 2015. Durant les huit ans qui ont précédé sa nomination, elle a occupé le poste de Directrice de l'administration et des services de l'OACI. Avant d'entrer à l'OACI, elle a travaillé pendant vingt ans dans l'Administration de l'aviation civile de la Chine (CAAC), occupant successivement les postes de conseillère juridique, directrice adjointe, directrice et directrice générale adjointe au Département des affaires internationales et de la coopération.

Le siège de l'OACI a été officiellement établi à Montréal en 1947 après l'obtention d'un nombre suffisant de ratifications de la Convention de Chicago. Les délégués internationaux auprès de l'OACI ont alors applaudi l'importance du Canada sur les plans économique, scientifique, technique et aéronautique, son vaste espace aérien, ainsi que la proximité de Montréal, notre ville hôte, avec le siège de l'ONU à New York. Ils ont aussi souligné l'excellent accueil offert par les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux aux représentants des états et aux fonctionnaires lors de leurs séjours durant la période de 1944 à 1946, alors que l'Organisation avait un statut provisoire.

Pendant plus de sept décennies depuis son établissement officiel à Montréal, l'OACI a eu le plaisir de contribuer à l'économie locale grâce aux nombreux événements qu'elle accueille ici. La présence de l'OACI a aussi incité de nombreuses autres organisations aéronautiques internationales importantes à s'établir dans cette ville charmante et dynamique, ce qui a

valu à Montréal le titre de Capitale mondiale de l'aviation civile internationale.

La facilité avec laquelle nous pouvons offrir ce secteur soutient plus de 63,5 millions d'emplois et contribue quelque 2,7 billions de dollars au produit intérieur brut mondial maintenant collaborer avec un si grand nombre de nos collègues du transport aérien international

témoigne de l'accueil et de la générosité du Canada envers chacun de nous. Les gains d'efficacité découlant de cette toute nouvelle proximité seront importants pour nous dans les années à venir,

surtout en raison des défis auxquels nous faisons maintenant face du fait du doublement prévu des volumes de service aérien et de passagers. Ainsi, d'ici 2030, nous accueillerons à l'échelle internationale plus de 20 millions de passagers et 200 000 vols, jour après jour.

Aujourd'hui, notre secteur soutient plus de 63,5 millions d'emplois et contribue quelque 2,7 billions de dollars au produit intérieur brut mondial ; chaque année, plus de la moitié des 1,1 milliard de voyageurs

internationaux utilise l'avion. Les aéronefs transportent aussi annuellement plus de 35 %, en valeur, du fret mondial, surtout des biens périssables et précieux.

Les effets bénéfiques d'un transport aérien fiable jouent un rôle majeur en aidant les gouvernements à concrétiser une prospérité durable à long terme, tant pour leurs citoyens que pour leurs entreprises. Cette dynamique sera un élément clé du succès global des Nations Unies dans la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 récemment adopté; l'OACI déploie beaucoup d'efforts aujourd'hui pour que tous les gouvernements du monde comprennent et reconnaissent le rôle fondamental de l'aviation dans ce domaine.

L'OACI est très reconnaissante envers le Gouvernement canadien pour le soutien fidèle et généreux qu'il a accordé à ses activités au cours des soixante-dix dernières années, une aide qui a été déterminante quant à notre capacité à susciter et à obtenir le consensus mondial nécessaire pour assurer l'efficacité de la gouvernance de l'aviation internationale.

À l'occasion de votre 150e anniversaire, j'ai l'honneur de témoigner notre profonde gratitude à l'égard de votre merveilleuse et prometteuse nation et à l'ensemble de sa population. ●

“
**Aujourd'hui,
notre secteur
soutient plus de
63,5 millions
d'emplois**”

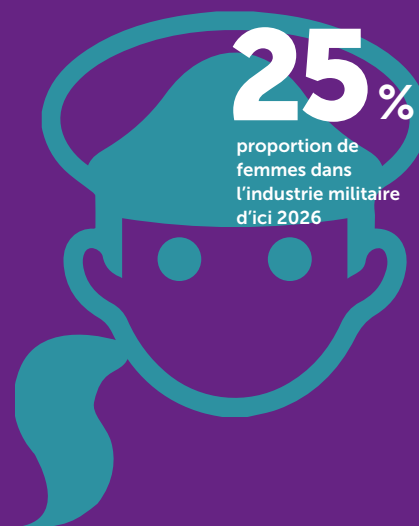
32,7

milliards de dollars

dépenses annuelles pour
l'industrie de la défense
d'ici à 2026-2027

25%

proportion de
femmes dans
l'industrie militaire
d'ici 2026



40%

réduction ciblée des
émissions de GES par
rapport aux niveaux de
2005 d'ici 2030 (hors
flottes militaires)

INDUSTRIES DE LA DÉFENSE ET DE L'AÉROSPATIAL

Avec peu de menaces directes à la sécurité, le Canada a longtemps envoyé ses jeunes hommes et femmes à l'étranger pour se battre au nom de la liberté. Et les Canadiens ont participé aux forces de maintien de la paix des Nations Unies depuis que le Premier ministre canadien Lester Pearson a aidé à fonder la Force d'urgence des Nations Unies dans les années 1950. Elles sont stationnées avec les forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord en Europe, patrouillent dans les eaux de l'Atlantique et de l'Arctique et contribuent au Commandement de la Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord pour protéger le Canada et les États-Unis des attaques aériennes et spatiales. Le Canada reste orienté sur l'ordre international réglementé et le principe de la défense collective et se fie à son industrie de la défense et de l'aérospatiale pour les questions transversales, notamment la cybersécurité, le changement climatique et la sécurité dans l'Arctique.

UN HÉRITAGE D'ENGAGEMENT

Le siècle dernier et demi a vu le Canada apporter une contribution substantielle à la construction d'un monde sûr et pacifique, et cette tradition devrait continuer, écrit l'honorable **Harjit Singh Sajjan**, ministre de la Défense nationale



Cette page: Québec, Canada - 15 juin 2016:
Neuf aviateurs de Snowbirds canadiens
survolent la terrasse Dufferin avec un
drapeau canadien flottant au fond au cours
de l'été / Crédit: marcduf

Page opposée, à gauche: la fête d'atterrissage
Du NCSM Niobe à Halifax, en Nouvelle-
Écosse

Page opposée, au milieu: le commandant de
l'escadron Raymond Collishaw parle À l'air
aérien Arthur Whealy (en avion)

Page opposée, à droite: les anciens et les
soldats indiens sous l'uniforme de la Force
expéditionnaire canadienne, vers 1916





Le 150e anniversaire de la Confédération marque un jalon important pour notre pays et présente une occasion unique d'approfondir ce que signifie pour nous d'être Canadien. Notre importante contribution à la défense et à la sécurité mondiale au cours des dernières 150 années constitue un élément clé de cette histoire, surtout maintenant alors que nous nous tournons vers l'avenir et ses défis.

Les priorités du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes sont de défendre notre pays et de protéger ses citoyens tout en faisant progresser les intérêts et les valeurs canadiennes au pays et à l'étranger. Tous les jours, des Canadiens de tous les horizons dédient leur vie à bâtir un monde où règnent la paix et la sécurité. Depuis 1867, deux millions de Canadiens et de Canadiennes des forces navales, terrestres et aériennes ont servi le Canada à l'étranger et plus de 110 000 d'entre eux ont consenti au sacrifice ultime dans l'exercice de leurs fonctions.

En tant que Canadiens, nous nous sommes toujours montrés à la hauteur, nous méritant une voix en siégeant aux conseils de nations. Notre contribution à la défense de nos terres et de nos eaux ainsi que notre travail visant à instaurer la paix et la sécurité dans d'autres pays nous ont aidés, de plusieurs manières, à façonner notre identité nationale. En temps de paix comme en temps de conflit, nous respectons nos alliances et nos engagements, en cherchant à établir la sécurité et la stabilité, et en jetant les bases pour la reconstruction et développement.

À l'étranger, nous nous faisons face à de nouveaux défis et à de nouvelles occasions. Nous devons tirer parti des inestimables expériences et leçons retenues des 150 dernières années, lorsque les Canadiens se trouvaient souvent à l'avant-plan des opérations de sécurité et de paix.

Dans cet environnement complexe et en constant changement, notre engagement à protéger les Canadiens, nos collectivités et nos eaux de même qu'à contribuer globalement en tant que bon

citoyen du monde demeure inébranlable. Nous allons continuer de travailler aux côtés de nos alliés et de nos partenaires pour assurer la sécurité et la stabilité là où elles sont le plus nécessaires.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous savons que le Canada est fort grâce à nos différences, et non malgré elles. En tant que nation, nous tirons notre force des expériences que nous partageons, de la diversité qui nous inspire et de la manière dont nous nous traitons les uns les autres.

À l'occasion du 150e anniversaire de la Confédération, nous invitons les Canadiens de tous les horizons à se joindre à nous pour commémorer les

sacrifices et le dévouement des anciens combattants, des militaires en service ainsi que de leurs proches. Leur héritage se perpétue dans la liberté et la sécurité dont nous jouissons aujourd'hui. ●

“

Nous allons continuer de travailler aux côtés de nos alliés et de nos partenaires”

HARJIT SINGH SAJJAN
Ministre de la Défense nationale



Harjit Singh Sajjan a servi le Canada et sa communauté en tant que soldat et policier. Il entend continuer servir son pays, cette fois en tant que député au Parlement canadien pour Vancouver-Sud et ministre de la Défense nationale. Il est un lieutenant-colonel à la retraite des Forces armées canadiennes et un ancien combattant. Il a été policier au service de police de Vancouver pendant 11 ans. Il a été élu le 19 octobre 2015 et a été nommé ministre de la Défense nationale le 4 novembre 2015.

Au service de la nation, un uniforme à la fois

“

Ô Canada, mère patrie et terre chérie... Chez Logistik Unicorp, la notion de service envers notre pays est capitale : il est étonnant que si nous avons fait des affaires dès 1867, l'entreprise aurait déjà figuré parmi les fournisseurs d'uniformes de confiance du nouveau Dominion. Cette touche humoristique démontre bien à quel point nous avons à cœur de

servir notre pays, à notre façon. C'est avec une immense fierté que nous fournissons des vêtements de haute qualité, innovateurs et fonctionnels à différents organismes gouvernementaux dont l'Agence des services frontaliers du Canada, Service correctionnel Canada et Parcs Canada, pour ne nommer que ceux-ci.

Parmi nos clients prestigieux figure aussi le Ministère de la Défense nationale (MDN), lequel nous desservons avec passion depuis 1996. Les Cadets du Canada furent d'ailleurs le premier client pour qui Logistik développa à l'interne un site de commandes sur le Web. Cette façon de faire constituait, à l'époque, une véritable innovation dans le domaine. Depuis, Logistik n'a cessé d'innover en développant une gamme de produits et de services à la fine pointe des pratiques de l'industrie. C'est un principe fondateur sur lequel repose toujours notre philosophie d'affaires. « Notre solution de gestion intégrée de programmes d'uniformes proposée à Postes Canada, notre premier et

C'est avec une immense fierté que nous fournissons des vêtements de haute qualité, innovateurs et fonctionnels”

toujours fidèle client, a connu un succès instantané. Ceci a incité la Défense nationale, dont le volume constitue le plus imposant de tous nos contrats, à considérer une telle approche » mentionne Louis Bibeau, le fondateur et président. La gestion intégrée a pour objectif de fournir la gamme complète des fonctions d'un programme, le tout conçu sur mesure pour les clients : R et D, design, production, sous-traitance, approvisionnement, assurance-qualité, entreposage sécurisé et distribution. La gestion de comptes personnalisée et les solutions sur mesure

en technologies de l'information bonifient davantage l'offre de Logistik à MDN ainsi qu'à tous ses clients. Nous pouvons fièrement affirmer que nous avons été les précurseurs de la gestion intégrée.

Les fournisseurs d'uniformes militaires doivent respecter des critères de fonctionnement très stricts. Ce cadre opérationnel exige structure et flexibilité de la part de Logistik afin d'assurer l'expédition sans failles, annuellement, de millions d'articles vers des destinations partout au Canada. Les avantages de la méthode de gestion éprouvée de Logistik se sont manifestés, pour MDN, en une meilleure standardisation de l'image de marque et en avantages économiques : harmonisation des uniformes au sein des unités - fruit de la normalisation des couleurs et des spécifications - et diminution des coûts de gestion grâce à des inventaires réduits. De plus, notre entrepôt et centre de distribution canadien utilise une technologie à radiofréquence permettant d'atteindre

SERVICES DE GESTION INTÉGRÉE CHEZ LOGISTIK

1

R et D

2

Design

3

Production

4

Sous-traitance

5

Approvisionnement

6

Entreposage sécurisé

7

Assurance-qualité

8

Distribution



Le siège social de Logistik à Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec

un taux de précision de commandes de 99,9 %. Le haut niveau de service exigé par la Défense nationale a contribué au développement de nos affaires localement aussi bien qu'à l'étranger.

Fidèle à son esprit d'innovation et à son engagement envers le développement durable, Logistik gère ses activités mondiales à partir de son siège social, certifié LEED Or, situé à St-Jean-sur-Richelieu, au Québec. Une distance d'à peine quatre kilomètres nous sépare de l'École de leadership et de recrues des Forces canadiennes; la possibilité de livraison le jour même représente donc une valeur ajoutée pour les milliers de recrues y étant formées annuellement. Ceux-ci font partie des quelque 150 000 individus, militaires et cadets, auxquels nous fournissons des uniformes. Chacun d'eux est assuré de recevoir des articles de la plus haute qualité, que ce soit pour un habit de service, une tenue d'apparat ou des vêtements fonctionnels. Pour Logistik, contribuer à la notoriété des militaires canadiens en rehaussant « l'être et le paraître » et en soutenant leur engagement envers la nation grâce au meilleur équipement technique possible constitue un privilège et un honneur que nous ne prenons pas à la légère.

Le succès à long terme d'un fournisseur d'uniformes est indissociable des activités de R et D, un élément absolument crucial pour le domaine militaire. À cet effet, Logistik constitue un partenaire stratégique de choix pour la Défense nationale en lui faisant profiter de son expertise unique. L'amélioration du système multicouche des tenues de combat fait partie de nos projets actuels, tout comme la R et D de pointe dans le contrôle de l'humidité, l'ergonomie, les facteurs humains et les tissus intelligents. Les résultats de nos recherches intensives confirment la viabilité de la fibre du chanvre canadien comme substitut à la fibre du coton, non seulement du point de vue de la qualité du textile, mais également d'une perspective

LOUIS BIBEAU

Fondateur de l'entreprise, président et visionnaire



M. Bibeau débute sa carrière dans le domaine bancaire avant d'occuper divers postes diplomatiques. S'ensuit une carrière au sein de la fonction publique fédérale puis il fait le saut en affaires en tant que propriétaire et président de Cravate Benart puis fondateur de Logistik Unicorp.

LOGISTIK UNICORP

Logistik Unicorp
820, chemin du Grand-Bernier Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu (QC),
Canada, J2W 0A6
info@logistikunicorp.com
www.logistikunicorp.com

environnementale. Ce projet stimulant financé partiellement par Technologies du développement durable Canada (TDDC) est une source de fierté pour l'ensemble de l'entreprise. Nous testons les vêtements dans notre propre laboratoire et avec l'aide de partenaires spécialisés. La performance des vêtements opérationnels est évaluée sur le terrain par nos experts se joignant aux soldats. L'exosquelette passif de renommée mondiale récemment développé par Mawashi, une société sœur de Logistik, a consacré sa notoriété en R et D appliquée au domaine militaire. Chez Logistik, le futur c'est maintenant.

Cette franche réussite, nous la devons en grande partie à nos dévoués fournisseurs canadiens, soit plus de 75 petites et moyennes entreprises œuvrant à travers le pays. Leur soutien indéfectible est au cœur de notre bilan tout patriotique : les produits de confection canadienne représentent plus de 85 % de nos ventes. La relation de longue date entre Logistik et les Forces armées canadiennes a une incidence fort positive sur plusieurs de nos fournisseurs à travers le pays. Nos succès respectifs mènent à une croissance mutuelle et à la création de nouvelles occasions. En tant que fournisseur principal des uniformes des Forces armées canadiennes ainsi que de nombreux autres clients gouvernementaux et commerciaux, Logistik soutient directement et indirectement les industries canadiennes du textile et du vêtement, lesquelles n'ont pas été épargnées par les effets de la mondialisation. L'économie du savoir nationale, nous y croyons en investissant localement en R et D, en technologies de l'information et en design.

Un peuple travaillant, ingénieux, imaginatif, respectueux et ouvert d'esprit : voici l'essence même de cette jeune nation qu'est le Canada et autant de valeurs partagées par Logistik et reflétées avec fougue dans sa philosophie d'entreprise. Joyeux 150e anniversaire Canada ! ●



Une affiche de recrutement de l'Aviation royale canadienne de la Seconde Guerre mondiale (1943)

TELLE EST LA VOIE VERS LES ÉTOILES

L'Aviation royale canadienne sert de garante de la souveraineté canadienne, écrit le lieutenant-général **Michael J Hood**, commandant de l'Aviation royale canadienne

Lorsque le « Silver Dart » a pris son envolée de la surface gelée du lac Bras d'Or au Cap-Breton le 23 février 1909, personne n'imaginait l'incidence que l'aviation aurait sur l'ouverture des frontières lointaines du Canada et sur la défense de notre pays.

Aujourd'hui, en cette année où l'on célèbre le 150e anniversaire du Canada, l'Aviation royale canadienne (ARC) sert de garante de la souveraineté canadienne, pouvant atteindre et surveiller chaque mètre carré du territoire canadien et de l'espace aérien et intervenir à une vitesse que l'on n'aurait jamais pu imaginer. Nous y parvenons grâce à la puissance aérienne, en étant agiles et intégrés, et grâce à la portée et à la puissance qui permettent de réaliser les objectifs du gouvernement.

La nouvelle Aviation royale du Canada est officiellement née le 1er avril 1924. Les aviateurs canadiens ont servi avec distinction au cours de la Première Guerre mondiale, y compris lors de la bataille de la crête de Vimy, bien qu'ils l'aient fait dans les services aériens britanniques. Le Royal Flying Corps est même débarqué au Canada il y a cent ans pour recruter et former des Canadiens en vue de ce service. C'était la première fois que des militaires formaient des pilotes au Canada.

La Seconde Guerre mondiale a engendré une initiative de formation similaire entièrement dirigée par le Canada. Le Programme d'entraînement aérien du Commonwealth britannique a permis aux aviateurs canadiens et, à ce moment, aux aviatrices canadiennes, de servir pour la première fois en temps de guerre à titre de militaires de l'ARC. L'identité canadienne et l'identité de la

puissance aérienne canadienne étaient en plein essor.

L'ARC et la puissance qu'elle engendre sont allés au-delà des conflits armés. Après la Première Guerre mondiale, d'anciens militaires de l'armée de l'air sont devenus des pilotes de brousse et ont ouvert le Nord. Des noms tels que « Wop » May et « Punch » Dickens continuent de rejaillir après de longues décennies. L'ARC a également photographié les confins du Canada. « En 1924, » a déclaré l'historien WAB Douglas, « la précision et la rigueur des nouvelles techniques de photos aériennes avaient totalement révolutionné la création de cartes au Canada. Pour la première fois, il était possible de cartographier systématiquement l'ensemble de la masse terrestre du Canada. »

L'ARC a un magnifique héritage de cette innovation, tout comme le Canada d'ailleurs. Un exemple : dans les années 1940, le pionnier en médecine aéronautique Wilbur Franks, de l'Université de Toronto, a conçu, en collaboration avec la Force aérienne, la combinaison antigraité qui a permis aux pilotes de gérer les forces de gravitation à des altitudes et des vitesses élevées sans jamais perdre connaissance. Et l'innovation va au-delà de la technologie. En 2013, le colonel (retraité) de l'ARC Chris Hadfield a mis au point des moyens novateurs pour parler de l'espace pendant qu'il commandait la Station spatiale internationale. Et l'ARC cherche à accélérer l'exploration et la mise en œuvre de solutions innovantes pour les besoins en matière de puissance aérienne du Canada à l'heure actuelle et à l'avenir.

Qu'il s'agisse des guerres mondiales, de la Guerre froide, de



L'Avro CF-100 Canuck est le premier chasseur à réaction conçu et construit au Canada

la guerre contre le terrorisme et de nos missions actuelles, les hommes et les femmes de l'ARC servent toujours avec fierté, professionnalisme et dévouement. Les initiatives de recherche et de sauvetage, les patrouilles aériennes, le combat, le maintien de la paix, le rétablissement de la paix et les missions nationales et internationales de secours en cas de catastrophe comptent parmi nos champs d'expertise. Notre mandat s'est également élargi pour atteindre les étoiles, puisque l'ARC est désormais responsable du portefeuille de l'espace au sein du ministère de la Défense nationale.

Concrètement, notre rôle est un rôle canadien, à titre de garants de la souveraineté du Canada. C'est la raison pour laquelle le système d'alerte du Nord et notre force de chasse revêtent une si grande importance. C'est la raison pour laquelle nos hélicoptères sont munis de réservoirs de carburant qui leur permettent une grande autonomie. C'est la raison pour laquelle nous continuons à améliorer la capacité opérationnelle et la portée de notre force de mobilité aérienne. C'est la raison pour laquelle l'ARC détient le pourcentage de sa force en haute disponibilité opérationnelle le plus élevé parmi les trois services. C'est la raison pour laquelle notre intégration opérationnelle à la United States Air Force et au NORAD (le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord) est si importante; le NORAD est l'alliance militaire binationale la plus réussie que le monde ait connue.

La géographie, la souveraineté et l'histoire du Canada s'intègrent à l'histoire de l'ARC, ce qui détermine notre doctrine, nos rôles et la compréhension de nos responsabilités. Cette année, pendant que nous célébrerons les 150 ans d'histoire du Canada et envisagerons avec plaisir un avenir brillant, la souveraineté et l'innovation revêtiront une importance vitale pour l'ARC dans son service au Canada et aux Canadiens.

Pour citer la devise de l'ARC, « Sic itur ad astra » : Telle est la voie vers les étoiles. ●

“*Nous continuons à améliorer la capacité opérationnelle et la portée de notre force de mobilité aérienne*”

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL MICHAEL J HOOD

Commandant de l'Aviation royale canadienne



Le lieutenant-général Michael Hood a rejoint le Canadian Grenadier Guards avant de s'enrôler dans la Force régulière et d'obtenir son brevet d'officier des systèmes de combat aérien en 1988. Il a servi comme officier de guerre électronique à bord du T-33 Silver Star et du CE-144 Challenger. Il a été nommé commandant adjoint de l'Aviation royale canadienne en 2012. En 2013 il a été nommé Directeur d'état-major, État-major interarmées stratégique. Il est devenu commandant de l'Aviation royale canadienne le 9 juillet 2015.

Poursuivre la tradition en matière de construction et d'entretien de navires pour le Canada

Pendant les 30 prochaines années, Irving Shipbuilding travaillera en étroite collaboration avec la Marine royale du Canada pour construire la future flotte

Alors que nous célébrons le 150^e anniversaire du Canada, le chantier naval de Halifax est à l'avant-garde de la construction navale canadienne depuis plus de 125 ans et a participé à bon nombre d'importants jalons de notre pays.

Notre collaboration avec la Marine royale du Canada date de sa création, avec des travaux d'entretien pour le premier navire de la côte est de la Marine, l'ancien NCSM Niobe réalisés en 1911 sur ce qui est à l'heure actuelle le chantier naval de Halifax.

Il y a cent ans, le 6 décembre 1917, les installations du chantier naval de Halifax ont été gravement endommagées par l'explosion de Halifax, la plus grande explosion d'origine humaine, avant les premières bombes atomiques en 1945. L'explosion s'est produite à 300 mètres de la cale sèche du chantier naval, tuant de nombreux travailleurs.

De 1939 à 1945, Halifax était en première ligne durant toute la bataille de l'Atlantique, la plus longue campagne militaire de la Seconde Guerre mondiale. Tout au long de celle-ci, les deux installations du chantier naval, à Halifax et à Dartmouth, ont réparé 7 145 navires - une moyenne étonnante de plus de 24 navires pour chaque semaine de guerre.

Aujourd'hui, la Marine royale du Canada est au cœur de la période la plus intense de renouvellement de la flotte de son histoire en temps de paix. Chez Irving Shipbuilding, nous continuons de mettre l'accent sur l'entretien de la flotte actuelle de la Marine et la construction de la future flotte de navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique ainsi que de la prochaine classe de navires de combat canadiens, dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale. Ces travaux seront menés au chantier naval d'Irving Shipbuilding, le chantier naval le plus moderne en Amérique du Nord.

Le premier navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique en construction à l'installation moderne du chantier naval de Halifax



Préparer la prochaine génération de constructeurs de navires au Canada

Pour construire et entretenir la flotte actuelle et future de la Marine royale canadienne, nous avons augmenté notre effectif de 800 en 2011 à plus de 1 500 aujourd'hui. Pour ce faire, nous avons recruté activement à travers le Canada pour trouver des gens de métier, des ingénieurs, des planificateurs et d'autres professionnels expérimentés et créer une main-d'œuvre canadienne à 96 %.

Par le biais du Centre d'excellence en construction navale Irving du Nova Scotia Community College (NSCC), deux programmes couronnés de succès, à savoir « Women Unlimited » et « Pathways to Shipbuilding », ont été conçus pour offrir des possibilités de formation et d'emploi aux étudiants de sexe féminin et d'origine autochtone respectivement, dans les domaines de la soudure et de la fabrication de métaux. Les diplômés qui répondent aux critères d'admissibilité à l'emploi seront engagés par Irving Shipbuilding à mesure que des postes seront à pourvoir.

Au profit des Canadiens aux quatre coins de pays

La construction de la future flotte de la Marine royale canadienne est une entreprise nationale et les avantages économiques positifs associés à la construction de navires de combat au chantier naval d'Irving Shipbuilding à Halifax en Nouvelle-Écosse se font sentir à travers tout le pays.

Le chantier naval de Halifax compte plus de 1,7 milliard de dollars en engagements de dépenses auprès de plus de 250 entreprises à travers le Canada, au titre de la Stratégie nationale de construction navale. Cela comprend des sociétés telles que Glamox Canada à Terre-Neuve-et-Labrador, Bronswerk Group au Québec et Toolcomm en Colombie-Britannique. En fait, plus de 3,17 milliards \$ d'activité économique sont prévus au Canada entre 2013 et 2022, dans le cadre de la modernisation des installations du chantier naval de Halifax et de la construction de navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique.

Investir dans l'industrie maritime du Canada

Irving Shipbuilding s'est également engagé à investir 0,5 % de la valeur contractuelle des navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique, soit environ 12,5 millions \$, en faveur d'une industrie maritime durable au Canada.

Le financement lié à la proposition de valeur comprend des investissements tels que la subvention à hauteur de 4,5 millions \$ en faveur du Centre for Ocean Ventures and Entrepreneurship (COVE) à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse. COVE est un établissement collaboratif pour les nouvelles entreprises, petites et grandes, et pour l'éducation afin de faciliter l'innovation appliquée dans le secteur océanique.

Parmi les autres bénéficiaires du financement lié à la proposition de valeur à ce jour figurent l'Institut de recherche du Nunavut, MEOPAR, le NSCC, l'Université Saint-Francis Xavier, l'Université de la Colombie-Britannique, le Centre d'excellence en fabrication additive marine et l'Institut de recherche océanique IORE (Institute for Ocean Research Enterprise).

Ces projets renforceront l'industrie maritime et profiteront grandement aux Canadiens.

Revitalisation de la construction navale de l'industrie canadienne

Après une longue période sans construction de grands navires militaire, le Canada est maintenant en bonne voie pour rétablir l'industrie de la construction navale et maritime du pays tout en garantissant que notre Marine et Garde côtière obtiennent les navires dont elles ont besoin à un prix équitable.

Irving Shipbuilding est fier d'être le centre d'excellence de la construction navale et du soutien en service du Canada, et nous sommes ravis de continuer à construire et à entretenir des navires pour le Canada. ●



Halifax Shipyard

Irving Shipbuilding Inc.
3099 Barrington St.
Halifax, N.-É. B3K 5M7
info@irvingshipbuilding.com
www.ShipsforCanada.ca

“*Nous avons augmenté notre effectif de 800 en 2011 à plus de 1 500 aujourd'hui*”



Quinze femmes diplômées du premier programme Irving Shipbuilding - Women Unlimited ont commencé à travailler à plein temps chez Irving Shipbuilding en juin 2017

UN PATRIMOINE D'APPORT MONDIAL

Par mer et par voie terrestre, la Marine royale canadienne a maintenu les valeurs du Canada depuis plus d'un siècle, écrit le vice-amiral **Ron Lloyd**, commandant de la Marine royale canadienne



Le personnel de la Marine royale britannique en train de reprendre des anciens destroyers américains, 1940

Pour souligner le 150^e anniversaire du Canada, la Marine royale canadienne (MRC) est extrêmement fière de vous expliquer comment elle est demeurée fidèle à sa devise « Toujours là, toujours prêts » chaque fois qu'elle a été sollicitée pour protéger et défendre les valeurs et les intérêts du Canada au cours des 107 dernières années.

Tout au long de leur histoire, les membres de la Marine royale canadienne ont maintes fois agi à titre de « premiers intervenants » du gouvernement du Canada à l'appui de missions de toutes sortes, comme l'aide humanitaire et le secours aux sinistrés, la dissuasion, la lutte contre le terrorisme et les opérations de combat à proprement parler.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, qui est peut-être la période la plus dangereuse pour le Canada, les marins canadiens avaient répondu à l'appel au combat, et c'est à ce moment que notre jeune marine a atteint la maturité. La bataille de l'Atlantique était la plus longue campagne de ce conflit mondial, et



Le navire NCSM Kingston arrive au Quai Crawford au port de Kingston, le 8 juillet 2016

certainement l'une des plus meurtrières. Au début de la guerre, la MRC était déjà préparé, quand deux navires de la côte Ouest avaient quitté le port pour constituer le noyau de la force d'escorte qui se rassemblait dans l'Atlantique. À la fin de la guerre, le Canada avait l'une des plus importantes flottes navales au monde (373 navires de combat et 90 000 marins) et avait contribué à changer le cours de la guerre.

La Marine continuera d'occuper une place centrale dans les interventions militaires canadiennes, en envoyant ses navires au-devant du danger et en jouant le rôle d'instrument de premier recours du Canada en temps de crise.

Pendant la guerre de Corée, la première réaction du Canada était de déployer trois navires, qui ont quitté Esquimalt en juillet 1950. Ces navires ont offert un soutien aux forces des Nations Unies en participant à plusieurs missions, dont le bombardement dangereux des voies ferroviaires, le long de la côte ennemie, ce qui leur a valu le sobriquet « Trainbusters ». Ces bombardements ont servi à empêcher les trains de l'ennemi de livrer leur cargaison pour soutenir l'effort de guerre.

En 1990, la Marine a encore une fois déployé trois navires, dix jours seulement après la condamnation par les Nations Unies de l'invasion du Koweït par l'Iraq. À peine plus de dix ans plus tard, après les attentats tragiques du 11 septembre 2001, le Canada a envoyé cinq navires en

réponse à l'application de l'article 5 de l'OTAN. De plus, la Marine a fourni de l'aide humanitaire et du secours aux sinistrés à la suite de l'ouragan Katrina et des tremblements de terre qui ont secoué Haïti.

La Marine a travaillé aussi avec des partenaires du gouvernement du Canada au pays en appui aux activités d'application de la loi, à la sécurité des côtes, aux opérations de recherche et de sauvetage, à la protection de l'environnement et à la surveillance de l'Arctique.

Malgré la nature changeante de la menace et celle de plus en plus complexe des opérations en mer, une seule constante demeure, à savoir le professionnalisme, le dévouement et le sens de l'engagement exceptionnels des marins canadiens et de ceux et celles qui les aident à réussir en mer. Notre effectif, qui compte près de 12 000 militaires à temps plein et à temps partiel et 3 500 civils, constitue le fondement de notre service, la base même sur laquelle

repose notre succès. Ces personnes viennent de partout au pays et représentent une multitude d'origines, de cultures, de groupes ethniques et de religions.

Nous sommes fiers de monter la garde en mer et de protéger le Canada. À cette fin, nous suivons les pas de ces merveilleux Canadiens et Canadiennes qui ont tracé la voie que la Marine royale canadienne a l'immense privilège de suivre aujourd'hui. ●

“

Nous sommes fiers de monter la garde en mer et de protéger le Canada”



LE VICE-AMIRAL MFR LLOYD

Commandant,
Marine royale
canadienne



Le vice-amiral MFR Lloyd, CMM, CD, a été nommé 35e commandant de la Marine royale canadienne et chef d'état-major de la Marine le 23 juin 2016. Il a servi comme commandant de la Flotte canadienne de l'Atlantique et commandant de la Flotte canadienne du Pacifique. Au quartier général de la Défense nationale à Ottawa, ses postes inclus chef de cabinet du chef d'état-major de la Force maritime, directeur général du Développement de la Force maritime et Chef du Développement des Forces.

UNE FORCE POUR LE BIEN

L'Armée canadienne a été un fidèle défenseur de la souveraineté et les valeurs du pays d'avant la Confédération, un rôle qu'elle conserve jusqu'à ce jour, écrit le lieutenant-général **Paul F Wynnyk**, commandant de l'Armée canadienne



Deux militaires canadiens patrouillent à pied à Kaboul

“

***Le Canada
a été un
membre
fondateur des
Nations Unies
et de l'OTAN”***

Félicitations au Canada pour son 150e anniversaire! Alors que nous célébrons cet important jalon, n'oublions pas les sacrifices de ceux qui ont servi et, dans nombreux cas, combattu, pour défendre les valeurs canadiennes au pays et à l'étranger.

L'Armée canadienne date d'avant la Confédération, et elle joue un rôle capital dans l'identité canadienne depuis plus de deux siècles. La Loi sur la milice de 1855 a permis la mise sur pied de troupes qui ont pu amorcer la transition vers notre propre défense et la souveraineté d'une nouvelle nation. Depuis la Confédération, le déploiement de nos troupes à l'étranger a grandement contribué à mettre en valeur l'identité canadienne; nous sommes entre autres reconnus pour notre courage, notre fiabilité et notre

respect envers les différents peuples et les différentes cultures. Ces qualités sont immuables et les militaires canadiens en ont fait la preuve durant la guerre des Boers, la Grande Guerre, la Seconde Guerre mondiale, la Guerre de Corée, le conflit en Afghanistan et les opérations de maintien de la paix partout dans le monde.

Durant la Guerre froide, la politique étrangère du Canada a mis l'accent sur la coopération internationale et, dans le respect de ses valeurs, le Canada a été un membre fondateur des Nations Unies (1945) et de l'OTAN (1949). À ce jour, l'Armée canadienne déploie des troupes pour appuyer les opérations qui sont approuvées par ces organisations internationales fondamentales. Nous y arrivons parce que l'Armée canadienne forme des militaires bien entraînés, bien dirigés et bien équipés et que notre engagement envers la paix internationale et la stabilité est plus solide que jamais.

Dans le cadre de l'opération REASSURANCE, nous déployons des militaires en Europe centrale et en Europe de l'Est pour contribuer aux mesures d'assurance et de dissuasion de l'OTAN. Pour l'opération UNIFIER, l'Armée canadienne fournit 200 militaires par rotation pour contribuer à l'entraînement des militaires ukrainiens à l'égard des tactiques et procédures de l'OTAN. Dans le cadre de l'opération IMPACT, la contribution du Canada visant à démanteler et, ultimement à vaincre le Daech, les membres de l'Armée canadienne jouent un rôle important, aux côtés de nos partenaires, et établissent les conditions qui permettront aux forces de sécurité iraqiennes d'atteindre leur objectif à long terme de façon autonome. Dans le cadre de ces missions, et au cours des 150 dernières années, l'Armée canadienne a rallié les Canadiens. Les Canadiens anglais, les Canadiens français, les peuples autochtones et les immigrants se sont unis dans un objectif commun : la défense de notre belle nation.

Alors que nous sommes tournés vers l'avenir, l'Armée canadienne doit être réseautée et être prête à être déployée avec une technologie et de l'équipement compatibles avec ceux de nos alliés. Ainsi, l'Armée canadienne est adaptable, agile et alerte et elle doit être prête à réussir n'importe quelle mission confiée par notre gouvernement. Nous planifions nos futures missions en conceptualisant ce que l'armée de demain doit être capable de faire, en tenant compte des dynamiques internationales en constante évolution ainsi que des adversaires étatiques et non étatiques qui possèdent des technologies sophistiquées et létales. Alors que les missions militaires deviendront de plus en plus complexes, il y aura peu ou pas de place à l'erreur, et nous compterons beaucoup sur nos militaires pour réussir. À cet

égard, j'ai pleinement confiance que nos militaires se montreront dignes du legs laissé par leurs aïeux; les militaires canadiens sont sans pareil.

Il existe une relation directe et bien ancrée entre le Canada et ses militaires; comme la société canadienne, nos militaires sont diversifiés, unifiés et fiers de leur nation d'origine. En comprenant l'histoire du Canada et de son Armée, nous pouvons mieux apprécier comment notre nation a évolué et pourquoi les Canadiens peuvent être fiers des contributions disproportionnées que leurs militaires ont apportées non seulement au développement de notre nation, mais également à la paix et à la sécurité mondiales.

Alors que nous célébrons ce beau pays qu'est le Canada, je vous demande de penser au dévouement et au sacrifice des militaires canadiens — du passé et du présent — qui ont défendu nos libertés. Votre Armée demeure forte, fière et plus prête que jamais à défendre ces libertés. ●

**PAUL F
WYNNYK**
Lieutenant-
général, l'Armée
canadienne



Le Lieutenant-général Paul Wynnyk, CMM, MSM, CD, a été nommé commandant de l'Armée canadienne le 14 juillet 2016. Ses postes comprennent le directeur des opérations pour le conseiller de la politique étrangère et de la défense auprès du premier ministre. Il était affecté au Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan à titre de général commandant adjoint chargé de superviser le développement du ministère de la Défense afghan et de l'Armée nationale afghane.



BRICS RESEARCH GROUP



Le groupe de recherche des BRICS

Le concept des pays « BRICS » fait allusion aux grands pays émergents du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, les sommets annuels autonomes rassemblant leurs chefs, qui ont commencé en 2009, couvrent un vaste éventail de questions de haut niveau exigeant la gouvernance mondiale, comme l'économie et les finances, le commerce et l'investissement, la santé, les aliments et l'agriculture, le développement, l'énergie, l'environnement, le changement climatique, l'avancement social, la paix, la sécurité et la réforme institutionnelle internationale.

Dirigé par Marina Larionova du Centre de recherche sur les institutions internationales à l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie et John Kirton de l'Université de Toronto du Canada, le groupe de recherche des pays BRICS vise à servir de principale source indépendante d'information et d'analyse sur les institutions des pays BRICS, les questions et les interactions sous-jacentes des membres.

Avec nos partenaires internationaux des pays BRICS, le groupe de recherche des pays BRICS met l'accent sur le travail des pays BRICS et la diplomatie au sein du groupe en tant qu'institution internationale multilatérale fonctionnant au niveau du sommet. Une attention particulière est accordée à la relation et à l'influence réciproque des pays BRICS avec d'autres principales institutions de gouvernance mondiale, comme le G7, le G20 et celles des Nations Unies.

Les documents des BRICS, ainsi que la recherche et les rapports sont publiés sur le site Web du Centre d'information des pays BRICS à l'adresse www.brics.utoronto.ca. Le groupe de recherche des pays BRICS réalise également des analyses de la conformité des membres des pays BRICS par rapport à leurs exigences du sommet. Il publie également des œuvres savantes et des livres pertinents.

Publications choisies (disponible en anglais)

BRICS and Global Governance

sous la direction de Marina Larionova et John Kirton (Routledge, à venir)

BRICS: A Very Short Introduction

Andrew F. Cooper (Oxford University Press, 2016)

BRICS in the System of Global Governance

Numéro spécial de l'International Organisations Research Journal, volume 10, numéro 2, 2015

<https://iorj.hse.ru/en/2015-10-2.html>

BRICS: The 2012 New Delhi Summit

sous la direction de Marina Larionova et John Kirton, avec Yoginder K. Alagh (Newsdesk Media, 2012)

www.brics.utoronto.ca/newsdesk/delhi

Trinity College
à l'University de Toronto
1, place Devonshire, pièce 209N
Toronto (Ontario) M5S 3K7
Canada
www.brics.utoronto.ca

Groupe de recherche sur les BRICS
[@BRICSresearch](https://twitter.com/BRICSresearch) on Twitter

Centre de recherche sur les institutions
internationales à l'Académie russe de l'économie
nationale et du service public auprès du
Président de la Fédération de Russie
11 Prechistskaya naberezhnaya
Moscow (Russie) 119034
www.ranepa.ru/eng/ciir

FINANCES, COMMERCE ET INVESTISSEMENTS

Au cœur de l'économie canadienne, il existe un secteur bancaire, d'assurances et de services financiers sophistiqué, stable et de réputation internationale qui a résisté à des crises financières mondiales successives et a pris la tête des efforts mondiaux pour développer des régimes internationaux plus solides et plus justes dans le cadre de la réglementation et de la supervision financières. Le Canada compte quatre centres financiers : Toronto, Montréal, Vancouver et Calgary. Chacun d'eux joue un rôle dynamique et représentent ensemble près de 60 pour cent des emplois du secteur bancaire au Canada. L'Ontario est en voie de devenir un centre mondial de l'innovation en matière de cybersécurité, ce qui contribuera à sécuriser le secteur des services financiers, car ceux-ci sont intrinsèquement liés. Cela n'illustre que l'une des facettes pour lesquelles le secteur des services financiers du Canada est de plus en plus novateur et s'adapte aux technologies en constante évolution.

Source : le Service canadien des délégués commerciaux

53 %

la proportion d'adultes en âge de travailler au Canada ayant un diplôme d'études supérieures
(Source : OCDE)

N°2

le Canada est le deuxième pays du G20 parmi les plus propices aux affaires
(Source : Forbes)

N°1

classement de la croissance économique du Canada parmi tous les pays du G7 (2006–2015)



INVESTIR DANS NOTRE AVENIR

Le développement audacieux de l'infrastructure du Canada et l'élargissement des prestations sociales contribueront à une création plus équitable de la richesse pour les citoyens, écrit l'honorable **Bill Morneau**, ministre des Finances.



Cette année, les Canadiens célèbrent le 150^e anniversaire de la Confédération. Cette année marque également le centième anniversaire de la création de l'un des ministères originaux du gouvernement du Canada, le ministère des Finances. Ce qui n'était au début qu'un mandat consistant à tenir la comptabilité officielle de la nouvelle fédération a

évolué en des fonctions élargies : promouvoir des politiques sociales et économiques qui peuvent améliorer le niveau et la qualité de vie de tous les Canadiens, de leur famille et des

générations futures. Je suis honoré d'occuper le poste de ministre des Finances à ce moment historique pour notre pays.

Il ne fait aucun doute que les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui sont uniques, mais il est remarquable de voir que certaines reflètent des défis auxquels nous avons déjà été confrontés. Il y a quelques générations, les Canadiens ont bâti les chemins de fer et les voies maritimes qui ont ouvert notre pays au reste du monde et nous ont reliés d'un bout à l'autre du pays.

Ces grands ouvrages publics ont uni les gens, créé des emplois et des possibilités économiques qui ont bien servi les Canadiens et laissé en héritage un réseau de transport qui nous permet aujourd'hui encore de voyager et de faire des affaires.

Aujourd'hui, les gouvernements du monde entier ont un défi à relever, le Canada ne fait pas exception : comment réaliser d'énormes projets de travaux publics qui sont efficaces,

dynamiques, abordables et surtout durables – pour exploiter le potentiel actuel d'une manière qui transforme le Canada pour la prochaine génération, ainsi que pour la suivante? Les investissements historiques dans les infrastructures que nous réalisons aujourd'hui seront bénéfiques pour de nombreuses années : ils assureront une croissance économique propre et soutenue, permettront de bâtir des communautés plus fortes et plus inclusives, et créeront davantage de bons emplois pour la classe

Nous avons introduit une réduction d'impôt profitant à 9 millions de Canadiens

BILL MORNEAU
Ministre des Finances



Bill Morneau a été nommé ministre des Finances du Canada le 4 novembre 2015, à la suite de son élection en tant que député de Toronto Centre. Il a été président de Morneau Shepell de 1992 jusqu'à son entrée en politique. Membre du Conseil consultatif sur la retraite du gouvernement de l'Ontario, il a été nommé conseiller auprès du ministre ontarien des Finances en 2012. Il a également été président du conseil de l'hôpital St. Michael's Hospital de Toronto, du Covenant House et du C.D. Howe Institute.

moyenne du Canada.

Je suis fier de ce que notre gouvernement a déjà accompli pour aider les Canadiens à connaître du succès. Nous avons instauré l'Allocation canadienne pour enfants qui, comparativement à l'ancienne prestation pour la garde d'enfants, permettra à neuf familles sur dix de recevoir une aide accrue pour les aider à assumer le coût élevé associé au fait d'élever des enfants. La nouvelle Allocation canadienne pour enfants permettra de sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté partout au Canada. Nous avons augmenté les impôts des Canadiens plus riches pour pouvoir consentir une réduction d'impôt profitant à 9 millions de Canadiens. Nous avons bonifié le Régime de pensions du Canada pour aider les gens à prendre leur retraite dans la dignité.

Les Canadiens veulent avoir l'assurance que leur dur labeur permettra à leurs enfants et à leurs petits-enfants de profiter d'un meilleur avenir. C'est pourquoi nous allons continuer à faire des investissements responsables et judicieux dans nos communautés et notre économie pour renforcer la classe moyenne et préparer les Canadiens pour l'économie de demain.

Alors que nous célébrons les 150 ans du Canada, nous envisageons l'avenir de notre pays animé d'espoir et d'optimisme. ●

Investir pour les prochaines générations

L'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (l'« OIRPC ») se joint à tous les Canadiens pour célébrer fièrement le 150e anniversaire de notre pays. Nous avons accompli de grandes choses durant cette période, notamment en créant une démocratie stable, prospère, ouverte sur les autres et admirée partout dans le monde.

Le titre de cette collection, Le Canada a 150 ans – Une longue histoire de contribution mondiale, ne pourrait être plus approprié. Dans les années 1860, les Pères de la Fédération ont montré au monde qu'une nation pouvait être bâtie en misant sur le compromis, le respect et l'acceptation mutuelle plutôt que sur la guerre et la conquête.

Répondre aux besoins des Canadiens

Parmi les nombreuses raisons de célébrer des Canadiens, citons son système de revenu de retraite stable et bien capitalisé, qui fait l'envie partout dans le monde et que de nombreux pays cherchent à imiter.

Il y a plus de 50 ans, le Régime de pensions du Canada (RPC) a été créé dans le même esprit qui animait les fondateurs de notre pays, et il représente le fédéralisme à son meilleur puisque les gouvernements fédéral et provinciaux ont su mettre de côté leurs conflits de juridiction pour bâtir un système de retraite visant à aider les générations actuelles et futures à profiter d'une retraite dans la dignité et la tranquillité d'esprit. À l'époque, leur objectif consistait à procurer à tous les travailleurs canadiens une prestation de retraite modeste, mais garantie.

Vingt-cinq ans plus tard, confronté à une éventuelle insolvabilité de son système de retraite national, le Canada a de nouveau fait figure de pionnier en adoptant des réformes permettant de remettre son régime sur la voie de la durabilité. Ces réformes ont mené à la création de l'OIRPC, qui est chargé d'investir l'actif du RPC qui ne sert pas au versement des prestations de retraite courantes et de

rétablir ainsi la pérennité de la caisse.

L'OIRPC est un organisme de gestion de placements professionnel qui exerce ses activités sans lien de dépendance avec les gouvernements auxquels il doit rendre des comptes, tout en s'assurant d'agir en tout temps au mieux des intérêts des cotisants et des bénéficiaires du RPC. Un mandat clair guide les visées de l'organisme : chercher à produire un taux de rendement maximal tout en évitant les risques de perte indus et en tenant compte des facteurs qui ont une incidence sur la capitalisation du RPC.

Une référence

Aujourd'hui, la caisse du RPC peut compter sur un actif de plus de 300 milliards de dollars, qui devrait lui permettre de répondre à ses engagements au moins jusqu'en 2090 selon le plus récent rapport de l'actuaire en chef du Canada. Le mandat de l'OIRPC, son indépendance par rapport aux gouvernements, de même que son obligation de rendre des comptes au public nous permet de faire figure de référence en matière de régimes de pensions nationaux. Les autres pays considèrent maintenant le Canada comme un modèle sur lequel fonder leur propre système.

La création du Régime de pensions du Canada il y a 50 ans, les réformes opérées au milieu des années 1990 et le récent accord intergouvernemental sur la bonification du RPC sont autant d'exemples qui illustrent le travail de réflexion prospective des législateurs et des décideurs canadiens. Leur sagesse a préservé l'équité entre les générations et atténué les risques démographiques que pose le vieillissement de la population.

Après 150 ans d'existence, le Canada a devant lui un avenir prospère, notamment grâce à son régime de pensions national qui sert de modèle de bonne gouvernance et de prise de décisions prudente à long terme.

À l'OIRPC, nous sommes tous très fiers de jouer un rôle dans la création et la viabilité du Régime de pensions du Canada pour les prochaines générations.

Joyeux anniversaire Canada!



LE RÔLE DES FINANCES

Tiff Macklem, doyen de la Rotman School of Management, et ancien premier sous gouverneur de la Banque du Canada discute avec le rédacteur en chef **John Kirton** de l'importance du secteur financier du Canada et de son influence au niveau mondial

Quelle est l'importance du secteur financier pour l'économie canadienne?

Le secteur est très important. Il contribue largement et directement à l'emploi et à la croissance au Canada – soit à près de 5 % de la main d'œuvre et à 7 % du produit intérieur brut. Mais surtout, il est un catalyseur essentiel de la croissance et de la stabilité dans l'ensemble de l'économie. Il fait en sorte que les milliards de transactions quotidiennes d'achat et de vente sont effectuées rapidement et en toute sécurité. Il oriente l'épargne des Canadiens vers des investissements productifs qui favorisent la croissance de l'économie. Il aide les ménages et les entreprises à gérer les risques au moyen des assurances habitation et commerciale et d'autres types d'assurance. Sans les services financiers, notre économie moderne ne fonctionnerait tout simplement pas.

Comment le Canada a-t-il profité de la mondialisation et y a-t-il contribué?

En tant qu'économie de taille moyenne, le Canada dépend énormément de l'ouverture du commerce des biens et des services et d'un système financier mondial ouvert. Durant les premières années d'existence du Canada, nous étions un grand importateur de capitaux étrangers qui étaient investis dans des infrastructures essentielles, comme les chemins de fer et les ports, grâce auxquelles le pays a été bâti. En évoluant, le Canada est devenu une source d'investissements étrangers directs à l'étranger. L'existence d'un système commercial et financier international fondé sur des règles a été très avantageuse pour le Canada et d'autres économies avancées. Au cours des 20 dernières années, ce système a également été crucial pour la croissance économique rapide d'économies de marché émergentes nouvellement intégrées. La Chine en est l'exemple le plus frappant. L'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et à l'ordre commercial et financier international a généré un élan de croissance en Chine qui a sorti des millions de personnes de la pauvreté et constitué une source importante de croissance mondiale. Ce phénomène s'est propagé à d'autres économies de marché émergentes et il continue d'inciter d'autres pays à rejoindre le système commercial et financier mondial, créant ainsi de nouveaux marchés et de nouvelles occasions pour les entreprises canadiennes.

Comment le Canada a-t-il contribué à la création d'institutions financières internationales?

Depuis longtemps, le Canada fait la promotion d'un système commercial et financier international ouvert assorti de règles et de responsabilités claires pour tous, et il y contribue. En 1944, dans un contexte de tensions entre les visions britannique et américaine, le Canada a discrètement joué un rôle clé dans l'élaboration des Statuts du Fonds monétaire international. Il a également permis de créer, en 1999, le G20, un forum

TIFF MACKLEM

Doyen, Rotman School of Management à l'Université de Toronto



Tiff Macklem est doyen de la Rotman School of Management à l'Université de Toronto et président du conseil du Global Risk Institute. Avant de rejoindre les rangs de l'université, il a occupé les postes de premier sous gouverneur de la Banque du Canada et de sous ministre délégué au ministère des Finances. Il a été délégué des Finances du Canada auprès du G7 et du G20, du Fonds monétaire international et du Conseil de stabilité financière.



Le Sommet du G20 sur les marchés financiers et l'économie mondiale tenu à Washington, le 15 novembre 2008.

des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales dont la première réunion a été présidée par Paul Martin. Le Canada a préparé le terrain pour le forum des dirigeants du G20 qui est né pendant la crise financière mondiale en 2008. Mark Carney, le gouverneur de la Banque du Canada de l'époque, est devenu le président du Conseil de stabilité financière. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a longtemps bénéficié du leadership canadien et a été présidé par Nicholas Le Pan pendant de nombreuses années. Comme le monde semble désormais plus fragmenté, le leadership canadien n'a jamais été aussi important.

Pourquoi le Canada a-t-il souvent évité les crises financières internes et les faillites de banque?

Nous avons enregistré des faillites dans les années 80, mais nous avons été assez intelligents pour en tirer des leçons. Lors de la grave récession des années 80, deux banques régionales ont fait faillite et deux autres ont été renflouées

grâce à des prises de contrôle. Cette situation nous a amenés à prendre la décision de renforcer la réglementation financière et d'accroître la surveillance. On a créé le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) doté de droits de préemption et de réels pouvoirs. Le Canada a fixé des normes de solvabilité plus strictes que les autres pays et introduit la limitation de l'effet de levier. Et nous sommes restés avec la rigueur associée à une solide surveillance et à des normes financières sévères, qui nous ont bien servis en 2008.

Pourquoi le Canada s'est-il si bien sorti de la crise financière mondiale de 2008?

Avant la crise, le Canada avait des normes financières plus strictes et surveillait étroitement ses institutions financières. Cela nous a aidés. Le fait de ne pas être au cœur de la crise a également aidé. Le Canada a eu un certain délai pour élaborer des plans d'urgence qui se sont avérés très utiles lorsque la crise s'est aggravée suivant la faillite de la banque Lehman Brothers et qu'elle est devenue mondiale. Nous avons une structure de réglementation financière relativement simple pour les institutions financières nationales, composée d'à peine quelques organismes de réglementation situés à quelques rues les uns des autres à Ottawa. Nous sommes nombreux à avoir travaillé ensemble pendant plusieurs années et à être passés de la Banque du Canada, au ministère des Finances et au BSIF. Nous avons donc une compréhension mutuelle de chaque institution, du respect les uns pour les autres et une confiance mutuelle.

Il y avait également une excellente communication entre les organismes de réglementation et le secteur privé. Cette communication bilatérale était essentielle pour comprendre les types de mesures exceptionnelles qui seraient efficaces. La coordination internationale était un autre élément clé. À titre de déléguée des Finances du Canada auprès du G7, je commençais la journée par un appel aux membres du G7 pour communiquer de l'information au sujet de nos économies et de nos systèmes financiers. La crise était mondiale, et ce n'est que lorsque les membres du G7 ont agi en concertation que le système financier a commencé à se stabiliser.

Quel rôle le Canada a-t-il joué dans le renforcement de la réglementation et de la surveillance financières à la suite de la crise?

Comme l'attention de la communauté internationale est passée de la stabilisation du système à sa réforme, les membres du G7 ont considéré le Canada comme étant le pays ayant le système le plus stable. Les normes de solvabilité canadiennes plus strictes, notamment l'importance accrue accordée aux fonds propres véritables et la limitation de l'effet de levier, ont été intégrées aux règles de Bâle. Le Canada a également essayé d'alléger une réglementation excessive qui risquait de réduire la capacité du système financier à favoriser la croissance économique. Nous n'y sommes parvenus qu'en partie.

Quels défis se profilent et comment le Canada devrait-il les relever?

Premièrement, même si chaque crise financière est différente, trois points communs les caractérisent : des réserves de fonds propres nettement insuffisantes, un effet de levier excessif et peu de liquidités. Notre capacité à prévoir l'avenir et à voir les crises venir est très imparfaite. Il y aura donc d'autres épisodes d'instabilité financière. Nous pouvons constituer des fonds propres adéquats pour accroître la résilience du système financier. Le Canada doit protéger les réformes financières essentielles issues de la crise : des normes de liquidités plus strictes, la limitation de l'effet de levier et des fonds propres adéquats. Deuxièmement, le secteur financier évolue rapidement. Les nouvelles technologies, la prestation numérique de nombreux services financiers et le potentiel qu'offrent les technologies radicalement nouvelles, comme la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle, peuvent réduire le risque et améliorer l'efficacité des systèmes financiers. Le Canada peut montrer la voie en ce qui concerne l'élaboration de règles financières qui n'entravent pas l'innovation, en modernisant la réglementation et en mettant à l'essai des projets pilotes et des zones sûres pour tenter des innovations de façon contrôlée. ●

“**Avant la crise, le Canada avait des normes financières plus strictes**”

À L'AVANT-GARDE DU COMMERCE MONDIAL

L'accent de longue date du Canada sur le commerce a contribué à créer une économie mondiale de premier plan, un succès que les initiatives futures contribueront à consolider davantage, écrit l'honorable **François-Philippe Champagne**, ministre du Commerce international

En ce 150^e anniversaire de la Confédération, il est important de se rappeler que le Canada est un pays qui s'est construit autour du commerce, et qu'il continuera d'en être ainsi.

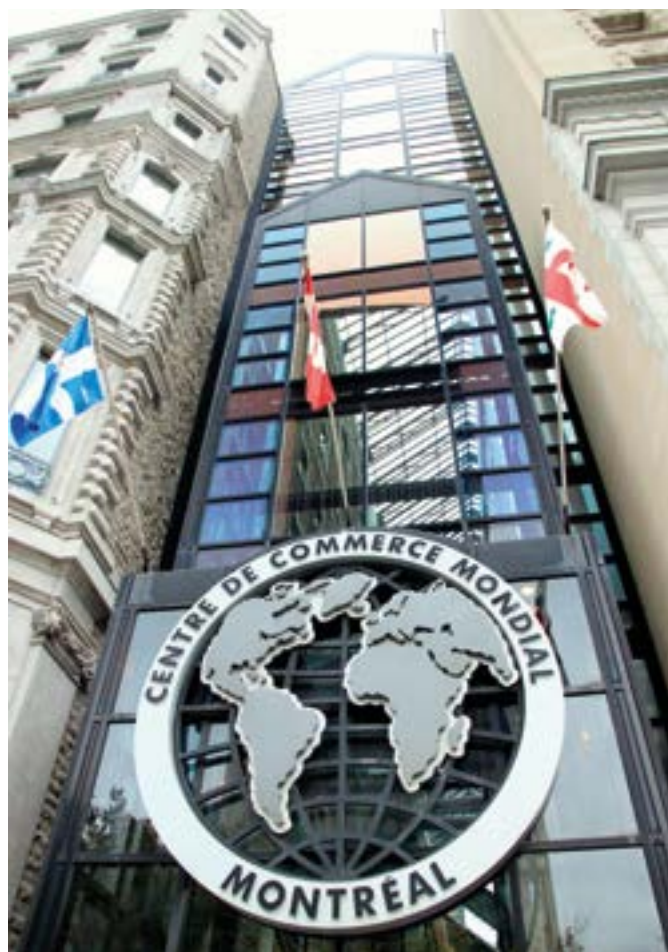
Comme l'a montré Harold Innis, de l'Université de Toronto, ces échanges ont d'abord été dominés par le commerce des fourrures. Le blé et le bois ont ensuite remplacé les fourrures. Et, aujourd'hui, le Canada exporte pratiquement tous les produits et les services imaginables.

Les Canadiens savent que le commerce et les investissements contribuent à la croissance et que la croissance mène à la création d'emplois pour la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Comme notre pays ne compte que 36 millions d'habitants, nous savons aussi que l'accueil de nouveaux arrivants et notre participation à l'économie mondiale sont d'une importance fondamentale pour notre prospérité.

Le commerce a toujours été bénéfique pour le Canada. Grâce à lui, notre pays figure parmi les dix premières économies mondiales, même s'il arrive au 38^e rang seulement sur le plan démographique. C'est pourquoi le Canada est si déterminé à promouvoir un commerce libre et ouvert entre les pays.

C'est aussi pourquoi nous continuons à promouvoir le système fondé sur des règles pour gérer les échanges commerciaux dans le monde et à défendre le rôle des institutions multilatérales, comme l'Organisation mondiale du commerce, pour assurer son bon fonctionnement. Le Canada est l'un des fondateurs et des architectes de ce système, né des cendres de la Grande Dépression et de la Deuxième Guerre mondiale, qui vise à apporter une prévisibilité et une stabilité indispensables au commerce mondial.

Ce système a donné lieu à une très forte croissance du commerce dans les années d'après-guerre, si bien que le revenu et le niveau de vie de la population ont augmenté et que des millions de gens ont pu sortir de la pauvreté. De nos jours, la libéralisation des



échanges commerciaux continue de jouer un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des gens, de sorte que le Canada demeure l'un de ses plus ardents défenseurs.

En même temps, le Canada est conscient depuis longtemps de l'importance de collaborer pleinement avec ses partenaires commerciaux. Et, pour cela, il doit avoir une présence permanente sur les marchés du monde entier. Notre réseau de professionnels du commerce international – le Service des délégués commerciaux (SDC) du Canada – existe depuis presque aussi longtemps que le Canada, et sa création est même antérieure à celle de notre service extérieur. Depuis ses modestes débuts, en 1894, avec l'affectation de notre premier délégué commercial en Australie, le SDC a continué, au fil des ans, à étendre sa présence dans le monde. Aujourd'hui, plus de 900 délégués commerciaux sont à l'œuvre dans plus de 160 villes du monde entier. Ils aident les entreprises canadiennes à conquérir de nouveaux marchés, à tisser des liens avec de nouveaux partenaires et à tirer parti de nouveaux débouchés à l'étranger. Le SDC encourage également les entreprises à choisir le Canada comme prochaine destination pour leurs investissements.

Et le SDC veille à faire en sorte que le Canada tire parti des accords commerciaux novateurs que nous avons conclus.

En 1989, l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis a été l'un des premiers accords à prévoir des dispositions sur le commerce des services. En 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a ajouté le Mexique à l'équation, ce qui en a fait le premier accord de libre-échange global entre des pays développés et un pays en développement. L'ALENA a également contribué à l'ouverture des marchés, et cela plus que tout autre accord commercial avant lui.

Les célébrations du 150^e anniversaire du Canada, cette année, coïncident avec le 20^e anniversaire du premier accord de libre-échange conclu par le Canada après l'ALENA, à savoir avec Israël et le Chili. Dans les années qui ont suivi, d'autres accords sont entrés en vigueur : avec la Colombie, le Costa Rica, le Honduras et le Panama, dans les Amériques; avec la Jordanie, au Moyen-Orient; avec la Corée, dans la région de l'Asie-Pacifique. Et l'Ukraine figurera bientôt dans cette liste. À l'heure actuelle, nous consultons les Canadiens sur la possibilité de conclure de nouveaux accords commerciaux avec la Chine et les pays du Mercosur, en Amérique du Sud.

Et, bien entendu, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous attendons l'application provisoire de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. L'AECG est un excellent arrangement pour les entreprises et les consommateurs des deux côtés de l'Atlantique. De plus, les avantages qu'il procure sont loin de se limiter aux aspects commerciaux. Comme l'AECG est l'accord le plus novateur jamais négocié par le Canada ou l'UE, il occupe une place prépondérante dans le programme commercial progressiste du Canada.

Le commerce progressiste consiste à tout mettre en œuvre pour que tous les segments de la société, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, puissent profiter, ou bénéficier d'une quelconque façon, des débouchés économiques considérables qui découlent du commerce. Au Canada, cela signifie qu'il faut prêter une attention particulière aux intérêts et aux ambitions des groupes sous-représentés, comme les femmes, les jeunes, les peuples autochtones ainsi que les petites et moyennes entreprises, afin qu'ils puissent recevoir l'aide dont ils ont besoin pour atteindre leur plein potentiel sur les marchés mondiaux.

Le commerce progressiste mène également à l'adoption de dispositions strictes dans certains domaines importants des accords commerciaux, notamment les droits des travailleurs, la protection

de l'environnement et l'égalité entre les sexes. Il permet aussi de renforcer le droit que conservent les gouvernements d'adopter des lois et règlements dans l'intérêt du public.

L'AECG montre qu'il est encore possible de conclure des ententes commerciales importantes dans un contexte commercial difficile, comme c'est le cas à l'heure actuelle dans le monde — en grande partie en raison des dispositions progressistes qu'il renferme. C'est pourquoi l'AECG arrive à point nommé pour le Canada, l'Union européenne et le reste du monde.

Tout au long de son histoire, notre pays a été à l'avant-garde des nouvelles façons de concevoir le commerce et de faire du commerce. Le monde doit à nouveau repenser la façon dont il poursuit ses échanges commerciaux.

À l'occasion de son 150^e anniversaire, le Canada est fier d'être le principal promoteur d'une approche inclusive et progressiste en matière de commerce – une approche qui fonctionne pour tous.

J'invite nos partenaires au Canada et ailleurs dans le monde à se joindre à nous pour concrétiser notre vision d'un commerce progressiste. ●



**FRANÇOIS-
PHILIPPE
CHAMPAGNE**
ministre du
Commerce
international



François-Philippe Champagne a été élu député de Saint-Maurice-Champlain le 19 octobre 2015. Il a été nommé secrétaire parlementaire du ministre des Finances du Canada, poste qu'il a occupé jusqu'au 10 janvier 2017, date de sa nomination en tant que ministre du Commerce international du Canada par le premier ministre Justin Trudeau. Homme d'affaires, avocat et spécialiste du commerce international, il possède plus de 20 ans d'expérience au sein de grandes entreprises internationales, plus particulièrement dans les domaines de l'énergie, de l'ingénierie et de l'innovation.

L'élan du commerce et l'importance de faire équipe

Depuis que le Canada s'est établi grâce à la traite des fourrures, le commerce demeure inscrit dans l'ADN du pays. Terre fertile de ressources et d'esprit d'entreprise, le Canada a toujours eu beaucoup à offrir au reste du monde, et son économie en est venue à dépendre des avantages du commerce (croissance, richesse, occasions d'investissement, emplois).

Par le passé, nous avons surtout visé le sud et l'est pour tisser nos relations commerciales, soit les États Unis et l'Europe. S'il en est encore ainsi, des changements pointent à l'horizon : de nouveaux marchés s'ouvrent autour du monde, et de nouveaux débouchés s'offrent alors au Canada.

Parallèlement, la nature de ces débouchés, *et celle du commerce lui-même*, évolue aussi, créant une nouvelle réalité économique avec laquelle doivent composer les décideurs et les entreprises du Canada.

L'évolution du commerce

La conception du commerce se résumant à la production de biens par une entreprise à un endroit puis à leur exportation vers un autre lieu est de plus en plus dépassée – c'est un modèle beaucoup trop simpliste pour décrire le commerce international d'aujourd'hui. La montée des chaînes de valeur mondiales, des technologies de l'information et financières ainsi que l'élargissement des accords internationaux entourant le commerce et l'investissement ont réduit l'importance des frontières nationales et transformé la manière dont les entreprises abordent le commerce international.

Il faut aussi tenir compte du climat économique et politique actuel, ou de l'*humeur* de la scène internationale, faute de trouver un meilleur mot. Pas besoin de chercher loin, un coup d'œil aux grands titres des 18 derniers mois suffit pour voir à quel point la conjoncture change vite : l'élection de Donald Trump; le Brexit; la restructuration continue de l'économie chinoise; les tensions géopolitiques croissantes dans des pays comme la Corée du Nord et le Venezuela; la menace latente du terrorisme international.

C'est dans ce contexte que les résultats commerciaux du Canada se sont détériorés ces 15 dernières années, la fabrication et l'exportation de produits de base aux États Unis ayant été les plus durement touchées. Autre point préoccupant : seulement 7 % des PME canadiennes, qui sont le moteur économique du pays, accèdent à la clientèle et aux chaînes d'approvisionnement internationales. Ce n'est tout simplement pas assez. Des études montrent que les entreprises exportatrices connaissent une croissance plus rapide, et sont plus viables et novatrices que les autres. Mais surtout, on constate qu'elles créent plus d'emplois. C'est pourquoi le Canada doit absolument accélérer le pas, et aider plus d'entreprises à percer, croître et réussir à l'étranger malgré les vents contraires.



Le plaidoyer d'EDC pour le changement

Voilà la mission dont Exportation et développement Canada s'acquitte depuis plus de 70 ans. Elle doit sa réussite principalement à son savoir-faire en commerce international et en gestion des risques, ainsi qu'à sa volonté et sa capacité de s'adapter au changement.

Cette faculté d'adaptation n'a jamais été autant mise à l'épreuve qu'aujourd'hui. En reconnaissant que le commerce évolue, tout comme les exportateurs canadiens, la direction d'EDC a établi que l'organisation doit rehausser sa pertinence pour mieux répondre à leurs besoins. C'est pourquoi EDC a entamé une transformation radicale qui vise à mieux servir les entreprises canadiennes dans le nouveau contexte mondial, et non seulement celles qui exportent, mais aussi celles qui envisagent de le faire *un jour*. Nous croyons qu'en aidant plus d'entreprises à réussir la transition – c.-à-d. non plus faire affaire uniquement sur le marché canadien mais porter ses activités sur les marchés étrangers et y réussir –, EDC peut contribuer davantage à la croissance économique du Canada.



Le défi d'une Équipe Canada

Toutefois, pour assurer le succès du Canada sur la scène internationale durant les 150 prochaines années, les efforts d'EDC ne suffiront pas. Le gouvernement, les associations sectorielles, les banquiers, les avocats et bien d'autres devront unir leurs forces. Les entreprises devront aussi s'allier, mettre leurs idées et expériences en commun, trouver un terrain d'entente et cibler des occasions de coopérer.

Autrement dit, il faudra adopter l'approche d'une Équipe Canada, dans laquelle tous les acteurs travaillent ensemble pour créer le dynamisme essentiel au succès. Et cette équipe possède un bel avantage concurrentiel : *la marque mondiale du Canada*. Pays extraordinaire pour ses grands espaces et ses ressources naturelles, population connue pour sa diversité et sa générosité : le Canada et ses habitants se distinguent depuis longtemps pour leur capacité d'être à la fois accueillants et ouverts sur le monde. C'est pourquoi notre pays est devenu un partenaire de commerce idéal dans l'arène mondiale, ce qui s'avère un atout d'autant

plus précieux dans des périodes de l'histoire comme celles que nous vivons. Aujourd'hui, alors que tellement de pays se retranchent dans le protectionnisme, le Canada avance dans l'autre sens, à la recherche de nouvelles occasions d'affaires.

La réussite sur le marché mondial n'est pas une mince affaire, car de multiples facteurs entrent en jeu, au pays et à l'étranger. Pourtant, la bonne marque et l'attitude gagnante peuvent parfois suffire à changer la donne. À l'heure actuelle, l'Équipe Canada possède amplement de ces deux atouts pour être optimiste, et dans la conjoncture mondiale volatile, cet optimisme sera précieux pour les exportateurs et les décideurs politiques.

Tout comme il y a 150 ans, le commerce fait encore partie de notre ADN national. Et maintenant plus que jamais, il joue un rôle crucial dans la prospérité du pays. Le défi que nous devons désormais relever : unir nos forces comme exportateurs pour nous adapter à l'évolution du commerce mondial. C'est en collaborant, et en trouvant les moyens d'aider plus d'entreprises à réussir à l'étranger, que nous pourrons bâtir une économie canadienne florissante, forte et durable pour les années à venir.



Exportation et développement Canada offre le savoir, les relations et les services financiers voulus pour aider les entreprises canadiennes à percer, croître et réussir à l'étranger.

Groupe de recherche sur le G7

Dans le contexte de mondialisation rapide qui caractérise le 21^e siècle, le Groupe des sept grandes démocraties de marché constitue un centre efficace de gouvernance mondiale. Les membres du G7 – les États-Unis, le Japon, l’Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l’Italie, le Canada et l’Union européenne – disposent de bon nombre de capacités et sont attachés aux valeurs démocratiques. À son sommet annuel et grâce à un réseau d’institutions centrées sur le G7 aux niveaux ministériel, officiel et multilatéral, le G7 en fait beaucoup pour relever les défis mondiaux, plus particulièrement dans les domaines de la sécurité, du développement durable et de l’économie.

Le groupe de recherche sur le G7 est un réseau mondial de chercheurs, d’étudiants et de professionnels œuvrant dans le domaine universitaire, de la recherche, des médias, des affaires et des sphères gouvernementales qui observent de près le travail du G7, du G8 (avec la Russie) et de leurs institutions affiliées. Le groupe a pour mission de servir de principale source mondiale d’information, d’analyse et de recherche sur le G7 et le G8. Créé en 1987, le groupe est administré à partir du Trinity College, de la Munk School of Global Affairs et du département de science politique de l’Université de Toronto. Les membres du conseil consultatif professionnel, les conseillers spéciaux et les chercheurs du groupe viennent du monde entier. Grâce au groupe de recherche sur le G7, la bibliothèque John W. Graham du Trinity College est devenue le dépôt mondial de documents, de transcriptions, de couvertures médiatiques, d’entrevues, d’études, d’essais, d’œuvres marquantes et d’objets liés au G7 et au G8.

Le centre d’information sur le G7 en ligne à l’adresse www.g7.utoronto.ca

Le centre d’information sur le G7 en ligne (www.g7.utoronto.ca) offre la collection la plus complète et fiable d’information et d’analyse sur le G7 et le G8. Le groupe de recherche sur le G7 recueille, vérifie et publie des documents sur les réunions préparatoires de chaque sommet, les documents officiels disponibles sur les sommets passés ainsi que sur les réunions ministérielles (en plusieurs langues), des travaux universitaires, des analyses de politiques, des études, de l’information sur les bourses d’études, des hyperliens pertinents et des « cahiers documentaires » pour chaque sommet publiés par Newsdesk Media. Le site Web contient les rapports périodiques du groupe de recherche sur le G7 portant sur le respect des engagements des membres du G7 et du G8 pris lors des sommets ainsi que d’autres rapports de recherche.

Livres sur le G7, le G8 et d’autres questions connexes de Routledge (en anglais)

The Global Governance of Climate Change

John Kirton et Ella Kokotsis

The European Union in the G8

Marina Larionova (dir.)

Global Financial Crisis

Paolo Savona, John Kirton et Chiara Oldani (dir.)

Global Energy Governance in a Multipolar World

Dries Lesage, Thijs Van de Graaf et Kirsten Westphal

The G8-G20 Relationship in Global Governance

Marina Larionova et John Kirton (dir.)

G8 against Transnational Organized Crime

Amandine Scherrer

The G8 System and the G20

Peter I. Hajnal

The New Economic Diplomacy

Nicholas Bayne et Stephen Woolcock

GRUPE DE RECHERCHE SUR LE G7

Munk School of Global Affairs, 1, place Devonshire, pièce 209N, Toronto (Ontario) M5S 3K7 Canada

Téléphone: +1-416-946-8953 • Courriel: g8@utoronto.ca • Twitter: [@g7_rg](https://twitter.com/@g7_rg) et [@g8rg](https://twitter.com/@g8rg)

www.g7.utoronto.ca

INNOVATION, TIC ET SOINS DE SANTÉ

Avec une faible population dispersée dans un vaste pays transcontinental, les Canadiens dépendent des communications modernes pour diriger leur pays et maintenir l'économie nationale; et ils comptent sur la cohésion sociale pour survivre et prospérer. Au cours des 150 dernières années, le Canada a fourni au monde des inventions de grande envergure qui ont contribué à la santé et au bien-être des gens à travers le monde. Le monde peut remercier les Canadiens pour l'insuline, le Pabulum, les stimulateurs cardiaques, le basketball et la poutine! Durant les 150 prochaines années, l'innovation jouera un rôle crucial dans la croissance de l'économie canadienne. Et avec des universités et des installations de recherche de classe mondiale, ainsi qu'une main-d'œuvre multiculturelle hautement qualifiée, elle est bien placée pour continuer à innover à très long terme.



Plus du
sociétés TIC au Canada

37 400

584 850

c'est le nombre de personnes employées dans le secteur des TIC au Canada, ce qui représente 3,3 % des emplois au niveau national

Entre

800 et 1 000

jeunes entreprises de technologie liées à la santé au Canada



Jusqu'à

950

millions de dollars

cela représente le montant que le Canada investira entre 2017 et 2022 pour soutenir les supergrappes à l'initiative des entreprises



OUVERTE À L'INNOVATION

La position éminente du Canada dans l'éducation et de son modèle de la société juste contribuent à une économie qui est le chef de file en le développement technologique, écrit l'honorable **Navdeep Bains**, ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada

À l'approche de son 150e anniversaire, le Canada est renommé pour la qualité de vie supérieure qu'il offre à ses citoyens. Le pays occupe une place de choix parmi les pays industrialisés grâce à des investissements publics dans l'infrastructure, l'éducation, la

santé et les sciences. Ces investissements renforcent la classe moyenne et contribuent à instaurer une société équitable et ouverte.

Ces investissements ont aussi aidé le Canada à former une main-d'œuvre parmi les plus hautement qualifiées au sein des

économies avancées.

C'est au Canada que l'on retrouve la plus forte proportion de personnes titulaires d'un diplôme universitaire ou collégial. Nos chercheurs sont parmi les meilleurs pour ce qui est de la capacité à traduire des travaux en découvertes et en inventions.

Le monde voit de plus en plus le Canada comme un endroit où peuvent éclore des idées nouvelles et ambitieuses. Lorsque les entreprises mondiales cherchent à investir, elles se tournent vers les économies les plus novatrices, celles où les gens ont un esprit créatif

“*Notre pays bénéficie du talent et du travail acharné des nouveaux arrivants*”

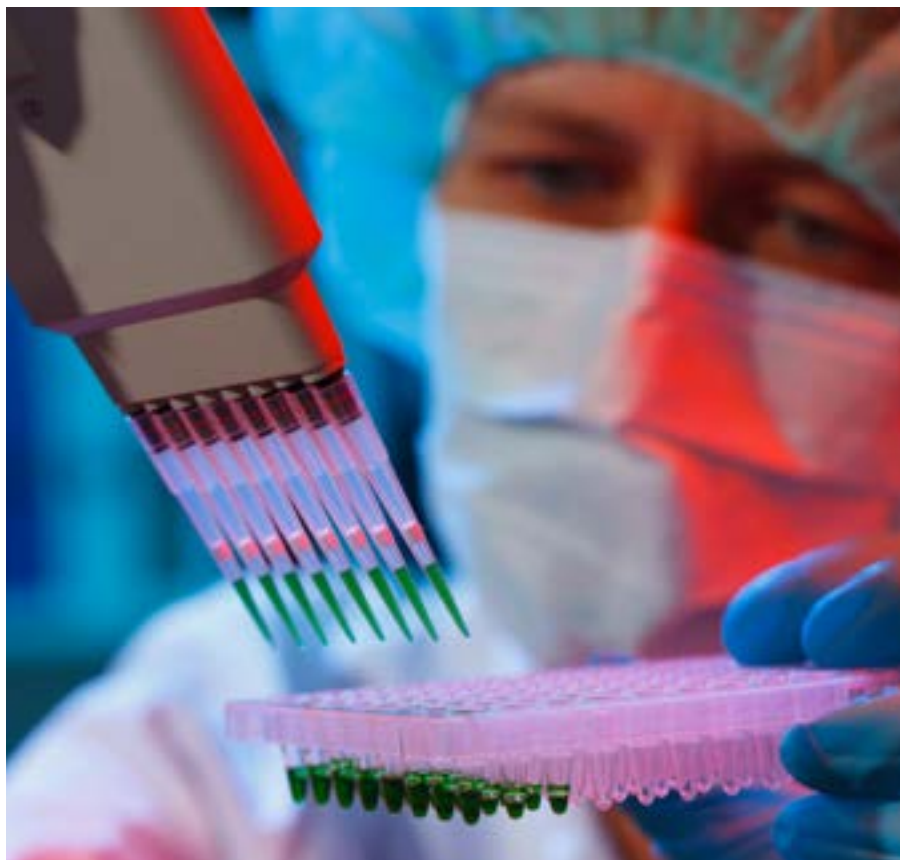
et entrepreneurial et sont en mesure de transformer des idées en solutions, puis d'en faire la mise en marché.

C'est pour cela que Microsoft et Google ont récemment effectué des investissements dans des entreprises et des équipes de recherche canadiennes spécialisées en intelligence artificielle, un domaine émergent dans lequel le Canada n'a rien à envier aux meilleurs. Bayer AG, une société pharmaceutique mondiale, a accordé un investissement considérable à BlueRock Therapeutics, une entreprise ayant des activités à Toronto et qui fait appel à des cellules souches pour guérir des lésions au cœur et au cerveau. Le Canada se classe également parmi les meilleurs dans ce domaine émergent de la médecine régénératrice.

Les Canadiens sont hautement talentueux, mais il faut reconnaître que notre pays est relativement peu peuplé et que notre population vieillit rapidement. Nous devons donc compter sur un système d'immigration robuste pour soutenir le dynamisme de notre main-d'œuvre. Mes parents ont immigré au Canada en provenance de l'Inde. C'est un



Maryam et Nore Kasmeh attendent l'arrivée des réfugiés syriens à l'aéroport



NAVDEEP BAINS
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique



L'honorable Navdeep Bains a servi comme ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique depuis 4 novembre 2015. Il est le député de Mississauga-Malton. Depuis 2004 à 2011, il a été membre du Conseil privé, il a occupé les fonctions de secrétaire parlementaire du premier ministre Paul Martin ainsi que porte parole responsable des Travaux publics et Services gouvernementaux, du Conseil du Trésor, du Commerce international, des Ressources naturelles, et de la Petite Entreprise et du Tourisme.

privège pour moi de mettre en valeur le fait que le Canada est une société ouverte.

Cette société ouverte a attiré des générations d'innovateurs et d'entrepreneurs des quatre coins du monde, qui ont trouvé au Canada l'endroit où réaliser leur plein potentiel. Je pense entre autres à feu Gerhard Herzberg, un physicien et chimiste dont les travaux de pionnier en spectroscopie ont été couronnés d'un prix Nobel; à Frank Stronach, le fondateur de Magna International, une entreprise mondiale de pièces d'automobile; et à Senia Rapisarda, qui fait sa marque dans le secteur canadien du capital de risque.

D'autres régions du monde cherchent à fermer leurs frontières et à se refermer sur elles-mêmes. Je suis fier que le Canada demeure ouvert aux gens de toutes les origines, qu'il s'agisse de réfugiés de pays déchirés par la guerre ou de professionnels

hautement qualifiés dans des industries à forte croissance. Notre pays bénéficie du talent et du travail acharné des nouveaux arrivants, qui créent des emplois, offrent de nouvelles possibilités et rehaussent la prospérité des Canadiens. Notre pays n'est que meilleur grâce à eux.

Le monde connaît une période complexe marquée par une incertitude sociale et économique. Je crois que le Canada est le pays le mieux placé pour la traverser.

Le Canada continue à exercer son leadership à l'échelle internationale et à mettre de l'avant son ouverture et sa diversité, qu'il s'agisse de contrer des menaces à la santé mondiale comme le virus Ebola, d'accueillir des réfugiés syriens ou de former un conseil des ministres où les hommes et les femmes ont une représentation égale.

La diversité donne aux Canadiens un avantage concurrentiel dans une économie mondiale où il est essentiel d'interagir avec des gens d'un large éventail de cultures et de langues. La diversité est également un moteur de l'innovation; il faut un bassin de talents le plus grand possible pour générer les meilleures idées. Il faut un bassin mondial.

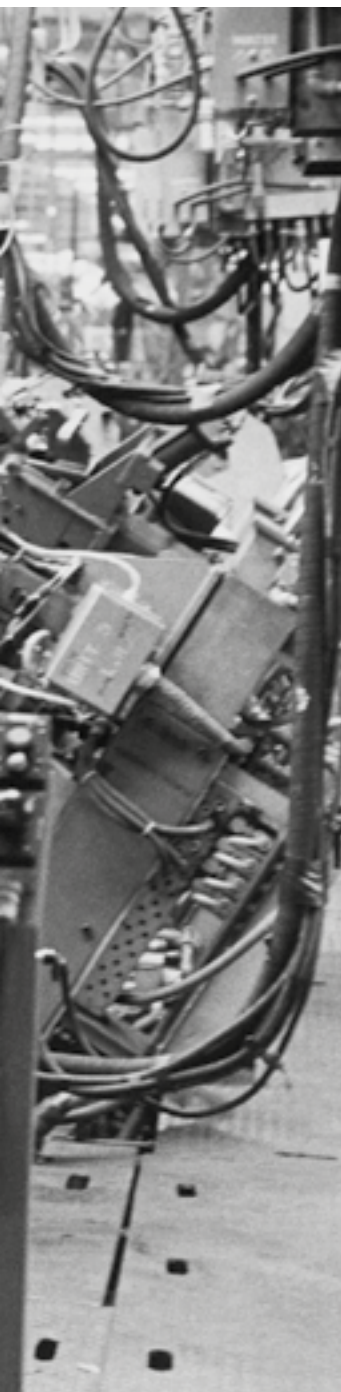
Je suis fermement convaincu que le Canada a l'obligation morale de promouvoir la diversité et l'inclusion. Les entreprises ont tout à gagner en adoptant elles-mêmes ces valeurs, car elles favorisent l'innovation, contribuent à créer des emplois, offrent des possibilités et améliorent le niveau de vie de l'ensemble de nos concitoyens. Et c'est pourquoi il faut agir dès maintenant pour que le Canada demeure une destination de choix pour les gens les plus brillants du monde entier. ●



The Ford Motor Company assembly line for the Ford Pinto, St. Thomas, Ontario, 1970

DES DÉCENNIES DE RÉUSSITE

Reflétant l'histoire du Canada, l'histoire de l'industrie de l'automobile canadienne représente le changement, la résistance et l'innovation, écrit **Mark Nantais**, président de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules



C'est en 1904 que le premier véhicule canadien est sorti de la chaîne de montage de la Ford Motor Company à Walkerville (Ontario), où on a exploité des pratiques novatrices afin d'assembler deux voitures à la fois! La production annuelle à cet établissement était de 117 véhicules. Avançons jusqu'à 2016, plus de 2,4 millions de véhicules ont été construits au Canada.

Peu de temps après le début de la production sur la chaîne de montage de Walkerville, la McLaughlin Carriage Company d'Oshawa s'est fusionnée à Chevrolet en 1918 pour devenir General Motors of Canada. À peu près au même moment à Windsor, Maxwell Motors of Canada a construit une usine d'assemblage de véhicules en 1916, qui est devenu la Chrysler Corporation of Canada en 1925.

Pendant plus d'un siècle, le Canada a bénéficié d'une industrie de l'automobile dynamique en évolution constante qui a joué un rôle stratégique dans l'économie et dans les collectivités locales où la production prospère. De nos jours, l'industrie emploie directement plus de 130 000 Canadiens et indirectement plus de 500 000 Canadiens. Elle contribue au produit intérieur brut du Canada à hauteur de plus de 20 milliards de dollars et représente la principale exportation du pays par rapport à la valeur.

Depuis sa création, l'industrie de l'automobile canadienne est un chef de file novateur. Elle saisit les nouvelles occasions de transformer la fabrication et répond aux besoins et aux demandes des consommateurs en matière de transport. Au milieu des années 1920, la construction automobile canadienne s'est développée, les capacités de production en série ont été exploitées, des milliers de travailleurs ont été embauchés et les consommateurs ont profité de l'abordabilité des véhicules fabriqués en série.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'industrie de l'automobile s'est consacrée à l'effort de guerre, se réinventant et innovant encore une fois lorsque le Canada a dû créer sa propre infrastructure industrielle pour appuyer les forces alliées. Le secteur de l'automobile a relevé le défi et a produit plus de 800 000 véhicules militaires de transport. Plus de 50 % de tous les véhicules utilisés par la 8e Armée du général Montgomery et plus d'un tiers de tous les véhicules dans les théâtres de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient provenaient d'usines canadiennes.

À la suite du retour à la production normale en temps de paix, l'industrie canadienne de l'automobile a connu des périodes de grande prospérité en réponse à la demande nationale, mais a bientôt souffert d'une production inefficace et des tarifs élevés pour les véhicules et les

pièces qui traversaient la frontière des États-Unis. En réponse, l'entente sur le commerce des produits de l'automobile, habituellement connu sous le nom du « Pacte de l'automobile », a été signée en janvier 1965, créant la première relation commerciale bilatérale entre le Canada et les États-Unis. Le Pacte de l'automobile a donné une industrie de l'automobile plus rationalisée, menant à une production et une intégration plus efficace sur le

“
L'industrie se retrouve encore une fois en terrain inconnu”

MARK NANTAIS

Président de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules' Association



Président de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules

Mark Nantais a été nommé président de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules en janvier 1994. Avec 33 ans d'expérience dans l'industrie de l'automobile, il est responsable d'élaborer des politiques et l'orientation stratégique générale de l'association représentant les principaux fabricants de véhicules motorisés du Canada. Auparavant, il travaillait pour le gouvernement de l'Ontario au Bureau de l'ombudsman et au ministère des Ressources naturelles. Il était membre de la délégation canadienne ayant participé à la négociation de l'Accord transfrontalier entre le Canada et les États-Unis et du groupe consultatif d'action contre le changement climatique du ministère de l'Environnement de l'Ontario.

marché nord-américain. L'entente fut un véritable succès, créant littéralement des centaines de milliers d'emplois de qualité au Canada et aux États-Unis.

Même si le Pacte de l'automobile a fait son temps, bon nombre de ses principes commerciaux ont été inscrits dans l'Accord de libre-échange nord-américain. Au cours des années 1980, Toyota et Honda se sont joints aux fabricants d'origine du Canada, notamment Chrysler, Ford et General Motors. L'intégration nord-américaine de l'industrie de l'automobile constitue maintenant un modèle de la façon dont les pays peuvent travailler en vue d'une politique commerciale mutuellement avantageuse pour l'économie et la concurrence mondiale de chaque pays.

Comme au début des années 1900, lorsque des progrès ont été accomplis dans le domaine de la production en série, l'industrie se retrouve encore une fois en terrain inconnu en ce qui concerne l'innovation et les technologies perturbatrices.

Alors que le Canada célèbre 150 ans, tous les aspects de l'automobile moderne sont maintenant considérés comme de la haute technologie, faisant appel à des procédés et des matériaux de pointe, comme l'ingénierie numérique et les nanotechnologies afin d'améliorer la conception et la production de véhicules. Les plus brillants chercheurs des universités du Canada, ainsi que nos travailleurs canadiens qualifiés, jouent un rôle dans l'industrie.

L'industrie canadienne de l'automobile est fière de faire partie du patrimoine du Canada. L'allure du pays dans 150 ans dépend de notre imagination! ●

TRANSFORMER LES PAYSAGES

Le savoir-faire canadien jou un rôle majeur dans les développements mondiaux de la ville intelligente, écrit **Bill Hutchison**, président, i-CANADA Alliance

La transformation numérique des villes et des sociétés planétaires est une tendance majeure mondiale au 21^e siècle. Les villes qui parviennent à effectuer cette transformation sont décrites comme étant intelligentes, durables, résilientes et créatives, pour ne citer que quelques adjectifs. Dans cet article, j'utiliserai le terme « intelligent » pour parler de l'ensemble des éléments décrivant cette transformation. Toutes les estimations indiquent que la transformation numérique urbaine est en passe de devenir un marché mondial de mille milliards de dollars, marché qui devrait atteindre trois mille milliards de dollars d'ici 2023.

L'utilisation de l'adjectif « intelligent » appliqué à la transformation numérique des villes s'est intensifiée à partir du milieu des années 1990 (Smart Valley dans la Silicon Valley, Smart Toronto « 94 » et Singapour – île intelligente). En ce qui concerne Singapour, il s'agissait du premier plan social et économique pluriannuel à avoir adopté les nouvelles technologies numériques. La transformation s'est intensifiée en 2006 et en 2007, stimulée par tout un éventail de nouvelles technologies et de nouveaux services repris dans « What the Hell Happened in 2007? » (Qu'est-ce qui a bien pu se passer en 2007?), le second chapitre du livre de Thomas L. Friedman intitulé *Thank You for Being Late: An Optimist's Guide to Thriving in the Age of Accelerations*. C'est à ce moment-là que l'utilisation de Facebook, de Skype et de LinkedIn s'est répandue, que Google a acheté YouTube en 2006 et créé Android en 2007, en tant que plateforme libre. Une entreprise nommée Hadoop a été constituée afin que tout le monde puisse utiliser de grandes quantités de données (méga données) et Twitter a été lancé sur sa propre plateforme. Consciente des possibilités qui lui étaient offertes, IBM a annoncé le lancement de Smarter Planet (planète plus intelligente), dont Smarter Cities (villes plus intelligentes), une de ses principales ramifications et Cisco a déjà annoncé l'initiative Smart+Connected Communities (communautés intelligentes en réseau). La force commerciale combinée des deux entreprises a accéléré la notoriété et la croissance des villes intelligentes.

Au Canada, les entreprises et les particuliers ont contribué depuis de nombreuses années à l'émergence du secteur des villes intelligentes, à l'échelon international. Ainsi, j'ai été le cofondateur et le vice président de Smart Toronto « 94 ». En 1996 à Singapour, ayant déménagé à Singapour, j'ai pu mettre en pratique les leçons apprises pour contribuer au projet Singapour – île intelligente. Par la suite, entre 1998 et 2000, dans le cadre de l'initiative Multimedia Super Corridor (Super couloir multimédia) en Malaisie, j'ai dirigé la création du premier centre d'investissements technologiques



Residence Bel-Air, un établissement résidentiel de luxe
Développement dans Cyberport de Hong Kong

BILL HUTCHISON

Président et
cofondateur,
i-Canada Alliance



Bill Hutchison est le cofondateur et le vice-président d'i-CANADA Alliance, dont l'objectif est la mise en place de communautés plus intelligentes. Il est également membre des conseils consultatifs d'iCity : « Urban Informatics for Sustainable Metropolitan Growth » (informatique urbaine pour une croissance métropolitaine durable) et « Creating Digital Opportunity » (créer des possibilités dans le domaine numérique) – programmes de recherche de l'Université de Toronto. Il a été le cofondateur et le vice-président du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie du Canada et a présidé le conseil d'administration de CANARIE, réseau à ultra haute vitesse pour les milieux de la recherche, de l'éducation et de l'innovation du Canada.



Cyberport 1 et 2 à Hong Kong

appartenant à des intérêts américains et échangé des commentaires et des idées avec des responsables malaisiens au sujet de l'initiative « Smart Region » (région intelligente). Le Super couloir multimédia représentait alors la « région intelligente » la plus vaste au monde, couvrant environ 2 000 kilomètres carrés, presque la taille exacte de la Silicon Valley. Plus tard, j'ai conseillé le gouvernement de Hong Kong quant à la faisabilité et à la planification subséquente de Cyberport (station cybernétique), une proposition de nouveau district consacré à l'innovation et au démarrage d'entreprises. Mes conseils ont été judicieux, car 15 ans plus tard, en 2015, Cyberport s'est vu décerner le prix du meilleur district pour l'innovation (Best Innovation

District) de toute la Chine.

Au début de 2000, deux Américains et un Canadien ont fondé l'Intelligent Community Forum (ICF), un groupe de réflexion établi à New York et présidé par le Canadien fondateur, John Jung. Avec l'appui du gouvernement de l'Ontario, l'ICF a défini les caractéristiques d'une communauté intelligente et lancé un concours mondial annuel visant à désigner la « Communauté intelligente de l'année ». L'ICF reçoit plus de 400 demandes chaque année.

“**La transformation numérique urbaine est prévue atteindre 3 billions de dollars D'ici 2023**”

L'organisme sélectionne ensuite 21 semi-finalistes, faisant partie d'une liste, la « Smart21 », puis 7 finalistes apparaissant sur la liste des « Top7 », parmi lesquels le gagnant est désigné en juin. Melbourne en Australie a été désignée Communauté intelligente de l'année en 2017 et trois villes du Canada faisaient partie des sept finalistes. L'ICF a joué un rôle important sur l'évolution mondiale des communautés de l'avenir; en effet, plus de 50 communautés canadiennes ont fait partie des semi-finalistes et des finalistes depuis le début des années 2 000 et quatre villes canadiennes ont remporté le concours.

Le Global Cities Institute de l'Université de Toronto, qui abrite la Global Cities Indicators Facility (installation des indicateurs sur les villes mondiales) est une entité canadienne qui a également contribué de façon importante à l'émergence de villes intelligentes. En 2014, l'institut est parvenu à établir la première norme des Nations Unies s'appliquant au domaine des villes intelligentes : il s'agit de la norme ISO 37120, certifiée par l'International Standards Association (Association internationale de normalisation). D'autres normes ISO sur les villes intelligentes sont en cours d'élaboration et plus de 1 000 villes ont déjà été certifiées ou sont en cours de certification.

Plusieurs autres Canadiennes et Canadiens ont contribué à la connaissance sur les villes intelligentes dans le monde entier. Parmi ces personnes, citons des universitaires de l'Université de Dalhousie et de l'Université de Toronto, qui ont participé aux séances de formation et de conception en Inde. Le World Future Cities Summit (sommet mondial des villes de l'avenir) organisé par I-CANADA en juin 2016 à Toronto présentait un haut fonctionnaire de l'État de Maharashtra; le lien établi a mené à une entente de collaboration entre le gouvernement canadien et le Maharashtra. En 2012, i-CANADA et le Smart Cities Forum (forum sur les villes intelligentes) du Royaume-Uni, coprésidé par deux ministres du cabinet britannique, ont signé une entente visant à mettre en commun le savoir-faire et l'expérience, établis notamment sur le développement de communautés intelligentes par l'organisme Waterfront Toronto. Certaines des méthodes utilisées par i-CANADA ont été présentées en Russie, lors de 60 semaines de travail qui se sont étalées sur trois ans à Moscou ainsi qu'à Astana, au Kazakhstan, en vue d'aider le pays à développer son programme de villes intelligentes. Moscou a par la suite été désignée par l'ICF semi-finaliste de la liste « Smart21 », puis finaliste de la liste « Top7 » et Astana deux fois nommée sur la liste « Smart21 ».

Les villes canadiennes ont obtenu de bons résultats à l'échelle mondiale des villes intelligentes et au cours des vingt dernières années, nous avons contribué largement à la mise en place d'un vaste éventail de villes intelligentes dans le monde entier. ●

CONTRIBUER À LA SANTÉ MONDIALE

Le soin et la compassion sont les caractéristiques des valeurs canadiennes et ont soutenu le patrimoine du pays pour soutenir et renforcer le bien-être mondial, écrit l'honorable **Jane Philpott**, ministre de la Santé



Sharon McKeown, une Rotarienne canadienne, vaccine une jeune fille pendant les Journées nationales de vaccination à Katsina, au Nord du Nigéria

“

Le Dr George Brock Chisholm, le tout premier directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, était canadien”

En tant que ministre de la Santé, je suis honorée de souligner la fière tradition que le Canada a maintenue tout au long de ses 150 ans d'existence et qui consiste à promouvoir et à protéger la santé mondiale.

Une des caractéristiques de la société canadienne est le sentiment de bienveillance et de compassion qui l'anime et qui s'étend au-delà des frontières. Le Dr George Brock Chisholm, le tout premier directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), était canadien. C'est d'ailleurs lui qui en a proposé le nom. À titre de directeur général de 1948 à 1953, il a fait la promotion des valeurs canadiennes sur la scène internationale pour qu'elles deviennent des éléments centraux de la Constitution de l'OMS. L'une d'elle est la notion que la santé est « un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

Depuis, le Canada s'emploie constamment et résolument à protéger la santé mondiale. Nous avons fait profiter le monde entier de nos progrès médicaux, comme la découverte de l'insuline. Récemment, le Canada a joué un rôle de premier plan dans la mise au point d'un vaccin contre la maladie à virus Ebola, qui a aidé à endiguer l'éclosion de 2014 en Afrique de l'Ouest et qui sauvera certainement des vies à l'avenir.

Nous avons également apporté de nombreuses contributions aux politiques et aux programmes de santé mondiale. Le Canada s'est notamment engagé à verser 804 millions de dollars à la cinquième reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, aidant à atteindre l'objectif de mettre fin à ces épidémies d'ici 2030. Un autre exemple est l'adoption en 2004 d'une loi modifiant la Loi sur les brevets et la Loi sur les aliments et drogues, ce qui a

JANE PHILPOTT
Ministre de la Santé



L'honorable Jane Philpott a été élue députée de Markham-Stouffville le 19 octobre 2015 et nommée ministre de la Santé le 4 novembre 2015. Auparavant, elle a mené une longue carrière en médecine familiale, en santé publique, en enseignement de la médecine et en défense des intérêts des personnes atteintes du VIH/sida à l'échelle internationale, et de 1989 à 1998 au Niger, en Afrique de l'Ouest, elle a exercé la médecine générale.

augmenté la capacité du Canada d'aider bon nombre de pays africains à avoir accès à des médicaments génériques, particulièrement pour lutter contre le VIH. Quand j'ai travaillé en Afrique, j'ai pu constater les défis auxquels se heurtent les pays à faible revenu. Je peux également affirmer avec fierté et certitude que des progrès considérables ont été réalisés partout dans le monde grâce à la collaboration internationale et à un engagement commun mondial envers la « santé pour tous ».

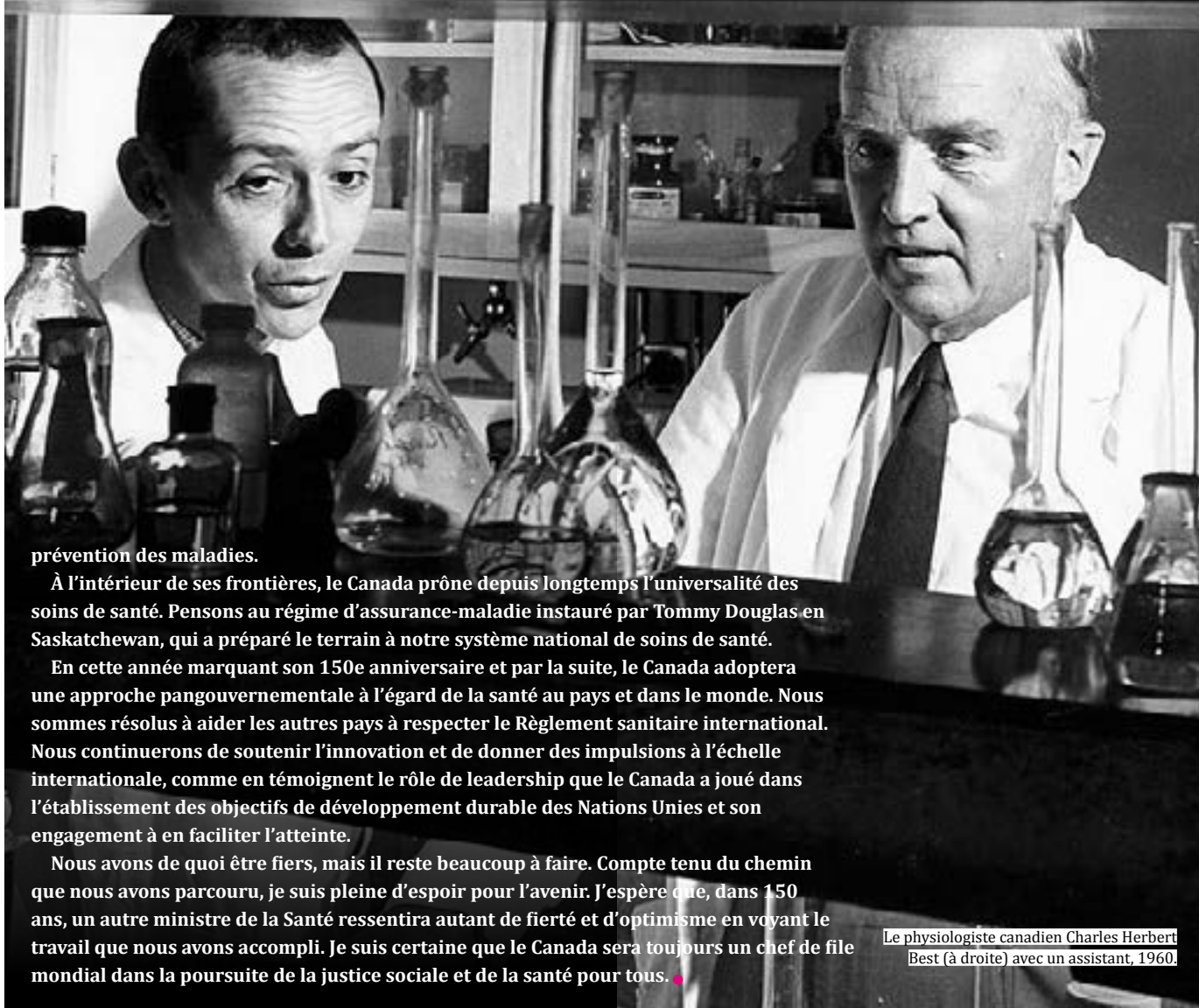
Autre fait international important, le Canada a donné son ferme appui à la Déclaration d'Alma-Ata en 1978. C'était la première déclaration

“ *Le Canada adoptera une approche pangouvernementale à l'égard de la santé* ”



internationale qui soulignait l'importance des soins de santé primaires et qui établissait le droit de tout être humain de participer à la planification et à la mise en œuvre des soins de santé. Le Canada a également joué un rôle de chef de file dans la négociation et la ratification de la Convention-cadre pour la lutte antitabac. En fait, bon nombre d'articles de la Convention s'inspirent des lois et des règlements de notre pays.

De plus, le Canada est fier d'être à jamais associé à la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé, signée en novembre 1986. Il a lancé une série de mesures internationales pour garantir la « santé pour tous » grâce à une meilleure promotion de la santé, qui a pour but d'établir des politiques publiques, de créer des environnements positifs, de renforcer l'action communautaire, de développer les compétences personnelles et de réorienter les soins vers l'amélioration de l'état de santé et la



prévention des maladies.

À l'intérieur de ses frontières, le Canada prône depuis longtemps l'universalité des soins de santé. Pensons au régime d'assurance-maladie instauré par Tommy Douglas en Saskatchewan, qui a préparé le terrain à notre système national de soins de santé.

En cette année marquant son 150e anniversaire et par la suite, le Canada adoptera une approche pangouvernementale à l'égard de la santé au pays et dans le monde. Nous sommes résolus à aider les autres pays à respecter le Règlement sanitaire international. Nous continuerons de soutenir l'innovation et de donner des impulsions à l'échelle internationale, comme en témoignent le rôle de leadership que le Canada a joué dans l'établissement des objectifs de développement durable des Nations Unies et son engagement à en faciliter l'atteinte.

Nous avons de quoi être fiers, mais il reste beaucoup à faire. Compte tenu du chemin que nous avons parcouru, je suis pleine d'espoir pour l'avenir. J'espère que, dans 150 ans, un autre ministre de la Santé ressentira autant de fierté et d'optimisme en voyant le travail que nous avons accompli. Je suis certaine que le Canada sera toujours un chef de file mondial dans la poursuite de la justice sociale et de la santé pour tous. ■

Le physiologiste canadien Charles Herbert Best (à droite) avec un assistant, 1960.



INDEX DES ANNONCEURS

<u>Molson Coors</u>	<u>P.2</u>
<u>Mott's Clamato</u>	<u>P.9</u>
<u>Canadian Bank Note Company</u>	<u>P.18</u>
<u>Visit Scotland</u>	<u>P.22</u>
<u>Ontario Centres of Excellence</u>	<u>P.44</u>
<u>Rio Tinto</u>	<u>P.65</u>
<u>G20 Research Group</u>	<u>P.66</u>
<u>Logistik</u>	<u>P.86</u>
<u>Irving Shipbuilding</u>	<u>P.90</u>
<u>BRICS Research Group</u>	<u>P.96</u>
<u>Canadian Pension Plan Investment Board</u>	<u>P.99</u>
<u>Export Development Canada</u>	<u>P.104</u>
<u>G7 Research Group</u>	<u>P.106</u>
<u>G7G20.com</u>	<u>P.119</u>
<u>Canada Dry</u>	<u>P.120</u>



G7 G20.com

La source principale d'analyse, d'opinion
et de commentaires sur l'agenda mondial

Les leaders mondiaux ont accepté de
maintenir l'augmentation de la température
mondiale ce siècle en dessous de

2°C

Les membres du G20 se
commettent à cet engagement?

En savoir plus à
G7G20.com



@G7_G20



LinkedIn.com/company/G7G20

Publié par

newsdeskmedia

En partenariat avec

MUNK
SCHOOL
OF
GLOBAL
AFFAIRS

Le groupe de recherche sur le G7
Le groupe de recherche sur le G20





Célébrez votre amour du Canada avec les canettes souvenirs Canada 150 de Canada Dry!

*Marque de commerce de Canada Dry Mott's Inc.